



# RUPTURES AU PLURIEL

## *Peines de cours et cursus divergents*

Étude des parcours de ruptures de cursus scolaire sans solution et de l'accompagnement des jeunes de l'obligation de formation

Étude réalisée par Trajectoires-Reflex en 2022,  
Commandée par la Fondation Alpha Omega et l'UNML

# SOMMAIRE

<b>Introduction</b> .....	<b>4</b>
<b>Lexique</b> .....	<b>13</b>
<b>PARTIE 1 – Ruptures de cursus, raccrochage et cursus divergents : quels constats à l’heure de l’obligation de formation des 16-18 ans ?</b> .....	<b>14</b>
<u>I - Préambule : le « décrochage » est un phénomène pluriel et dynamique</u> .....	<b>14</b>
<u>II - Parents, logement, amis : un quotidien parfois incapacitant</u> .....	<b>15</b>
2.1 Le cadre familial est un repère central, mais aussi un frein important.....	<b>15</b>
2.2 Logement, lieu de vie : également des freins importants.....	<b>17</b>
2.3 Des rapports amicaux très contrastés, souvent difficiles.....	<b>20</b>
<u>III – Les notes ne décrochaient pas : le rapport des jeunes de l’obligation scolaire à l’école</u> .....	<b>21</b>
3.1 – Une scolarité et une orientation ressenties comme subies.....	<b>21</b>
3.2 – Une déviance de la norme scolaire et de ses attentes.....	<b>21</b>
<u>IV – « Décrocher » et raccrocher : l’accompagnement proposé dans le cadre de l’obligation de formation est efficace et apprécié des jeunes interrogés</u> .....	<b>23</b>
4.1 – La rupture avec l’école est souvent un soulagement.....	<b>23</b>
4.2 – Des jeunes plutôt volontaires face aux Missions Locales.....	<b>24</b>
4.3 – Rapport à soi, rapport à demain : l’accompagnement ouvre le champ des possibles.....	<b>29</b>
<b>PARTIE 2 – Ruptures au pluriel : caractéristiques et besoins forts selon les profils de jeunes</b> .....	<b>32</b>
<u>I - De fortes fragilités sociales chez les filles, un mal-être moins visible chez les garçons</u> .....	<b>32</b>
1.1 – Une rupture plus fréquente avec l’institution et ses codes chez les garçons.....	<b>32</b>
1.2 – Un stress particulièrement prégnant chez les filles.....	<b>33</b>
1.3 – Un risque d’invisibilisation de la souffrance, en particulier chez les garçons.....	<b>35</b>
1.4 – En somme, des besoins qui demeurent eux aussi genrés.....	<b>36</b>
<u>II – Les publics les plus précaires cumulent les freins périphériques favorisant des parcours difficiles</u> .....	<b>37</b>
2.1 – Les inégalités en termes de capitaux socio-culturels pénalisent les publics moins aisés.....	<b>38</b>

2.2 – Les conditions socio-économiques bornent le champ des possibles.....	39
2.3 – Les catégories plus aisées font face à moins de freins, mais sont confrontées à des problématiques plus spécifiques.....	40
<b>III – Ville, campagne et mobilités : certains jeunes trouvent leur horizon restreint.....</b>	<b>42</b>
3.1 – Contrairement aux idées reçues, l’ancrage territorial n’est pas plus prononcé en campagne qu’en ville chez les jeunes sortis de cursus sans solution.....	42
3.2 – La différence de parcours entre ville et campagne se fait donc plus concrètement en termes de ressources et de possibilités sur place.....	43
<b>IV – Rapport à autrui : le rapport aux parents est décisif dans les parcours des jeunes de l’obligation de formation.....</b>	<b>45</b>
4.1 – Un rapport conflictuel avec les parents a de lourdes conséquences sur les parcours.....	45
4.2 – Des rapports sociaux qui ancrent l’identité sociale dans la différence.....	49
4.3 – Homophilie et rupture scolaire : les amis peuvent aussi être source de marginalisation.....	51
<b>PARTIE 3 – Quelles solutions pour quels jeunes ? Que retenir de l’obligation de formation.....</b>	<b>55</b>
<b><u>I – La mise en œuvre de l’obligation de formation a mis en lumière des phénomènes pré et post-rupture avec l’école.....</u></b>	<b>55</b>
1.1 – Lien avec l’Éducation Nationale, confinement : les conditions de mise en œuvre et ce que cela nous apprend en termes de rupture avec l’école.....	55
1.2 – Les solutions de rattachage les plus adaptées sont les plus souples et progressives.....	57
<b><u>II – Une proposition de typologie des jeunes sortis de cursus scolaire sans solution, et des leviers de rattachage.....</u></b>	<b>61</b>
2.1 – Les solutions de l’obligation de formation polarisent de fait certains profils.....	61
2.2 – Différents types de leviers pour différents types de jeunes, et de besoins.....	64
<b><u>III – D’autres profils particuliers qu’il convient de souligner : ASE, PJJ, jeunes neuro-atypiques.....</u></b>	<b>75</b>
3.1 – Les jeunes de l’ASE.....	75
3.2 – Les jeunes de la PJJ.....	76
3.3 – Les jeunes neuro-atypiques.....	76
<b>Conclusion.....</b>	<b>78</b>

# Introduction

« Passe ton bac d'abord ! »

En France, le cheminement traditionnel de l'élève vers le diplôme par le biais de l'école semble aujourd'hui quasiment naturel dans le paysage institutionnel et social. Dès l'entrée en maternelle se joue un accord tacite et symbolique entre l'enfant, la famille et l'Éducation Nationale qui consacre l'entrée dans un cursus continu censé aboutir *a minima* à l'obtention d'un diplôme, en particulier le baccalauréat. Cette dimension continue et donc ininterrompue du cursus est d'ailleurs l'une de ses caractéristiques fortes, et l'étymologie latine du terme le traduit bien en soi : le terme « cursus » vient du latin *curro*, littéralement « courir, se hâter ».

Pour autant, il est possible d'interrompre cette course avant ce fameux aboutissement. C'est d'ailleurs le cas de nombreux élèves qui, chaque année, quittent leur cursus scolaire avant l'obtention du bac, voire l'obtention de quelque diplôme que ce soit. Mais cette interruption n'est pas sans conséquence. Aujourd'hui, l'école et le diplôme revêtent un poids si important sur le plan sociétal que s'en affranchir met en jeu la place d'un individu dans la société :

Sa place sur le marché du travail et donc également :  
Sa place en tant qu'acteur socio-économique,  
Sa place au sein de ses propres relations sociales...

*« Sur le marché du travail français, les peu ou pas diplômés – titulaires au plus du brevet – sont de moins en moins nombreux. Depuis 1982, leur part a été divisée par trois, passant de 54 % à 16 % des participants au marché du travail (actifs et inactifs du « halo » autour du chômage) en 2018 »<sup>1</sup>.*

.... Et au-delà du prisme sociétal, sortir d'un cursus scolaire sans le bac sans solution, c'est aussi de fait courir des risques sur le plan psychologique, en termes de santé mentale. Ici on comprend dès lors mieux la quasi-évidence du parcours scolaire comme « chemin obligé », autour duquel se dessine un très fort enjeu symbolique. De l'école républicaine a lentement émergé une république de l'école.

Il est donc logique que les politiques publiques se soient saisies de cet enjeu, et se soient penchées en particulier sur les jeunes qui quittent leur cursus scolaire sans solution, étant de fait exposés aux risques tels que rappelés plus haut : à ce titre on parle publiquement de « décrochage scolaire » comme phénomène de sortie du cursus scolaire avant le terme de ce dernier. Ainsi, les jeunes concernés par ce phénomène sont dits « décrocheurs ». De fait le phénomène du décrochage scolaire est explicitement posé comme un problème public au sens de Joseph Gusfield. Cela signifie en somme que la lecture politique du phénomène du décrochage produit un ordre symbolique :<sup>2</sup> il est posé et défini que le décrochage est de l'ordre du danger, et que ne pas décrocher est donc de l'ordre du désirable. De fait, « décrochage » et « décrocheurs » (celui qui fait l'action de décrocher) sont envisagés comme un problème en soi. Pourtant si le décrochage comme problème public semble presque

---

<sup>1</sup> Claude Picard, INSEE, *Emploi, chômage, revenus du travail*, 2020.

<sup>2</sup> Joseph Gusfield, *La culture des problèmes publics*, 1981.

naturel aujourd'hui, il faut souligner comme le soulignait déjà Gusfield que tout problème public résulte d'une construction. Il s'agit ici de revenir rapidement sur cette dernière qui est somme toute assez récente.

## De l'école républicaine à la république de l'école

Il faut remonter à la seconde moitié du vingtième siècle pour comprendre l'origine de la problématique du décrochage et de la lutte contre le décrochage scolaire telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Tout d'abord, il s'agit de souligner que le volume de jeunes obtenant le bac chaque année a été démultiplié depuis 1950 : on comptait alors 5% de bacheliers pour une génération. On compte en 2020 près de 87% d'une génération ayant obtenu le bac<sup>3</sup>.

Le collège unique en 1975 vient consacrer cette volonté de former les jeunes dont le parcours est censé mener à un diplôme. Aussi et de manière logique, les années 80 représentent un moment de bascule où le diplôme devient indispensable pour l'insertion professionnelle. Dès lors, les jeunes ayant quitté leur parcours scolaire et n'ayant pas obtenu un diplôme représentent de plus en plus une véritable problématique sur le plan de l'insertion. Le décrochage scolaire est pointé du doigt notamment en 1981, au sein du rapport de Bertrand Schwartz<sup>4</sup> qui souligne pour la première fois l'importance fondamentale de l'insertion des jeunes non qualifiés de 16 à 18 ans. Il s'agit alors de faire en sorte que ces derniers deviennent « des acteurs économiques et sociaux actifs, dans un monde où l'avance technologique et la compétition internationale exigent une haute qualification individuelle et collective. » S'en suit le plan « 60 000 jeunes » en 1984, pour répondre aux besoins de 60 000 jeunes en rupture de cursus scolaire chaque année et sortis sans diplôme. Au début du 21ème siècle sont créées les maisons de la lutte contre le décrochage scolaire (MLDS), structurées au sein des réseaux Foquale (Formation Qualification Emploi) De nombreux jeunes restent toutefois invisibles et difficiles à toucher par ces dispositifs : 9% des 18-24 ans demeurent en situation de décrochage.

Face à ce constat, le groupe de travail « prévenir la vulnérabilité des jeunes et favoriser leur insertion » travaille sur le sujet du décrochage en 2018. A la suite des travaux de ce groupe, ainsi que du rapport Charrière et Roger et ses 40 recommandations, l'obligation de formation des jeunes de 16 à 18 ans entre en vigueur en 2020. Cette nouvelle norme rend tout d'abord obligatoire l'accompagnement de jeunes de 16 à 18 ans sortis du système scolaire vers une solution de retour à l'école, d'accès à la qualification ou à l'emploi<sup>5</sup>. Cette obligation entend également par ce biais systématiser l'accompagnement des jeunes de 16 à 18 ans sortis du cursus scolaire, sans solution : sans BAC ni CAP, ni emploi, ni formation. C'est un tournant important, dans la mesure où les dispositifs d'accompagnement sont déployés « sur mesure » en fonction des besoins très spécifiques des différents profils de jeunes sortis du système scolaire sans solution. Ce sont les Missions Locales qui ont été chargées de la mise en

---

<sup>3</sup> Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - DEPP

<sup>4</sup> Bertrand Schwartz, *l'insertion professionnelle et sociale des jeunes*, rapport au premier ministre, 1981

<sup>5</sup> Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, *Se former jusqu'à 18 ans pour construire son avenir professionnel : en France, c'est obligatoire et c'est une bonne nouvelle*, 2021

application de cette politique publique : ces dernières ont été dotées de 20 millions d'euros chaque année (alloués au réseau UNML et aux Missions Locales) pour orchestrer en lien avec l'Éducation Nationale le repérage, l'accompagnement et le suivi de jeunes en situation de décrochage. Pour ce faire, les plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs (PSAD) ont été réactivées à cette occasion pour correctement orchestrer le partenariat notamment entre les Missions Locales et les CIO (partenaires dits de « premier cercle ».). Les Missions Locales et les CIO se répartissent à cette occasion l'accompagnement des jeunes.

### **L'obligation de formation : une occasion d'interroger le phénomène dit de « décrochage » par le prisme du « raccrochage »**

Dans ce contexte assez inédit, la fondation Alpha Oméga et l'UNML ont décidé de se saisir de cette politique publique très singulière pour étudier en profondeur le phénomène du décrochage, mais aussi et surtout celui du raccrochage.

Cette initiative est issue de plusieurs constats :

- Cette politique publique a cela d'intéressant qu'elle fait le lien avec les jeunes sortis du cursus scolaire d'horizons très différents (zone géographique, conditions socio-économiques, parcours personnel, scolaire, besoins et problématiques...) à une échelle nationale, ce qui représente une occasion relativement unique dans l'étude approfondie de ces phénomènes.
- Dans la continuité de ce constat, la position d'accompagnant de proximité assurée par les Missions Locales représente un appui riche de sens pour recueillir quantitativement et qualitativement la parole de ces jeunes.
- Les différentes études et travaux de recherche en la matière éclairent davantage la question du décrochage que du raccrochage qui reste *in fine* peu documentée.
- L'ambition de produire une réponse aux décrochages dans leur pluralité qui caractérise cette obligation est une occasion pertinente de s'intéresser aux causes profondes de décrochage dans toute leur pluralité.

L'ambition de l'étude et son originalité n'est donc pas tant de produire une lecture supplémentaire du phénomène de décrochage qui a déjà fait l'objet de nombreux travaux de recherche. Son ambition est au contraire de s'appuyer sur la parole directe des jeunes de l'obligation de formation et des professionnels les accompagnant pour identifier à partir de causes profondes de rupture avec le cursus, des besoins et leviers concrets au raccrochage en fonction des profils de jeunes. Elle prendra notamment appui sur l'existant : c'est-à-dire les solutions telles que formulées dans le cadre de la mise en œuvre de l'obligation de formation pour identifier les plus-values et limites de celles-ci selon les profils de jeunes et les types de besoins. Ces solutions font d'ailleurs l'objet d'un lexique très synthétique, présenté après cette introduction. Sur cette base l'ambition de l'étude est également de formuler une typologie des parcours de jeunes sortis de cursus sans solution, et de leviers à déployer en conséquence.

L'étude tient également compte des stigmates associés aux termes de « décrochage » et de « décrocheurs ». Aussi sera préférée l'utilisation de l'expression « les décrochages » ou encore les situations de « rupture de cursus scolaire » qui sont des termes plus objectifs et fidèles à la réalité. En particulier donc, l'étude portera sur les jeunes en rupture de cursus scolaire sans solution, c'est-à-dire sans BAC, CAP, formation, emploi. Le terme de raccrochage, moins péjoratif pourra être utilisé pour désigner l'accompagnement des jeunes vers ces solutions.

Les termes dits de « décrocheurs » et de « décrochage » ne seront utilisés que pour désigner leur usage formalisé, institutionnel et politique.

Enfin il convient de souligner que l'étude s'intéresse aux jeunes ayant suivi leur cursus scolaire en France, par soucis méthodologique d'homogénéité des profils, et compte tenues des difficultés inhérentes au recueil de paroles des mineurs non accompagnés.

Pour ce faire, la méthodologie choisie s'ancre dans un entre deux épistémologique qu'il convient d'explicitier :

- L'étude ne se veut pas représenter un travail de recherche en sciences sociales. Elle se caractérise par un usage récurrent et approfondi des outils de la sociologie. Toutefois, sa portée performative et son ambition qui est celle de produire une lecture en faveur de politiques publiques adaptées aux besoins des jeunes la dissocie de travaux de recherche « pure » qui se veulent au contraire non-normatifs.
- L'étude n'est pas non plus une évaluation de politique publique. Si elle va en effet s'appuyer sur le déploiement de l'obligation de formation comme dispositif de politique publique en tant que tel, sa finalité est bien d'étudier les parcours de jeunes par ce prisme. Ici le discours qui pourra être produit sur cette action publique en tant que telle fera office de moyen et non de fin.

Le bureau d'études Trajectoires-Reflex a été choisi par la fondation Alpha Oméga et l'UNML pour réaliser l'étude. Trajectoires-Reflex est spécialisé dans l'analyse fine des politiques publiques, en particulier des politiques éducatives au travers de la parole de ses publics et des partenaires éducatifs. Trajectoires-Reflex en lien avec la fondation Alpha Oméga et l'UNML a donc déployé la méthode suivante pour mener à bien cette étude, et recueillir une matière particulièrement dense et riche entre mai et novembre 2022.

### **Réalisation d'un état de l'art sur les questions du « décrochage » et du « raccrochage »**

A été constituée une équipe-projet réunissant la fondation Alpha Oméga, l'UNML, Trajectoires-Reflex, ainsi que 3 responsables d'ARML (associations régionales des Missions Locales) et un responsable de l'AFPA (agence nationale pour la formation professionnelle des adultes), l'un des principaux partenaires de second cercle de la mise en œuvre de l'obligation de formation<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> En particulier à travers son dispositif *Promo 16-18* vers qui de nombreux jeunes soumis à l'obligation de formation sont dirigés en fonction de leurs besoins. La grande majorité des jeunes de ce dispositif sont passés par les Missions Locales.

Un état de l'art a été produit sur la thématique du décrochage et du rattrapage scolaire. Ce dernier a permis de mettre en exergue l'avancée des réflexions en termes de décrochage et de rattrapage à la lumière des différents travaux de recherche, d'études, d'enquêtes qui ont pu être réalisés. De nombreuses observations ont ainsi pu être capitalisées à partir de la littérature déjà dense autour du phénomène du décrochage scolaire en France, à partir des travaux de Pierre-Yves Bernard, Dominique Glasman et François Dubet entre autres. Les constats de ces auteurs nourriront l'étude : cette dernière ne part pas de zéro et s'appuie au contraire sur les réflexions déjà entamées sur le sujet. L'état de l'art a également permis de mettre en lumière différents essais de typologies de jeunes sortis du système scolaire sans solution, sans pour autant que n'émerge de modèle qui fasse consensus. L'autre constat fort est que la littérature en majorité n'aborde le sujet des jeunes quittant précocement leur cursus scolaire que sous l'angle spécifique du phénomène dit de décrochage, mais beaucoup moins d'analyses sont proposées en direction du rattrapage, et des besoins des jeunes en la matière. L'état de l'art a été présenté et enrichi avec l'équipe-projet.

### **Des entretiens qualitatifs longs auprès des jeunes et des partenaires**

Ont été réalisés un total de 12 entretiens qualitatifs longs auprès de jeunes de 16 à 18 ans fréquentant une Mission Locale et/ou une Promo 16-18. Ces entretiens furent particulièrement riches et approfondis (de 40 min à 2h). Nous fûmes notamment surpris de la réflexivité de ces jeunes formulant un véritable discours sur leur parcours avec souvent nombre de détails. En effet si certains jeunes interrogés manifestaient un repli sur soi important et des difficultés à se livrer, la majorité des jeunes se sont pris au jeu et se sont livrés en profondeur sur leur vécu. On trouve parmi les jeunes interrogés :

- 3 jeunes de 16 ans, 7 jeunes de 17 ans, 2 jeunes de 18 ans.
- 5 jeunes garçons, 7 jeunes filles.
- 5 jeunes sans diplôme, 3 jeunes ayant eu le brevet, 2 jeunes ayant quitté leurs études en fin de première année de CAP, 1 jeune en CFA, 1 jeune ayant repris ses études actuellement en bac STMG
- 4 jeunes en accompagnement à la Mission Locale, 8 jeunes en plus suivis par l'AFPA (*Promo 16-18*) et contactés via cet intermédiaire.

Cette vraie diversité de profils a permis de croiser différents vécus du phénomène de la rupture de cursus scolaire, avec des jeunes confrontés à des problématiques très différentes qui entretiennent des rapports à leur expérience parfois diamétralement opposés les uns des autres. De fait, ces jeunes font état de besoins très différents selon leur histoire de vie.

Il est rapidement apparu au cours de l'étude que la prise de contact avec les jeunes accompagnés était complexe. Les Missions Locales ont éprouvé de fortes difficultés à mobiliser leurs jeunes pendant la durée de l'étude. Au total, 24 contacts de jeunes ont été transmis, dont la moitié n'ont pas honoré leur entretien (rendez-vous manqués, jeunes injoignables...). Pour autant les 12 entretiens réalisés constituent une base qualitative riche et solide sur laquelle il est possible d'appuyer une lecture fine des parcours de la rupture de cursus scolaire et des accompagnements possibles vers des formes de solutions.

Pour mettre en regard les observations issues des entretiens auprès des jeunes, une série d'entretiens qualitatifs a été réalisée auprès de 16 partenaires travaillant la thématique du décrochage et du raccrochage des jeunes, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de l'obligation de formation : UNML , ARML (Nouvelle Aquitaine, Hauts-de-France, Normandie), Missions Locales (Creuse, Landes), AFPA (niveau national, Saint-Nazaire, Alès, Lyon), Commissaire à la lutte contre la pauvreté, chercheur... Selon leur nature, ces partenaires ont été interrogés à deux échelles :

- Leur vision et lecture de la mise en œuvre de l'obligation de formation : fonctionnement, plus-values, limites, ce que le dispositif a permis de mettre en lumière en termes de rupture de cursus, de repérage, d'accompagnement, de suivi, les points d'amélioration et enseignements à en tirer.
- Pour les partenaires ayant une lecture plus proche du terrain, ces derniers ont été interrogés sur l'accompagnement des jeunes, les difficultés auxquelles ils sont confrontés (jeunes comme professionnels), les besoins des jeunes et modalités d'accompagnement qui marchent, celles qui marchent moins.

Outre la pluralité d'acteurs interrogés en termes de fonction, les entretiens qualitatifs auprès des professionnels ont permis d'éclairer des réalités territoriales différentes. Ça a d'ailleurs également été le cas pour les entretiens auprès des jeunes. Les entretiens qualitatifs ont été réalisés sur la base de grilles semi-directives détaillées en fonction de l'interlocuteur. Le caractère semi-directif de l'entretien a été particulièrement nécessaire auprès des jeunes chez qui il s'agissait de maintenir une forme d'informalité pour que l'entretien se déroule de manière fluide et naturelle pour ces derniers.

### **Un questionnaire en ligne à destination de plus de 2000 jeunes de 16 à 18 ans fréquentant une Mission Locale**

En complément de la matière qualitative recueillie, le choix a été fait de croiser cette dernière avec un recueil quantitatif de la parole des jeunes. A ce titre un questionnaire en ligne a été diffusé à l'ensemble des Missions Locales et des Promos 16-18 de France (métropolitaine et outre-mer) en direction des jeunes de 16 à 18 ans. Le questionnaire a été construit à partir des observations issues de l'état de l'art et des entretiens qualitatifs. Il a été l'objet d'un travail approfondi avec l'équipe projet, pour vérification de la pertinence des questions, pour pointer d'éventuels oublis et enrichissements. Le questionnaire a également fait l'objet d'un test grandeur nature en présence de jeunes accompagnés au sein du dispositif Promo 16-18. L'objectif de cette confrontation aux publics était de s'assurer de la lisibilité des questions, de la fluidité de la passation, et garantir la qualité des réponses malgré la longueur importante du questionnaire doté de 75 questions au total.

La passation s'est déroulée d'octobre à novembre 2022. Le questionnaire a été diffusé par mail aux Missions Locales et Promo 16-18, à qui l'on a fourni en plus du lien un QR code de sorte que le questionnaire soit accessible par un simple flash de smartphone. Au total furent recueillis pas moins de 2102 témoignages par ce biais.

Sur la base de ce recueil a été réalisé un redressement statistique pour que la base quantitative consolidée des paroles de jeunes soit représentative des profils de jeunes de 16 à 18 ans fréquentant les Missions Locales au regard :

- Du genre ;
- De la région ;
- Du niveau de diplôme.

### Quelle méthode d'analyse ?

Tel que présenté plus haut, l'étude présente l'originalité d'emprunter à la fois des éléments d'analyse des politiques publiques, mais aussi très largement des outils de sociologie.

Le croisement des méthodes qualitatives et quantitatives de recueil de matière fait l'objet d'une analyse qui s'ancre en particulier dans un référentiel constructiviste et interactionniste. Le courant de l'interactionnisme symbolique en sciences sociales paraît en effet proposer une focale intéressante pour étudier les phénomènes dits de décrochage et de raccrochage : est énoncé le postulat qu'aucun individu n'est « à la marge » par essence, dans la mesure où cette marge est socialement construite en fonction d'une norme dite « hégémonique », qui résulte elle aussi d'un construit social. Ces construits résultent avant tout d'interactions et de rapports individuels et collectifs au sein des parcours des individus. Dans le cas de la rupture avec le cursus scolaire, les parallèles sont donc nombreux. Ce référentiel d'analyse offre l'occasion de s'appuyer sur une lecture en profondeur des vécus des jeunes sortis du système scolaire sans solution. L'enjeu est donc avant tout de comprendre leur lecture de leur propre situation pour *in fine* être en mesure d'identifier des leviers en cohérence avec leurs besoins.

Herbert Blumer définissait ainsi l'interactionnisme symbolique tel que fondé sur les 3 postulats suivants : « 1. Les humains agissent à l'égard des choses en fonction du sens qu'ils attribuent à ces choses. 2. Ce sens est dérivé ou provient de l'interaction sociale que chacun a avec autrui. 3. Ces sens sont manipulés dans, et modifiés via, un processus interprétatif utilisé pour interagir avec les choses rencontrées.<sup>7</sup> »

Aussi, puisqu'il y a autant de jeunes que de parcours, l'étude assume cette posture et (ré)affirme le postulat selon lequel il n'existe pas un « décrochage » unique, mais des formes de ruptures souvent très distinctes les unes des autres selon les parcours et les interactions de chacun. Pourtant, force est d'avouer que ce constat est aussi précieux que fâcheux : si chaque parcours de jeune est singulièrement distinct d'un autre, difficile dès lors d'envisager une montée en généralité de quelque sorte que ce soit. Difficile également de dresser quelque constat que ce soit sur lesquels prendraient appui des leviers concrets pour accompagner et soutenir ces publics.

Ici, il convient en effet de souligner plusieurs dimensions intrinsèques à l'étude, qui sont autant de choix de cadrage qui restreignent volontairement son champ de réflexion sur les phénomènes dits de décrochages et raccrochages :

---

<sup>7</sup> Herbert Blumer, *l'interactionnisme symbolique*, 1969.

- Nous ne parlerons dans ce cadre que d'une population très ciblée des 16 à 18 ans. Aussi, elle ne pourra pas rendre compte de phénomènes propres aux publics plus âgés. Elle sera toutefois en mesure de prendre appui sur des problématiques rencontrées et des besoins profonds qui demeurent similaires, puisque le moment dit de la rupture telle qu'abordée dans cette étude intervient avant les 18 ans.
- De même, si les redressements statistiques permettent l'analyse d'une matière quantitative représentative sur l'ensemble des régions de France, ce n'est pas le cas de la matière qualitative recueillie à travers les entretiens qui n'épuisent pas toutes les réalités territoriales.
- Enfin, si le redressement statistique permet de produire une image représentative de la parole des publics sur le plan territorial, du point de vue du genre, et du niveau de diplôme, certains aspects sont traités de manière moins représentative : âge, CSP des parents, types de parcours de raccrochage...

Outre les nombreuses problématiques que ces dimensions soulèveraient en termes de faisabilité pure et simple, une étude doit nécessairement définir ses propres limites en particulier sur des thématiques si denses et complexes. Aussi, la perspective de tout étudier d'un phénomène social (dans notre cas, quasi-sociétal) fleurte avec l'écueil de ne rien étudier du tout.

Si en effet l'étude ne se veut pas comparable à une recherche pure en sociologie, la mobilisation d'outils d'analyse sociologiques nous encourage à interroger leur condition d'utilisation. En particulier, la sociologie et ses outils n'ont pas pour ambition « d'épuiser le réel » : ils en observent une configuration particulière. Et c'est ici tout le parti-pris de l'étude : étudier cette configuration particulière qui est celle des parcours menant à une rupture du cursus scolaire sans solution, et les leviers d'accompagnement des jeunes de 16 à 18 ans dans le cadre de ce dispositif de politique publique bien spécifique qu'est l'obligation de formation.

Finalement, c'est bien à partir de cette configuration particulière qu'il sera possible de produire un discours fin et détaillé sur les phénomènes dits de décrochage et raccrochage. Aussi, deux auteurs illustrent parfaitement cette approche : le micro-historien Carlo Ginzburg considérait que « *comme le détective, le chercheur en sciences humaines ne peut atteindre directement les réalités qu'il se propose d'étudier dans leur totalité*<sup>8</sup> ». Des années plus tard, le sociologue Norbert Elias complétait : « *la singularité n'est jamais que l'un des points des fils qui nous relient les uns aux autres*<sup>9</sup>. »

Il s'agira donc ici d'éclairer les phénomènes de rupture et les accompagnements par la lunette des expériences de vie des jeunes soumis à l'obligation de formation. Par ce biais seront dressées des conclusions quant à leurs besoins pour identifier des leviers au plus près de leur réalité concrète.

L'étude se décline en trois parties successives :

<sup>8</sup> Carlo Ginzburg, *Le fromage et les vers*, 1976.

<sup>9</sup> Norbert Elias, *La société des individus*, 1991.

- Une première partie relative aux grands constats relatifs aux parcours aboutissant à une rupture de cursus sans solution, et les modes d'accompagnement : toute chose égale part ailleurs, quels sont les enjeux forts que l'on constate pour les jeunes concernés par l'obligation de formation. Quelles sont les principales causes telles qu'identifiées par les jeunes, les principales sources de difficultés, les principaux besoins tels qu'exprimés par les jeunes, et le rapport à l'obligation de formation et les solutions proposées dans ce cadre.
- Une seconde partie s'appuiera sur ces constats pour étudier les parcours et besoins propres aux jeunes selon leurs profils : genre, âge, catégories socio-professionnelles, logement, habitat en ville ou en campagne... Ce sera également l'occasion d'interroger l'effet du rapport à l'école, aux pairs, aux parents, sur les parcours de ces jeunes, leurs difficultés, leurs besoins.
- Ces croisements permettront de formuler en troisième partie une typologie de jeunes sortis du cursus scolaire sans solution. Cette typologie fera office d'idéaux-type au sens de Max Weber qui les définit en ces termes :

*« On obtient un idéal-type en accentuant unilatéralement un ou plusieurs points de vue et en enchaînant une multitude de phénomènes isolés, diffus et discrets, que l'on trouve tantôt en grand nombre, tantôt en petit nombre, par endroits pas du tout, qu'on ordonne selon les précédents points de vue choisis unilatéralement pour former un tableau de pensée homogène.<sup>10</sup> »*

Ainsi la typologie produite n'aura pas pour ambition de rendre compte de tous les possibles en termes de parcours dits de décrochage et de raccrochage, puisque c'est impossible. Elle proposera toutefois une grille de lecture utile pour identifier les leviers les plus pertinents à déployer en direction des jeunes en fonction de leur profil, au plus proche de leurs besoins. Enfin, cette dernière partie de l'analyse dressera à partir de cette typologie un tableau des leviers solutions adaptées pour les différents profils en prenant appui sur les solutions qui sont proposées dans la mise en œuvre de l'obligation de formation. Lesquelles sont adaptées pour qui, pour quels besoins ? Ainsi, comment faire en sorte d'accompagner au mieux l'ensemble des jeunes sortis du cursus scolaire sans solution au plus proche de leurs besoins ?

Cette ultime partie représente d'ailleurs l'aboutissement de l'étude en tant que telle et dénote aussi sa spécificité : s'il est indispensable d'évoquer en profondeur les ruptures de cursus et leurs causes profondes, c'est bien au niveau de l'analyse du raccrochage que l'étude prend tout son sens et sa singularité.

---

<sup>10</sup> Max Weber, *Essais sur la théorie de la science*, 1918.

## LEXIQUE SYNTHÉTIQUE DES ACCOMPAGNEMENTS ET SOLUTIONS DE L'OBLIGATION DE FORMATION

Le lexique suivant est proposé de sorte à fluidifier la lecture de l'étude. Il définit de manière synthétique les principaux accompagnements et solutions<sup>11</sup> proposés dans le cadre de l'obligation de formation, tels que formulés avec l'équipe projet de la mission : Promo 16-18, alternance, CEJ, reprise d'étude, PACEA, formation / prépa apprentissage, service civique.

**Promo 16-18** : « La Promo 16-18 est un programme dédié aux jeunes de 16 à 18 ans concernés par la mise en œuvre de l'obligation de formation à la rentrée 2020, c'est-à-dire qui ne sont ni au collège ou au lycée, ni en formation ni en emploi. Il s'inscrit dans le cadre du Plan #1Jeune1Solution et intervient en complémentarité des dispositifs existants pour lutter contre le décrochage scolaire.<sup>12</sup> » Ces objectifs sont l'engagement du jeune dans le parcours de rattrapage, l'initiation à l'autonomie et à la mobilité, la construction du projet et la projection vers l'avenir.

**Alternance** : « Le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation permettent de suivre une formation (BTS par exemple) en alternance. C'est-à-dire travailler et suivre ses études en même temps<sup>13</sup>. L'apprentissage est une formation en alternance : il associe une formation chez un employeur et des enseignements dispensés dans un organisme de formation.<sup>14</sup> »

**CEJ** : « Contrat Engagement Jeune : En vigueur à compter du 1er mars 2022, le Contrat d'Engagement Jeune propose aux jeunes un accompagnement individuel et intensif profondément renouvelé, dans un cadre exigeant, avec un objectif d'entrée plus rapide et durable dans l'emploi. Il remplace la Garantie jeunes. Il est mis en œuvre par Pôle emploi et les Missions Locales. Il dure 6 à 10 mois, mobilise 15 à 20h par semaine, et inclut une allocation montant jusqu'à 520€ par mois.<sup>15</sup> »

**PACEA** : « Le Parcours d'Engagement d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est constitué de phases d'accompagnement successives qui peuvent s'enchaîner pour une durée maximale de 24 mois consécutifs. A l'entrée dans le PACEA, le conseiller détermine, au moyen des conclusions du diagnostic initial, la durée de la ou des premières phases d'accompagnement. Ces phases sont adaptées aux projets et aux attentes du jeune. Les objectifs et le contenu de chaque phase sont définis avec le jeune et ils font l'objet d'une évaluation à leur terme, afin de mesurer avec lui sa progression vers l'emploi et l'autonomie. Les leviers actionnables sont pluriels : allocations, formations, accompagnement social...<sup>16</sup> »

**Prépa-apprentissage** : « La prépa apprentissage est un programme d'accompagnement, visant à aider le jeune bénéficiaire à définir son projet d'apprentissage. Elle peut prendre différentes formes : pratique d'un métier en immersion pendant quelques jours, remise à niveau, cours pratiques sur le savoir-être en entreprise... Selon le projet, elle pourra durer de 5 jours à 6 mois.<sup>17</sup> »

**Service civique** : « Le service civique est un engagement volontaire sur une mission d'intérêt général, d'une durée de 6 à 12 mois, de 8 mois en moyenne, à raison d'au moins 24 heures hebdomadaires. Destiné aux jeunes de 16 à 25 ans.<sup>18</sup> »

---

<sup>11</sup> Les Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Emploi et de l'Insertion exemplifient le terme de solution : « Quelques solutions vers lesquelles ces jeunes sont accompagnés : l'apprentissage, les écoles de la 2ème Chance, le Service national universel, le service civique, les structures de retour à l'école, les actions de remise à niveau et de préapprentissage, les formations offertes aux mineurs, l'entrée en enseignement supérieur, le retour en formation initiale, etc ».

<sup>12</sup> [www.afpa.fr](http://www.afpa.fr)

<sup>13</sup> [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)

<sup>14</sup> [www.education.gouv.fr](http://www.education.gouv.fr)

<sup>15</sup> [www.travail-emploi.gouv.fr](http://www.travail-emploi.gouv.fr)

<sup>16</sup> Ibid.

<sup>17</sup> [www.pole-emploi.fr](http://www.pole-emploi.fr)

<sup>18</sup> [www.culture.gouv.fr](http://www.culture.gouv.fr)

## **PARTIE 1 – Ruptures de cursus, raccrochage et cursus divergents : quels constats à l’heure de l’obligation de formation des 16-18 ans ?**

Il convient en préambule de cette analyse de rappeler un constat fondamental évoqué en introduction de l’étude : le sujet dit du décrochage scolaire est un problème public tel qu’il a été construit par l’action publique. On emploie bel et bien le terme « décrocheur » incluant le suffixe « eur » pour désigner le fait qu’un jeune produise l’action dite « de décrochage ».

### **I - Préambule : le « décrochage » est un phénomène pluriel et dynamique**

L’élève sorti sans solution du cursus scolaire est posé comme un problème en soi, avec de fait un rapport de culpabilisation : les politiques publiques dans leurs luttes contre le « décrochage » posent tacitement le jeune comme « fautif » de cette rupture.

Gusfield<sup>19</sup> le souligne bien en évoquant le phénomène de mise à l’agenda en politique publique : « *un monde de faits est postulé* », « *une dramatisation cognitive et morale* » autour de représentations communes. Dans le cas du jeune désigné comme « décrocheur scolaire », symptôme d’un problème public, les représentations sont nombreuses et péjoratives. Le professeur en sciences politiques Bertrand Geay<sup>20</sup> les souligne : « *cancre, jeune à problème, délinquant, oisif...* ». Pourquoi alors une telle stigmatisation ? Cette dramatisation cognitive et morale est aussi avant tout issue d’une définition très scolaro-centrée du décrochage. Ce dernier n’est caractérisé que par la rupture à un instant T du cycle de formation, avant l’obtention du Bac ou d’un CAP<sup>21</sup>. Il implique tacitement dans beaucoup d’imaginaires une forme de déficience scolaire, sociale, parfois même cognitive qui induit dans les représentations un départ de l’école du jour au lendemain.

Cette acception a longtemps été la grille de lecture dominante concernant le phénomène dit de décrochage scolaire. Plus précisément, elle hérite de beaucoup de préjugés également associés au concept de déscolarisation, concernant les moins de 16 ans. Les contributions de la recherche en la matière montrent pourtant de nombreux angles morts :

- Les causes profondes de cette rupture, qui tendent à surexposer certains profils de jeunes ;
- Le caractère souvent pluriel de la rupture : social, psychologique, parfois également familial... dont le décrochage scolaire n’est qu’une manifestation parmi d’autres ;
- Le fait que la rupture soit un phénomène extrêmement progressif : si le départ d’un cursus sans solution « du jour au lendemain » peut en effet être lié à un événement crucial dans la vie du jeune, le décrochage est souvent un phénomène bien plus progressif.

Cette seconde grille interprétative sera celle sur laquelle l’étude s’appuiera pour produire son analyse. Ce préambule semble nécessaire pour introduire le propos de l’analyse et comprendre son articulation : pour discuter les formes de raccrochages, il s’agit de parler des

---

<sup>19</sup> Joseph Gusfield, *La culture des problèmes publics*, 1981.

<sup>20</sup> Bertrand Geay, *Du "cancre" au "sauvageon"*, Actes de la recherche en sciences sociales, 2003.

<sup>21</sup> Article L.313-7 du code de l’éducation.

décrochages. Et pour parler des décrochages, il faut non seulement étudier les conditions dans lesquelles ces derniers se produisent et ce qu'elles impliquent par la suite.

## **II - Parents, logement, amis : un quotidien parfois incapacitant**

### 2.1 Le cadre familial est un repère central, mais aussi un frein important

L'importance du cadre familial dans les parcours de décrochage et raccrochage des jeunes sortis de leur cursus sans solution est apparue rapidement comme cruciale. 75% des jeunes répondants au questionnaire en ligne se sentent à l'aise avec leurs parents bien plus qu'avec les jeunes de leur âge, en général (58%). La famille est le principal biais de découverte de la Mission Locale chez les jeunes interrogés : 54% d'entre eux ont appris ce qu'était la Mission Locale par l'intermédiaire de leur famille devant les amis (33%). De même, 75% des jeunes interrogés témoignent avoir eu le soutien de leur famille au moment de la rupture de son parcours, contre 48% de soutien amical : le soutien familial est donc plus fréquent.

En particulier, plusieurs jeunes en entretien témoignent de l'écoute et de la compréhension de leurs parents quant à leur sortie de cursus.

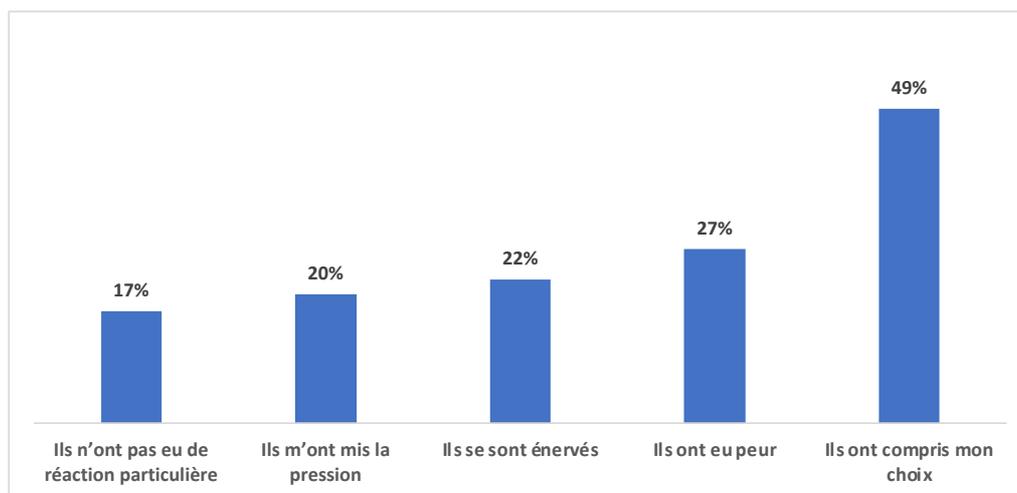
*« Ils ont compris mon choix, mes explications... Ils m'ont aussi accompagné au rendez-vous à la Mission Locale... »*

*« Mes parents au contraire, je leur ai expliqué que je pouvais plus, ils m'ont suivi. »*

- *Jeunes sortis sans solution de leur cursus scolaire*

Au sein du questionnaire en ligne, les jeunes interrogés rapportent à 49% que leurs parents ont compris leur choix au moment de leur décision de ne plus retourner à l'école. Cela signifie cependant que la moitié des parents de jeunes interrogés n'ont pas compris leur décision au moment de leur départ. Parmi les principales réactions de parents n'ayant pas compris la décision de leur enfant selon ces derniers, on retrouve notamment la peur, la colère, la pression mise sur les épaules de leur enfant, voire l'indifférence.

**« Quelle a été la réaction de tes parents lorsqu'ils ont appris que tu ne retournerais plus à l'école ?<sup>22</sup> »**



Parfois même, la compréhension du parent n'exclut pas d'autres réactions telles que l'énervement « à chaud », la peur qui suscite aussi une certaine pression. Le parent est donc une figure paradoxale chez le jeune sorti sans solution de ce cursus : il est à la fois un repère fort et un soutien majoritaire. Dans le même temps, son incompréhension largement observable peut se traduire dans les faits en réactions qui posent des problèmes dans le parcours de raccrochage du jeune. En réalité ces réactions jouent une place d'autant plus importante que le rôle du parent est central par rapport au jeune.

Les professionnels soulignent cette posture souvent paradoxale du parent qui représente bien souvent en même temps un cadre incontournable et un frein important :

*« Certains parents sont vraiment dans le déni : ils veulent coûte que coûte que leur jeune réintègre l'école, mais ce n'est pas aussi simple... »*

- Professionnel d'ARML

*« J'aimerais pas être un jeune en décrochage : pour la plupart des parents, malgré eux ils ont une posture de « oui tu peux te sentir pas bien, tu as foiré ». C'est compliqué, ils le vivent parfois plus mal que les enfants et ils veulent une solution immédiate, pas d'accompagnement... »*

- Professionnel de Mission Locale

Ainsi, même si le rapport des jeunes avec leurs parents est souvent positif et même très important, les professionnels l'identifient aussi comme un frein, et la parole des jeunes telle que recueillie dans le questionnaire en ligne abonde dans ce sens. Face à ce constat les professionnels des missions locale font en sorte de recevoir le jeune avec les parents mais

<sup>22</sup> Question à choix multiples, résultats sur base répondants, les pourcentages excèdent donc 100%.

également sans ces derniers. Ils observent alors des différences de postures radicales, avec une parole souvent plus libre.

## 2.2 Logement, lieu de vie : également des freins importants

Les jeunes témoignent de difficultés significatives relatives à leur lieu de vie. 85% des jeunes interrogés en ligne précisent habiter chez leurs parents, 4% sont en foyer, 4% habitent chez d'autres membres de leur famille, 4% habitent en location ou collocation, 2% chez des amis, et 1% « à droite à gauche ».

Les jeunes interrogés en entretien n'ont majoritairement pas identifié de points négatifs relatifs à leur logement. Certains tout de même ont notamment évoqué une surface trop peu importante et un logement trop éloigné de leur ancien lieu de scolarisation.

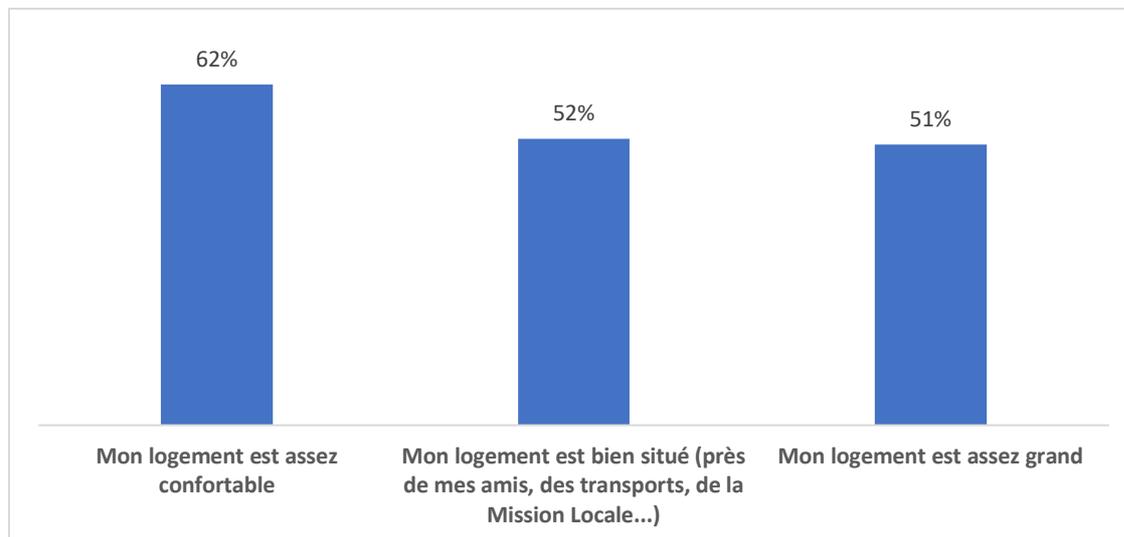
*« Là on est 5 à la maison... On a dû couper le salon en deux pour faire une chambre, on veut déménager. »*

*« J'habitais très loin, c'était galère, j'étais interne, j'arrivais le lundi matin pour la semaine j'étais pas motivé... »*

- *Parole de jeune sorti de cursus sans solution*

Le questionnaire en ligne met toutefois en lumière des problématiques partagées concernant le logement des jeunes et la qualité de ces derniers :

### **« Prononce-toi concernant ton logement : »**



On observe donc ici que 38% des jeunes interrogés jugent leur logement inconfortable, 48% jugent leur logement mal situé, 49% considèrent que leur logement n'est pas assez grand. Les enjeux relatifs à la qualité insuffisante du logement sont donc largement partagés : seuls 40% des jeunes interrogés considèrent que leur logement est confortable, bien situé, et assez grand.

Si les partenaires admettent que la problématique du logement ne remonte pas toujours comme un enjeu principal des décrochages, ils identifient toutefois qu'elle représente un frein périphérique fréquent avec des conséquences en termes d'hygiène de vie, de mobilisation scolaire :

« *Oui il y a des enjeux forts de logement sur nos publics : 92% des jeunes accompagnés par les ML sont accompagnés sur santé, mobilité, logement* »

- Professionnel d'ARML

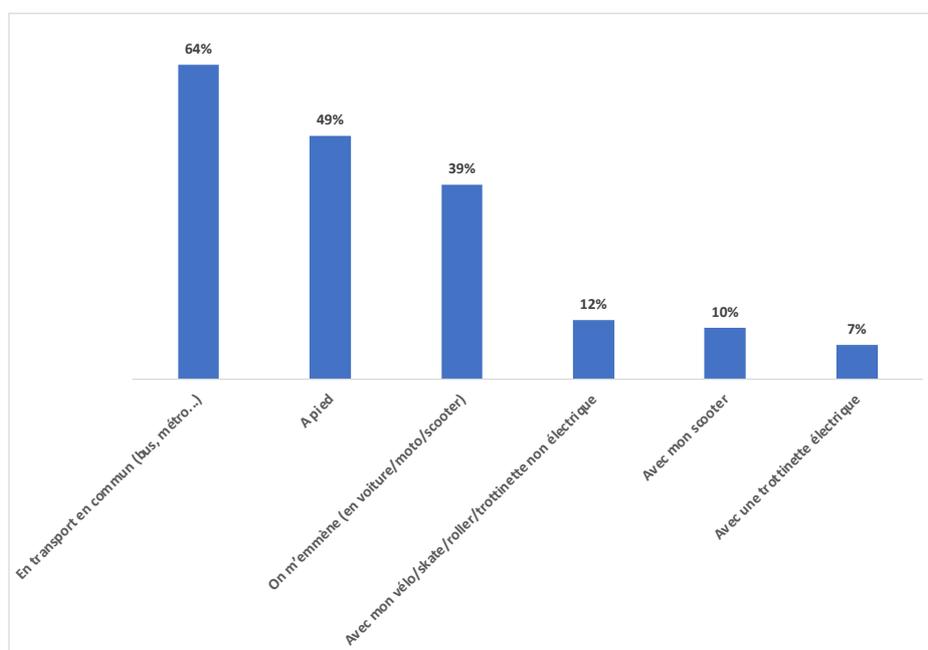
« *On a des cas assez complexes de familles nombreuses, les gosses dorment sur le canapé, avec tout ce que ça implique en termes de conséquences : coucher tard, lever tard, mauvais sommeil...* »

Professionnel de l'AFPA – Promo 16-18

L'isolement du logement apparaît aussi comme un frein potentiellement contraignant : 34% des répondants au questionnaire en ligne habitent à la campagne (dont 14% à plus de 5km d'une ville). Parmi les répondants habitant à la campagne, 20% déclarent ne sortir que peu de leur village. Une part plutôt restreinte mais tout de même non négligeable.

La question de l'isolement des lieux de résidence, en particulier en lien avec le contexte rural est également à mettre en lien avec le rapport des jeunes aux transports en commun :

### « Comment te déplaces-tu dans la vie de tous les jours ?<sup>23</sup> »



<sup>23</sup> Question à choix multiples, résultats sur base répondants, les pourcentages excèdent donc 100%.

64% des jeunes interrogés se déplacent fréquemment en transport en commun, et 60% se sentent à l'aise avec ce mode de transport. Si les transports en commun restent le mode de déplacement le plus utilisé par les jeunes, il est utile de noter que 36% d'entre eux ne les utilisent pas et 40% d'entre eux ne sont pas à l'aise avec ce mode de déplacement.

Ces difficultés en situation de ruralité posent des problèmes d'isolement importants dans les ruptures, mais aussi en termes de raccrochage :

*« Il faut une réponse à côté de la maison. C'est un des premiers éléments qu'on constate, les jeunes arrêtent parfois post bac juste parce que orientations pas proches, pas possible de se projeter si pas à côté. »*

- *Acteur institutionnel*

Il sera utile de revenir plus tard sur cette dimension : en effet les difficultés d'isolement géographique sont bien souvent conjuguées avec des problèmes de mobilité parfois de l'ordre du psychologique : 4 jeunes sur 10 interrogés attendent par exemple que leur emploi soit proche de leur logement actuel. Chez ceux qui envisagent éventuellement de reprendre leurs études, plus du tiers souhaite que leur lieu d'études soit proche de chez eux.

Globalement, les difficultés relatives au logement font aussi et surtout écho aux catégories socio-professionnelles des familles des jeunes sortis de cursus sans solution, qui sont plus précaires que la moyenne : parmi les jeunes interrogés via le questionnaire en ligne, on compte 25% de fils et filles de parents sans emploi (en comptant les parents au foyer, en recherche d'emploi et autres inactifs) soit une part comparable aux moyennes nationales. Toutefois on observe une réelle différence au niveau de la part de fils et filles de cadres : 21% en moyenne en France contre seulement 5% parmi les répondants. Enfin, il est utile de noter que 16% des jeunes interrogés n'ont pas de parents, ce qui fragilise de fait leur situation.

De fait les situations de mal logement sont donc surreprésentées chez les jeunes de l'obligation de formation, dans la mesure où on retrouve chez ces derniers des situations socio-économiques globalement moins favorables qui sont donc des facteurs de rupture importants.

Le constat selon lequel les ruptures de parcours scolaire sans solution touchent moins les publics plus aisés corrobore les observations des professionnels et les recherches en la matière. L'INSEE a publié en 2013 un rapport détaillé sur les « profils à risque » de décrocheurs en pointant notamment les élèves en difficulté scolaire dès la 6<sup>ème</sup>. Le rapport montre bien la sous-représentation des catégories socio-professionnelles les plus aisées.

Outre les conditions matérielles d'apprentissage qui varient largement selon les ressources socio-économiques (cadre pour faire ses devoirs, hygiène de vie, temps de trajet...), les catégories socio-professionnelles influencent aussi largement les ressources symboliques et culturelles dont disposent ou non les jeunes. À ce propos, Dubet rappelle les travaux de Bourdieu relatifs à la culture scolaire<sup>24</sup>, c'est-à-dire la maîtrise ou non des normes et des codes

---

<sup>24</sup> Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, *La Reproduction*, 1970.

scolaires par les parents. Pour certaines familles, la culture familiale et la culture scolaire sont relativement proches. Dubet parle de « scolarisation de la vie quotidienne »<sup>25</sup>, incluant lectures, visites de musées... des habitus notamment mobilisés chez les CSP aux capitaux socio-économiques supérieures. À l'inverse l'écart entre culture familiale et culture scolaire chez les CSP plus modestes peut aller du simple écart à véritablement deux mondes à part.

### 2.3 Des rapports amicaux très contrastés, souvent difficiles

Parmi les jeunes interrogés, les rapports aux amis sont très différents les uns des autres et parfois même opposés. Premièrement, il convient de noter que 51% des répondants au questionnaire en ligne témoignent ne pas avoir eu beaucoup d'amis à l'école. Il convient également de rappeler qu'au moment de quitter leur cursus scolaire, 52% des jeunes n'ont pas reçu de soutien amical. On retrouve ces profils très partagés également dans les entretiens, avec certains jeunes témoignant n'avoir aucun ami, d'autres quelques-uns. Malgré tout, peu de jeunes déclarent avoir beaucoup d'amis.

*« La plupart de nos jeunes n'ont pas beaucoup d'amis, ils n'ont pas réussi à créer un noyau qui perdure d'année en année. L'amitié ne survit pas à la rupture de décrochage. On n'est plus personne, pour personne. On n'est plus un enfant, plus un élève... »*

- Professionnel de l'AFPA

*« J'en ai qui ont très peu d'amis, des phobies scolaires, ils se retrouvent seuls chez eux... j'avais un atelier pour faire parler. J'oriente aussi vers l'AFPA qui aide à avoir moins de blocage. Il faut une prise en charge régulière, en groupe, des jeux collectifs, sports presque, ça joue aussi. Ça aide à prendre une confiance en soi, puis une écoute active tous les jours. »*

- Professionnel de Mission Locale

Le malaise de ces jeunes avec leurs pairs n'est pas si exceptionnel que ça : 42% d'entre eux se disent peu à l'aise avec les jeunes de leur âge en général. Ce malaise se décline selon différents degrés : pour certains jeunes la sortie d'un cursus scolaire est à la fois symptôme et cause d'un malaise social allant du simple défaut de sociabilité à la phobie scolaire voire sociale. Ce dernier cas figure parmi les plus problématiques en termes d'accompagnement selon les professionnels.

Globalement, on peut donc dresser plusieurs constats quant au cadre de vie quotidien des jeunes de l'obligation de formation :

- Un rôle central des parents, qui apparaît davantage comme un frein au raccrochage que comme un levier.
- Des logements souvent peu adaptés qui ont favorisé les décrochages. L'isolement de ces logements et les problématiques de mobilité des jeunes restreignent fatalement leur champ des possibles.

---

<sup>25</sup> François Dubet, *École, familles : le malentendu*, 1997.

- Des soutiens amicaux très contrastés d'un jeune à l'autre. Une majorité d'entre eux n'ont eu que peu d'amis à l'école, certains ayant développé une phobie sociale particulièrement handicapante pour leur raccrochage.

### **III – Les notes ne décrochaient pas : le rapport des jeunes de l'obligation scolaire à l'école**

#### 3.1 – Une scolarité et une orientation ressenties comme subies

L'enquête MODS 2015 réalisée par Pierre-Yves Bernard a donné la parole à 3000 jeunes sortis de cursus scolaire sur 5 académies. Elle a montré qu'une part significative d'entre eux a un rapport neutre voire positif à l'école. Toutefois ce sont des parcours marqués par des accidents de la vie et/ou des problèmes de sociabilité qui aboutissent bien souvent à la rupture avec le cursus scolaire<sup>26</sup>.

Et c'est bel et bien le constat que l'on peut dresser à travers la parole des jeunes recueillie : 70% d'entre eux affirment avoir eu des résultats moyens voire bons au sein de leur scolarité. Les difficultés étaient finalement davantage de l'ordre du comportement en cours : 57% d'entre eux se déclarent avoir été dissipés, peu studieux. Ainsi, les décrochages en majorité ne résultent pas de mauvais résultats scolaires : seuls 22% des jeunes interrogés affirment avoir quitté leur cursus du fait de mauvaises notes décourageantes. Parmi les raisons les plus souvent citées, on note en particulier l'absence de motivation et de bonne raison de rester en cours (à 54%), vient ensuite la mauvaise orientation scolaire (à 28%).

Concernant l'orientation : 61% des jeunes interrogés se sont orientés par défaut : par méconnaissance d'autres parcours, faute d'avoir été pris dans un autre parcours, parce que la filière choisie était proche du domicile contrairement aux autres, ou simplement par absence de conseil ou d'envie particulière en termes d'orientation.

Plus précisément, quand les jeunes sont interrogés sur leurs plus grandes difficultés à l'école, vient en premier l'obligation d'apprendre des choses qui ne les intéressent pas (58%), l'obligation de rester assis et concentrés (45%). A noter également qu'un tiers des jeunes citent la pression et le stress comme grandes difficultés à l'école.

#### 3.2 – Une déviance de la norme scolaire et de ses attentes

Les difficultés sont donc en majorité de l'ordre du sens donné à l'école et ses contraintes, ce qui explique la part importante d'élèves ne se déclarant pas studieux. En effet l'institution scolaire peut être comprise comme une institution au sens foucauldien<sup>27</sup> du terme, à savoir un construit résultant en un ensemble de règles, de codes, de « disciplines » qui régissent des interrelations sociales pour cadrer des comportements sociaux. Plus simplement, l'institution en sciences sociales est une construction productrice de règles formalisées (rester assis, se concentrer, apprendre malgré le désintérêt). Comme toute institution, l'école produit une norme : l'élève qui correspond précisément à ses attentes, ou du moins à la majorité d'entre elles.

---

<sup>26</sup> Pierre-Yves Bernard, *Motifs de décrochage scolaire*, 2015.

<sup>27</sup> Michel Foucault, *Surveiller et Punir*, 1975.

L'élève qui ne correspond pas à cette dite norme ne subit pas simplement les sanctions du professeur. Si cette divergence est trop forte, il se produit un mécanisme particulier qui se joue dès la scolarisation et qui est défini en sociologie interactionniste par le terme de déviance. La déviance au sens de l'école sociologique de Chicago et du sociologue Howard Becker<sup>28</sup> désigne le phénomène selon lequel face à une norme socialement construite (ici l'école comme institution), les individus qui dévient de cette dernière subissent une violence sociale (par leurs pairs, leurs parents à la suite de remarques dans le carnet, d'autres élèves...). Ils deviennent alors déviants. Être déviant en sociologie, c'est être exposé au jugement de ceux qui ne le sont pas. Face à cette violence, l'individu déviant va tendre naturellement vers ce que l'on appelle une « carrière déviante ». Le concept de carrière fait référence au cheminement selon lequel l'individu déviant va peu à peu s'identifier comme en marge de la norme, et l'assumer comme une part indissociable de son identité.

Becker prenait l'exemple des fumeurs de marijuana à Chicago dans les années 50. Cette pratique étant sujette à des normes sociales très fortes, le fumeur ne peut devenir fumeur régulier du jour au lendemain. Cela passe par un « apprentissage social » : apprendre à fumer correctement, puis apprendre à apprécier cette pratique, puis identifier les moyens de s'en procurer. Au terme de cet apprentissage, l'individu se définit *in fine* lui-même à la marge d'un système de normes qu'il ne trouve pas légitime – et réciproquement, ce système jugeant d'ailleurs l'individu illégitime car déviant.

Le parallèle ici est aisément traçable, si bien que certains jeunes s'identifient au fur et à mesure de leur scolarité (notamment dès le collège) comme des déviants, et entreprennent de fait une carrière de décrochage. En effet, il est plus « tenable » de se sentir légitime comme déviant qu'illégitime comme élève. Les conséquences sont nombreuses : identification à la différence, à la marge, risque de marginalisation sociale notamment.

On constate très bien ce glissement dans les paroles des jeunes : 52% des jeunes interrogés considèrent que l'école n'est pas pour eux. Ils en témoignent en entretien : « *l'école et moi ça fait deux* », « *je suis pas faite pour ça...* ».

« *Rien, non rien ne m'aurait fait rester, je pense honnêtement que j'aurais pété un câble, enfin j'en pouvais plus quoi...* »

- *Parole de jeune sorti du cursus scolaire sans solution*

Cette cristallisation de la différence rend petit à petit le maintien en contexte scolaire intenable, puisqu'à mesure qu'une carrière se consolide, il est de plus en plus difficile d'être jugé illégitime de façon quotidienne et même institutionnelle. Ce jugement favorise la perte de confiance, de motivation.

Cette même déviance (créée socialement et institutionnellement) est aussi cause et conséquence des stigmates induits par les représentations mentales associées à la notion de « décrochage scolaire » en France : nous l'avons souligné plus tôt, cette notion véhicule beaucoup de stéréotypes : oisif, délinquant, « bon à rien » etc. La déviance en sociologie ancre

---

<sup>28</sup> Howard Becker, *Outsiders*, 1963.

l'identité sociale dans la notion de différence. Erving Goffman était comme Becker un auteur du mouvement interactionnisme de l'école de sociologie de Chicago et décrivait dans son ouvrage *Stigmates* l'association presque mécanique de stéréotypes sociaux aux individus socialement marqués par une différence de la norme :

*« Chez certains, il peut exister une hésitation à toucher ou à guider les aveugles, tandis que chez d'autres une constatation d'une privation de la vue peut se généraliser pour former une perception globale d'inaptitude, si bien que ces personnes s'adressent aux aveugles en criant, comme s'ils étaient sourds, ou essayent de les soulever, comme s'ils étaient infirmes. Il est fréquent que, face aux aveugles, les gens présentent toute sorte de croyances ancrées dans le stéréotype. »*

Les jeunes qui ont quitté leur cursus scolaire sans solution font donc de même l'objet de stigmates sociaux qui participent à consolider leur identification sociale dans la marge : pour les autres mais aussi pour eux-mêmes.

Lorsqu'on leur demande ce qu'il aurait manqué pour qu'ils continuent leur cursus, les jeunes citent notamment la découverte de métiers (45%), et la présence de quelqu'un qui les motive, leur donne confiance en eux (40%). Concernant cette dernière modalité, on retrouve bel et bien la problématique de la confiance en soi. A ce propos les jeunes font beaucoup le lien avec leurs professeurs qui incarnent souvent l'institution donc la contrainte, le jugement, desquels ils se désolidarisent.

*« Les profs nous prennent pour des robots. Si tu comprends pas, tant pis on te laisse. »*

*« J'avais du mal, mais aucun prof n'aménageait rien pour moi, sauf un prof d'histoire géo. »*

- *Paroles de jeunes sortis du cursus scolaire sans solution*

Ce dernier verbatim est aussi symptomatique de beaucoup de paroles de jeunes : la figure du « tous sauf lui ». Un professeur qui n'était « pas comme les autres », et leur a tendu la main pendant leur parcours : l'exception à la règle institutionnelle. Les conséquences de la déviance en sociologie sont nombreuses : elle favorise la souffrance psychique, la marginalisation sociale et l'isolement qui participent pour certains aux décrochages mais freinent également le rattachage.

#### **IV – « Décrocher » et rattachage : l'accompagnement proposé dans le cadre de l'obligation de formation est efficace et apprécié des jeunes interrogés**

##### 4.1 – La rupture avec l'école est souvent un soulagement

Au moment de la rupture avec l'école, les sentiments ressentis par les jeunes sont contradictoires. Ressortent en majorité<sup>29</sup> :

- Du soulagement pour 53% des jeunes,

---

<sup>29</sup> Question à choix multiples, résultats sur base répondants, les pourcentages excèdent donc 100%.

- De la souffrance (se sentir nul, avoir honte, être angoissé, triste) pour 42% d'entre eux,
- De l'indifférence pour 39% d'entre eux.

Le soulagement ressenti fait écho au fait de ne plus être exposé à la violence de l'institution avec laquelle ils ont rompu. Il est intéressant de noter que de manière assez paradoxale, une part significative de jeunes ont ressenti à la fois du soulagement, mais aussi de la souffrance car il s'agit d'une vraie concrétisation de la marge propre à la carrière déviante.

*« Tous les amis voulaient que je reste. « tu vas faire un truc de cassos, tu seras là à rien faire. C'est mon choix. J'ai envie de travailler, je fréquente plus ces personnes, ils sont loin. »*

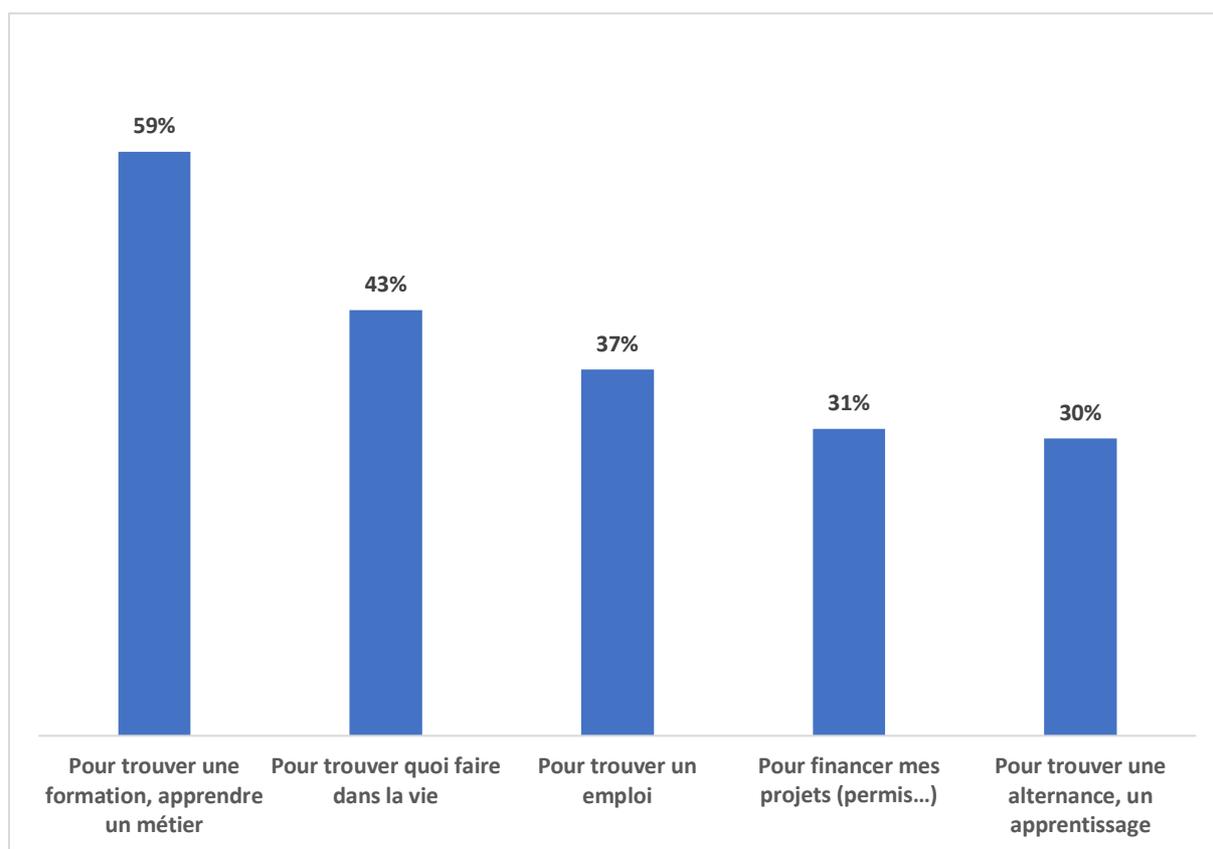
- *Parole de jeune sortis du cursus scolaire sans solution*

Dans ces conditions, le soulagement se mêle quasi paradoxalement à la souffrance chez beaucoup de jeunes. Les professionnels évoquent à ce titre un rapport très singulier de coupable-victime vis-à-vis de leur propre parcours : victime de l'absence de compréhension des professeurs, des parents, de la non-adéquation de l'école avec leurs attentes. Mais aussi coupable de ne pas avoir correspondu aux attentes de l'institution et de ces personnes.

#### 4.2 – Des jeunes plutôt volontaires face aux Missions Locales

Parmi les principales raisons pour lesquelles les jeunes interrogés sont allés à la Mission Locale on trouve en priorité la recherche d'une formation et la volonté d'apprendre un métier (59%). On retrouve ici cette recherche de sens (notamment professionnel) telle qu'exprimée dans le parcours scolaire. Finalement, seuls 8% d'entre eux se sont rendus à la Mission Locale car ils n'ont pas eu le choix.

### « Pourquoi es-tu allé(e) à la Mission Locale ?<sup>30</sup> »



On retrouve avec 37% la notion d'emploi. On note également que 43% des jeunes se sont rendus à la Mission Locale pour trouver quoi faire dans la vie, en lien avec l'orientation majoritairement ressentie comme par défaut telle que présentée plus haut.

*« Ce qui m'intéressait c'était trouver des jobs. Approfondir ma recherche de métiers, savoir ce que je veux faire, tout seule. Et j'ai trouvé ! Mon projet pro je sais ce que c'est : peintre en bâtiment. Je sais pas pourquoi ça m'attire, mais j'aime bien, quand je me lèverai je serai contente d'aller bosser. »*

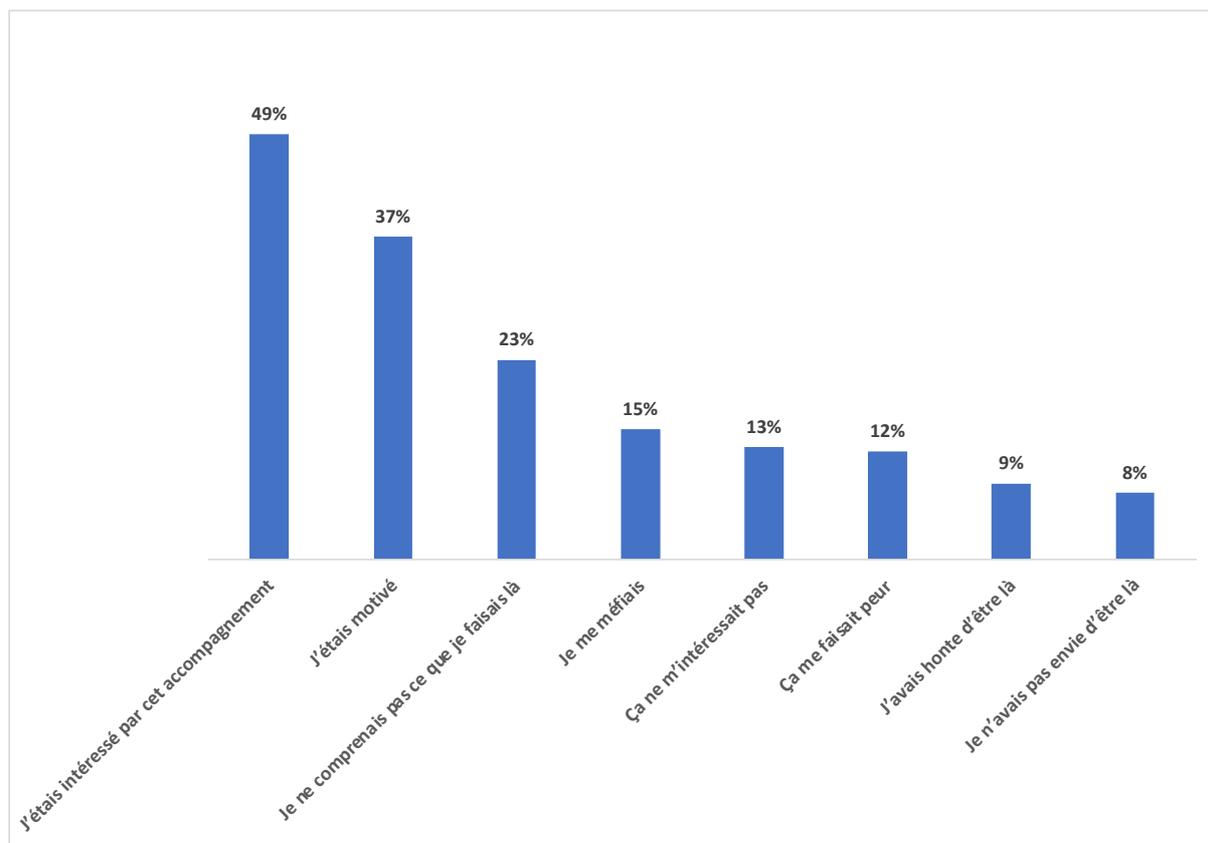
- Parole de jeune sorti du cursus scolaire sans solution

La recherche d'emploi ou à minima de professionnalisation est donc largement prioritaire dans les motivations pour se rendre à la Mission Locale, et correspond en effet aux aspects qu'ils ont considérés manquants au cours de leur parcours scolaire. En témoignent les 47% se déclarant intéressés par l'accompagnement proposé lors de la première rencontre avec la Mission Locale. 37% se déclaraient motivés.

A l'image du rapport contrasté à la rupture de cursus, la rencontre avec les Missions Locales est elle aussi contrastée : 23% déclarent ne pas avoir compris ce qu'ils faisaient là, 15% se méfiaient, 13% n'étaient pas intéressés, 12% avaient peur, 9% avaient honte, 7% n'avaient tout simplement pas envie d'être là.

<sup>30</sup> Question à choix multiples, résultats sur base répondants, les pourcentages excèdent donc 100%.

**« Au début, qu'est-ce que tu ressentais par rapport à la Mission Locale<sup>31</sup> »**



En regroupant les catégories de réponses en deux catégories : une appréhension positive (intérêt, motivation) et une appréhension négative (les autres modalités), on observe que 63% des jeunes ont eu de prime abord un rapport positif à la Mission Locale, contre 50% de rapport négatif. On observe ici aussi que certains jeunes éprouvent un rapport ambigu avec la Mission Locale (à la fois catégorisé comme positif et négatif) : en effet être motivé n'exclut pas le fait d'avoir peur.

Un rapport contrasté donc, mais qui se traduit dans les faits par une posture assez volontaire face aux propositions d'accompagnement : 72% des jeunes interrogés ont accepté une proposition d'accompagnement (du simple atelier à la prépa 16-18). 28% d'entre eux n'ont pas encore accepté de telles propositions. Enfin, 19% d'entre eux seulement ont déjà refusé une proposition, les principaux motifs de refus étant l'absence d'intérêt pour la solution proposée (53%), et le fait que le jeune juge la proposition plutôt inadaptée à ses besoins (38%).

Si les jeunes sont plutôt volontaires quant aux propositions formulées, les accompagnants identifient des points de vigilance importants à avoir en tête quant à cet enthousiasme apparent. En effet, certains jeunes acceptent les offres d'accompagnement que l'on peut leur proposer sans même considérer si ces derniers sont adaptés ou pas à leurs besoins. Ce sont souvent des jeunes réservés, peu expressifs par rapport auxquels les accompagnants sont

<sup>31</sup> Question à choix multiples, résultats sur base répondants, les pourcentages excèdent donc 100%.

vigilants en cela que leur effacement peut être confondu avec une certaine forme de volontarisme. Sont dès lors effacés des besoins réels par auto-censure, peur...

*« Certains jeunes disent oui oui à tout au contraire. Ils osent pas. Il faut du coup les rendre acteurs. »*

- Professionnel de l'AFPA

Pour autant, les professionnels accompagnants arrivent la majorité du temps à tisser un lien de confiance avec les jeunes : 74% des jeunes interrogés déclarent se sentir à l'aise avec les adultes de la Mission Locale. Ainsi les jeunes se sentent à l'aise avec les adultes des Missions Locales en même proportion qu'ils se sentent à l'aise avec leurs parents. Une part forte et supérieure de 23 points à la part de jeunes qui se sentent à l'aise avec les adultes en général.

Ce rapport positif se traduit aussi dans l'appréciation des jeunes de leur propre accompagnement : au sein du questionnaire en ligne, il a été demandé aux jeunes ayant accepté une proposition de la Mission Locale d'attribuer une note à leur accompagnement et à cette proposition. La moyenne donnée est de 8/10, soit une satisfaction très importante exprimée par les jeunes, qui expliquent aussi en entretien être satisfaits, et ne trouvent que peu de points négatifs.

*« Oui j'ai beaucoup aimé la Mission Locale et surtout la Promo 16-18, les encadrants ils m'écoutent, ils m'ont fait avancer, j'ai gardé contact »*

- Parole de jeune sorti du cursus scolaire sans solution

*« On arrive de mieux en mieux à raccrocher ces jeunes. Des jeunes acceptent un PACEA, parfois 3 mois après être venu, la clé c'est la persévérance et le temps long. Avant il y a un travail. Avant d'être dans une solution structurée, il y a souvent de longs échanges, des solutions ponctuelles. »*

- Professionnel de Mission Locale

*« On arrive à parler aux lycéens. Ils passent d'un système où ils sont humiliés à un système où on les écoute. Quand on est bon on a le droit aux sourires. Si on est mauvais, on s'ennuie, on se fait incendier, humilier... Ici pas du tout. »*

- Professionnel d'ARML

Parmi les propositions acceptées par les jeunes, on retrouve principalement le CEJ (41%), la Promo 16-18 (41% également) et le PACEA (22%)<sup>32</sup>. Viennent ensuite la formation / prépa-apprentissage (14%), l'alternance / apprentissage (10%). La reprise d'étude vient en dernier avec seulement 2%. Il convient ici de souligner que ces solutions acceptées ne sont pas nécessairement représentatives des solutions généralement acceptées par les 16-18 ans des

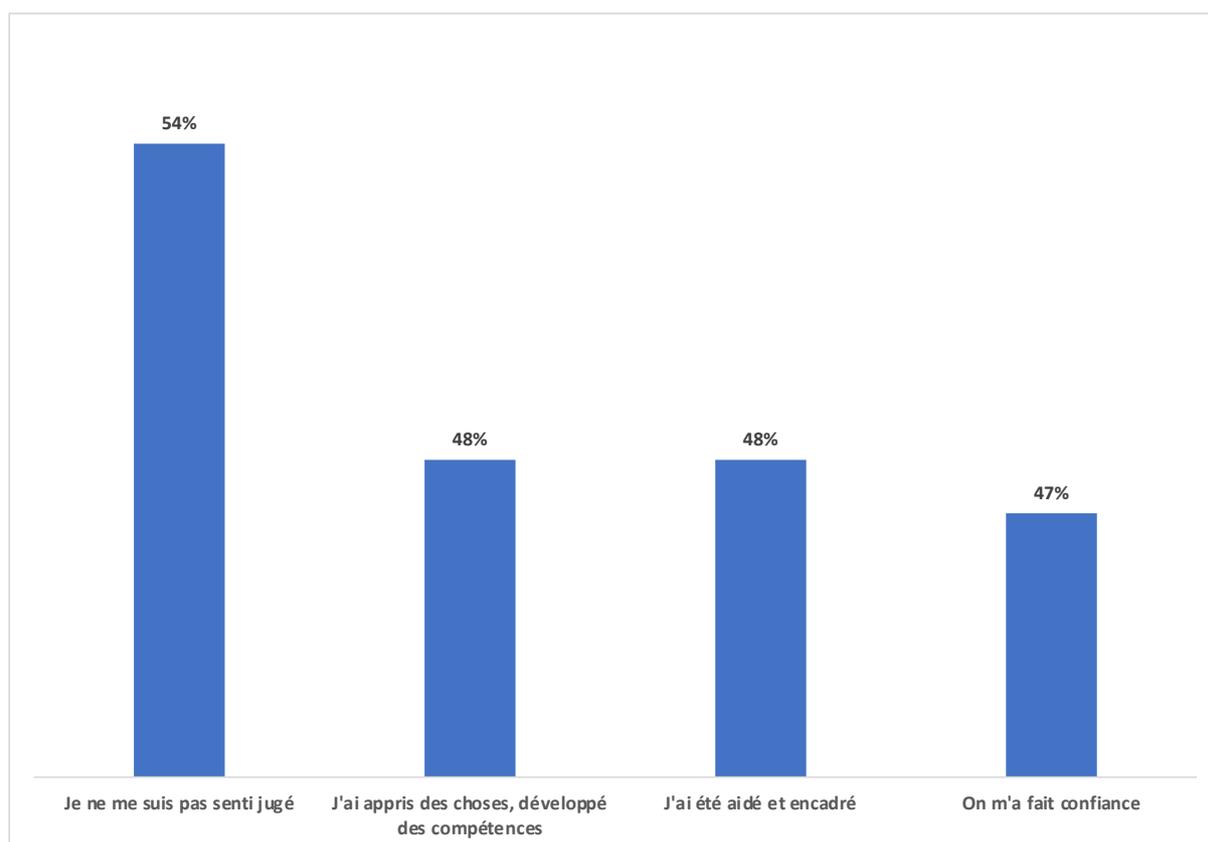
---

<sup>32</sup> Question à choix multiples, résultats sur base répondants, les pourcentages excèdent donc 100%.

Missions Locales qui se dirigent notamment beaucoup plus vers le PACEA. Elles mériteront tout de même d'être creusées en parties 2 et 3 pour en comprendre les caractéristiques selon les publics, les parcours, les besoins.

Les plus-values de l'accompagnement telles que citées par les jeunes sont plurielles, la principale étant l'absence de jugement, comme l'indique la figure ci-dessous.

« Qu'est-ce que tu as aimé dans ton accompagnement ?<sup>33</sup> »



Il est particulièrement intéressant de constater l'importance conférée à l'absence de jugement, qui traduit *de facto* un profond sentiment de jugement ressenti (tel qu'explicité en partie 3.2). En entretien, c'est la gentillesse des adultes de la Mission Locale qui est souvent mentionnée, ainsi que leur écoute et leur bienveillance. En seconde position vient notamment la question des compétences qui fait écho à la recherche de sens concret dans l'apprentissage.

« Pourquoi apprendre des choses qui n'en valent pas la peine ? J'avais plus d'amis, je galérais sur des trucs que je comprenais pas et qui m'intéressaient pas, mon père pouvait pas m'aider enfin je veux dire pourquoi je me prenais la tête ? »

- Parole de jeune sorti du système scolaire sans solution

<sup>33</sup> Question à choix multiples, résultats sur base répondants, les pourcentages excèdent donc 100%.

La place du sens donné à ce que l'on apprend est aussi centrale dans la capacité des jeunes à se projeter : parmi les jeunes qui souhaitent éventuellement reprendre leurs études, les deux conditions les plus citées y font explicitement référence :

- Apprendre des choses intéressantes. (76%)
- Apprendre des choses qui me seront utiles pour plus tard. (69%)

A l'inverse, parmi les 7% de jeunes ayant donné à leur accompagnement une note inférieure ou égale à 5/10, les reproches formulés sont principalement le désintérêt pour les solutions proposées (47% d'entre eux) et le fait que cette solution ne permette pas de toucher davantage d'argent (44%). Des parts finalement très marginales, respectivement de l'ordre de 3% des effectifs globaux de jeunes interrogés.

#### 4.3 – Rapport à soi, rapport à demain : l'accompagnement ouvre le champ des possibles

Le propre de l'accompagnement dispensé est d'ouvrir les champs des possibles du jeune qui sont souvent restreints à la suite d'une rupture avec l'école. Le premier levier actionné est celui du rapport à soi, et de la santé mentale du jeune : à ce titre, les jeunes témoignent d'un moral qui s'améliore au cours des différentes étapes de leur parcours :

- 57% d'entre eux n'avaient pas le moral en cours,
- 31% n'avaient pas le moral après avoir rompu le cursus,
- 18% n'ont pas le moral aujourd'hui.

S'articule donc une démarche de reconstruction constatée par les jeunes :

*« Aujourd'hui j'envisage l'avenir plutôt positivement alors qu'avant c'était que du négatif, je voulais faire n'importe quoi. Là ça va mieux même si je suis encore stressé. »*

*« C'était un peu n'importe quoi, je sortais beaucoup... puis voilà aujourd'hui je trouve que c'est beaucoup mieux, ça m'a donné un cadre, faire n'importe quoi ça envenime. »*

*« Oui je suis agréablement surprise un peu. J'envisage mon avenir positivement, ça a pas toujours été le cas. »*

- *Paroles de jeunes sortis de cursus scolaire sans solution*

Les quelques travaux et études traitant du raccrochage reviennent en particulier sur cette nécessaire reconstruction, dans différentes mesures selon le degré de rupture. Valérie Melin a réalisé à ce propos une étude biographique de jeunes en raccrochage au micro-lycée de Sénart à Lyon<sup>34</sup> : elle constate en dialoguant avec les jeunes un sentiment partagé d'avoir « perdu la face » à l'école. C'est d'autant plus dur pour ces derniers de raccrocher, puisque cela revient à « revenir en arrière » et travailler les freins qui ont causé la rupture. Melin cite d'ailleurs Ricoeur<sup>35</sup> : « *se comprendre soi-même c'est être capable de raconter sur soi-même*

<sup>34</sup> Valérie Melin, *L'expérience du raccrochage scolaire : apprendre à dire et à faire entendre l'événement du décrochage pour le penser, le dépasser et en faire son histoire*, Questions Vives n34, 2020.

<sup>35</sup> Paul Ricoeur, *La souffrance n'est pas la douleur*, 2013.

*des histoires à la fois intelligibles et surtout acceptables.* » C'est bien de cela qu'il s'agit lorsque l'on parle de rattachement, et c'est bien cela qu'il s'agit d'accompagner. Pour ouvrir les perspectives, il s'agit aussi de travailler l'histoire que les jeunes ont de leur passé.

Les professionnels expliquent d'ailleurs les progrès en termes de moral, d'ouverture de cette manière :

*« Ceux qu'on arrive à rattachement ils nous disent « je pensais que j'étais nul, que j'étais bête, mais non ». Ils se disent « en fait c'est possible... » »*

- Professionnel d'ARML

Ce travail de reconstruction peut être social (« *il ne veut pas parler ? ok. Pas de stage ? ok. On ne leur veut pas de mal. Dès qu'ils comprennent ça, ça s'ouvre, on commence à discuter* »), psychologique (intervention d'un psychologue, du CMP...). Il s'agit avant tout de faire comprendre au jeune qu'il est « en capacité de ». Les professionnels travaillent ainsi en premier lieu sur les « freins périphériques », c'est-à-dire les problématiques annexes du jeune qui handicapent son rattachement et sa capacité à se projeter : problèmes relationnels et psychologiques parfois. Les freins périphériques peuvent, comme vu précédemment, être beaucoup plus tangibles : difficultés financières, difficultés de santé, difficulté de logement etc.

C'est dans cette pluralité d'entrées que l'obligation de formation permet de poser la question du rattachement sous toutes ses facettes et donc de le traiter avec efficacité. Comme le soulignent les verbatims, l'effet sur la capacité à se projeter avec sérénité est important :

- 72% des jeunes interrogés considèrent qu'ils trouveront un métier qui leur plaît,
- 69% considèrent qu'ils gagneront assez d'argent pour subvenir à leurs besoins,
- 70% pensent qu'ils seront heureux dans leur vie personnelle,
- 68% pensent qu'ils trouveront un emploi dans lequel ils seront doués.

Les jeunes de l'obligation de formation interrogés formulent donc une forte satisfaction quant à leur accompagnement, qui se manifeste en effet par des progrès en termes de moral, et un certain optimisme quant à l'avenir.

Ces chiffres satisfaisants sont à mettre en regard avec les constats issus de l'enquête annuelle de la Journée du Refus de l'Échec Scolaire portée par l'AFEV en 2022. Dans le cadre de cette enquête, 258 jeunes ayant quitté précocement l'école ont été interrogés sur leur parcours. 51% d'entre eux considéraient avant de se faire accompagner qu'ils n'arriveraient jamais à trouver un métier qui leur plaise<sup>36</sup>. Si les échantillons mobilisés ne sont pas les mêmes, on constate tout de même une nette tendance à l'amélioration.

Finalement, les constats dressés au sein de cette partie sont d'un grand intérêt en termes de cadre général et de constats transversaux. Ils permettent une lecture « à plat » du rapport des jeunes à leur parcours.

---

<sup>36</sup> Trajectoires-Reflex, AFEV, *Accompagner l'insertion professionnelle des jeunes via l'apprentissage*, 2022.

Pourtant, l'ambition de l'étude est d'aller plus loin dans l'analyse en proposant une lecture comparée des types de parcours de ces jeunes : chaque rupture de cursus est singulière et ne ressemble pas à une autre. Aussi, maintenant ce cadre posé, il s'agit pour nous d'entrer en finesse dans les parcours de l'obligation de formation, en comprendre les différences, pour en tirer des idéaux-types. Ces derniers feront office de socle pour identifier des leviers adaptés selon le type de parcours et de besoins.

#### **À retenir : quelques points clés**

- Les publics précaires sont particulièrement exposés à une rupture du cursus scolaire sans solution. Un jeune sur deux interrogé en ligne témoigne que son logement n'est pas assez grand.
- La posture du parent pose des problèmes aux accompagnants : ils sont souvent soit désintéressés, soit trop impliqués avec des postures culpabilisantes, l'entre deux est au final rare. Pourtant la famille est un repère fort des jeunes interrogés.
- Les relations amicales des jeunes interrogés sont fragiles : 1 jeune sur 2 interrogé témoigne avoir eu peu d'amis à l'école.
- 7 jeunes sur 10 interrogés avaient des bons résultats, la sortie de cursus scolaire sans solution n'est donc souvent pas liée à de mauvais résultats scolaires, mais des codes scolaires : le fait d'apprendre des choses inutiles, de rester assis, et l'exposition au stress (un tiers des jeunes interrogés). Aussi d'eux-mêmes ils créent une marge plus ou moins grande avec l'institution, les adultes, parfois aussi les pairs.
- 6 jeunes sur 10 témoignent d'une orientation par défaut.
- Les premiers rapports à la Mission Locale sont motivés par l'envie d'une insertion professionnelle. Ils sont contrastés au départ mais les  $\frac{3}{4}$  des jeunes y développent des liens de confiance. Ils témoignent d'une forte satisfaction quant à leur accompagnement, et apprécient de ne pas avoir été jugés.
- L'accompagnement produit de l'optimisme : notamment, plus de 3 jeunes sur 4 pensent qu'ils trouveront un métier plus tard.

## PARTIE 2 – Ruptures au pluriel : caractéristiques et besoins forts selon les profils de jeunes

La lecture à plat des phénomènes de rupture de cursus et de l'accompagnement qui s'en suit est une étape indispensable de la démarche de cette étude en cela qu'elle lui définit un cadre. Toutefois, puisqu'à un jeune correspond un parcours et des besoins bien précis, il s'agit désormais d'étudier la manière avec laquelle les grands enjeux tels que listés plus avant affectent les différents profils de jeunes selon plusieurs grandes variables de profil : genre, conditions socio-économiques, rapport aux autres, etc...

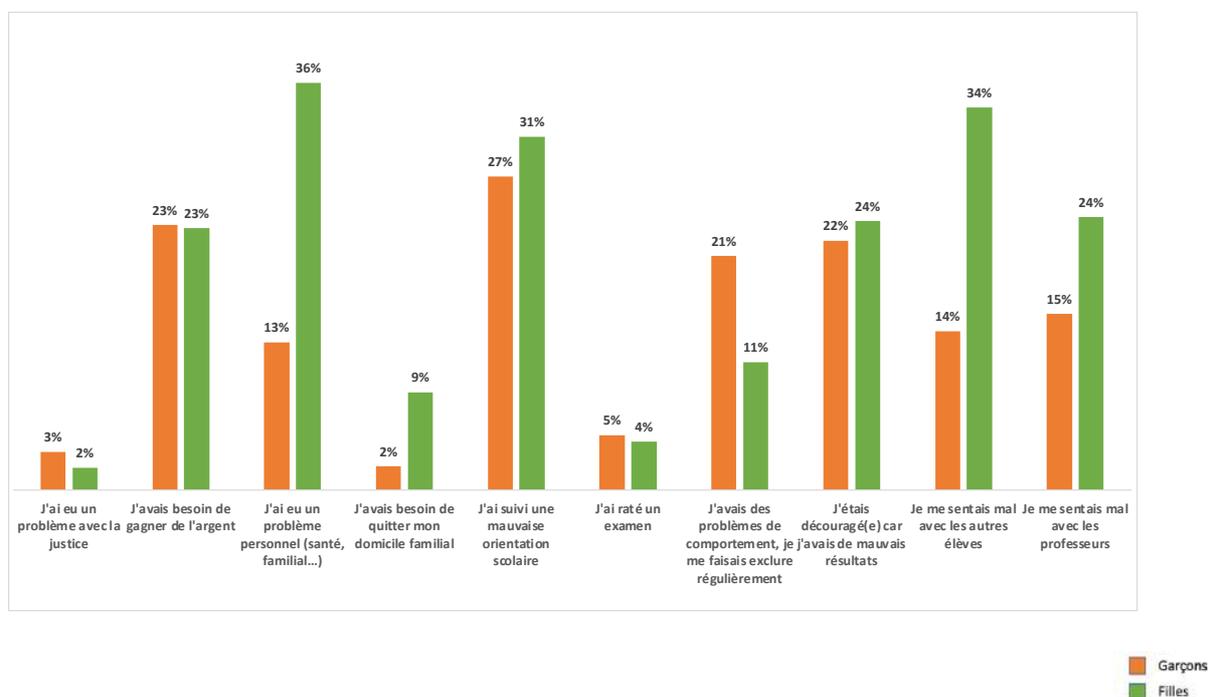
### I - De fortes fragilités sociales chez les filles, un mal-être moins visible chez les garçons

L'analyse comparative des parcours des jeunes filles et des jeunes garçons met en lumière des phénomènes très différents, notamment en termes de rapport à l'école mais aussi en termes de rapport à soi.

#### 1.1 – Une rupture plus fréquente avec l'institution et ses codes chez les garçons

Les garçons rompent davantage avec leur cursus : 58% des 16-18 ans des Missions Locales en France sont des garçons contre 42% de filles. Ils rompent plus tôt avec l'école : 40% des jeunes garçons interrogés n'ont pas de diplôme contre 30% des jeunes filles. Comparativement, leur regard rétrospectif sur leurs difficultés diffère aussi. Si garçons comme filles citent principalement qu'ils ne comprenaient plus ce qu'ils faisaient en cours et n'étaient plus motivés, on retrouve de nettes différences sur certaines autres modalités :

#### « Qu'est-ce qui t'a fait quitter l'école / les études ?<sup>37</sup> »



<sup>37</sup> Question à choix multiples, résultats sur base répondants, les pourcentages excèdent donc 100%.

On observe notamment :

- Des difficultés relationnelles nettement plus fortes chez les filles que les garçons : un tiers d'entre elles se sentaient mal avec les autres élèves contre 14% des garçons, 24% se sentaient mal avec les professeurs contre 15% des garçons.
- Des difficultés personnelles plus récurrentes chez les filles que les garçons : 36% pour les filles contre 13% pour les garçons.
- Des problèmes de comportement plus fréquents chez les garçons (21%) que chez les filles (11%).

Ce constat n'est pas sans rappeler les observations formulées par Pierre-Yves Bernard sur l'expérience genrée de la rupture avec l'école. Ce dernier précise que « *les filles en décrochage attribuent leur rupture plus fréquemment à des facteurs qui ne mettent pas en cause l'institution scolaire : problèmes personnels, peur de l'échec, difficultés relationnelles avec les autres élèves. Elles manifestent ainsi un moindre rejet de l'école, malgré leurs difficultés. Inversement, les garçons dénoncent plus souvent l'école en lui attribuant l'origine de leur échec, d'où un fréquent sentiment d'injustice, une mésentente avec les enseignants et l'impression que l'école est inutile*<sup>38</sup>. »

Dans le discours des jeunes interrogés, on retrouve en effet cette dichotomie entre problèmes personnels et relationnels chez la jeune fille et problèmes relatifs à l'institution et ses règles chez les garçons. En termes de rapport à l'école, on observe également cette dichotomie, avec des filles plus « scolaires » que les garçons, notamment :

- 73% des filles avaient des résultats moyens voire bons contre 68% des garçons.
- 54% des filles étaient concentrées/studieuses contre 36% des garçons.

Les garçons manifestent donc davantage de distance avec l'institution scolaire et ses attentes en termes de comportement et de résultats – expliquant aussi par ailleurs leur rupture plus fréquente et plus précoce.

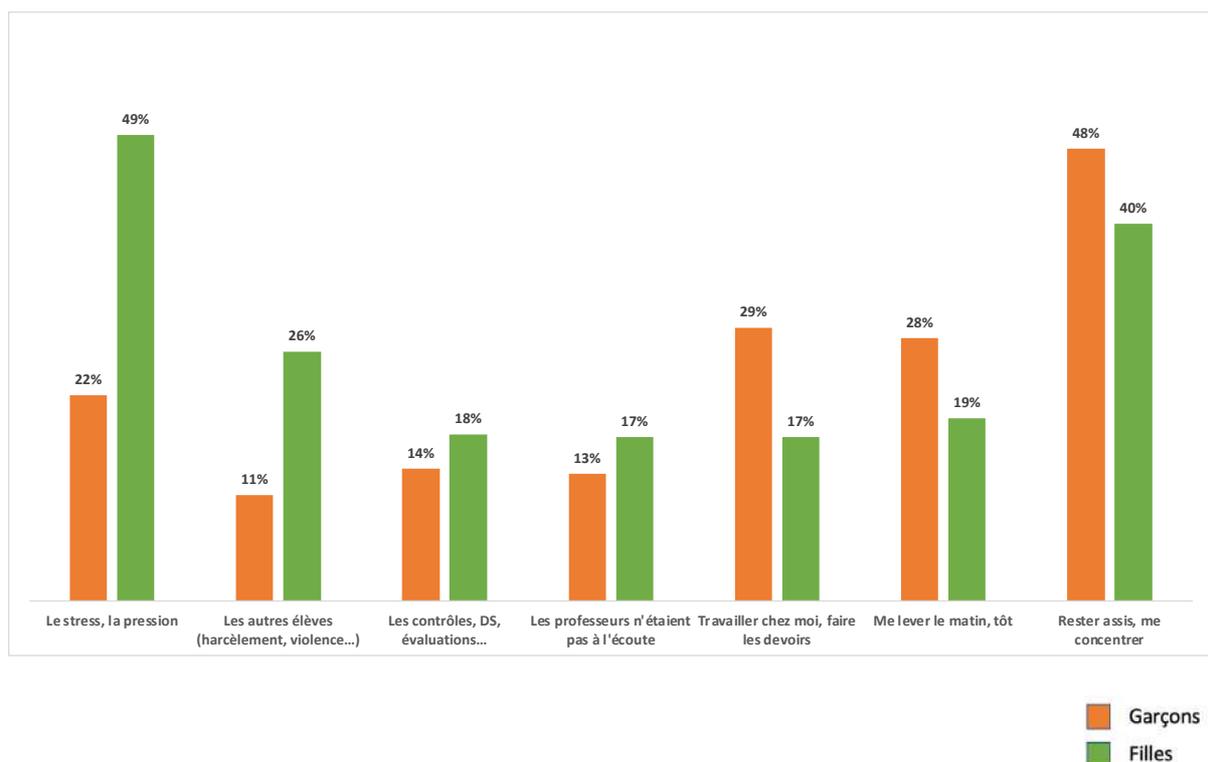
### 1.2 – Un stress particulièrement prégnant chez les filles

En termes de difficultés rencontrées et de besoin on retrouve également une dichotomie forte.

---

<sup>38</sup> Pierre-Yves Bernard, *Le décrochage scolaire : «Que sais-je?»*, 2019.

« Quelles difficultés as-tu rencontré pendant ton parcours scolaire ?<sup>39</sup> »



Parmi les écarts les plus marquants, on observe que 26% des filles témoignent avoir vécu des situations difficiles avec les autres élèves (contre 11% des garçons). On constate également que la moitié des jeunes filles ont souffert de stress à l'école, une part particulièrement forte qui corrobore certaines recherches sur le stress à l'école. Lucie Lespinasse indique que « *Le fait d'être une fille, la peur de l'échec et le harcèlement sur les réseaux sociaux augmentent de manière significative les risques de souffrances psychologiques*<sup>40</sup>. »

Ce stress généré n'est pas sans conséquence sur le parcours, de nombreux chiffres l'attestent :

- 63% des jeunes filles sont soulagées après avoir quitté l'école contre 46% des garçons,
- 57% des filles interrogées sont mal à l'aise avec les autres jeunes contre 32% des garçons,
- 69% des filles n'avaient pas le moral à l'école contre 50% des garçons.

Les professionnels l'observent aussi :

« *Oui je le vois, on a beaucoup de cas de phobie scolaire, beaucoup chez les filles...* »

- Professionnel de Mission Locale

<sup>39</sup> Question à choix multiples, résultats sur base répondants, les pourcentages excèdent donc 100%.

<sup>40</sup> Lucie Lespinasse, *La souffrance psychique des adolescents en milieu scolaire : entre déni et alibi ?* 2016.

Les filles ont aussi nettement moins d'amis que les garçons : 61% d'entre elles n'avaient qu'un ou deux amis à l'école, voire aucun ami, contre 45% des garçons. Ces difficultés induisent des situations d'isolement importantes, et des relations de sociabilités déconnectées du contexte scolaire.

*« Mes amis sont plus âgés que moi. Je les ai rencontrés au PMU. J'ai gardé aucun contact du lycée. La semaine quand tout le monde travaille, je reste chez moi dans ma chambre. Oui, je me sens seule... »*

- *Parole de jeune fille ayant quitté son cursus scolaire sans solution*

### 1.3 – Un risque d'invisibilisation de la souffrance, en particulier chez les garçons

Pourtant, lorsque l'on s'intéresse à la question du genre en lien avec les enjeux de difficultés relationnelles voire de harcèlement à l'école, les constats de la recherche tendent à montrer le contraire, à savoir une plus grande exposition des garçons par rapport aux filles. Éric Debarbieux remarquait au sein d'un rapport sur le harcèlement au ministre de l'éducation nationale de la jeunesse et de la vie associative : *« Certaines caractéristiques sont admises par tous. La première de celle-ci est liée au genre : les garçons sont, dans toutes les recherches, beaucoup plus exposés au risque de harcèlement - tant comme victimes que comme agresseurs - que les filles.<sup>41</sup> »* Comment dès lors expliquer le différentiel tel que mis en lumière plus au-dessus ? Comme premier élément d'explication, il convient de souligner tout d'abord que la question du harcèlement à l'école reste l'objet d'un tabou encore assez profond pour beaucoup de ces jeunes qui hésitent à l'évoquer en entretien.

*« Ça n'allait pas bien du tout, je me faisais harceler au collège. J'ai retrouvé beaucoup de personnes qui étaient avec moi au primaire et qui m'embêtaient. J'avais déjà peur d'aller à l'école en primaire... »*

- *Parole de jeune sorti de cursus scolaire sans solution*

Parmi ces quelques témoignages, les entretiens ont mis en lumière beaucoup d'hésitation et de pudeur concernant ce sujet. En effet, parmi les normes induites par l'institution foucauldienne telle que présentée plus avant, l'une d'entre elle est la maîtrise de la manifestation de ses émotions. Sylvie Malinowski<sup>42</sup> y fait explicitement référence dans son analyse de l'expression de la souffrance chez les adolescents :

*« Il est acceptable pour une adolescente de pleurer avec ses amies ou pour un garçon d'être en colère après ses frères et sœurs, mais ce n'est pas le cas quand les jeunes tremblent de peur à l'école. Ces manifestations d'émotions suscitent alors des réactions sociales. De multiples exemples soulignent ainsi la pertinence toujours actuelle de la thèse eliasienne de la civilisation*

---

<sup>41</sup> Eric Debarbieux, *Refuser l'oppression quotidienne : la prévention du harcèlement à l'École*, Rapport au ministre de l'éducation nationale de la jeunesse et de la vie associative, Observatoire International de la Violence à l'École, Université Bordeaux Segalen, 2013.

<sup>42</sup> Sylvie Malinowski, *Souffrance de jeunes et maison des adolescents : construction d'un problème public, mise en œuvre d'une réponse locale et expériences juvéniles*, 2021.

*des mœurs, les individus étant confrontés aux exigences sociales d'une parfaite maîtrise de leurs émotions, qu'ils doivent apprendre à discipliner, contrôler, contraindre. »*

La référence aux thèses éliasiennes est ici pertinente : le sociologue Norbert Elias postule dans son ouvrage *La Civilisation des Mœurs*<sup>43</sup> que la non-maîtrise de ses émotions en société est vecteur de marginalisation. Est dominant celui qui maîtrise l'expression de ses émotions, est dominé celui qui n'y arrive pas. Ces codes désormais hégémoniques sont notamment issus de la domination bourgeoise sur le tiers-état en Europe au cours de la Renaissance. On retrouve donc des éléments d'explication importants sur la non-expression de ses sentiments, en particulier dans l'institution scolaire, qui sont dès lors intégrés par ces jeunes. Cette posture favorise l'invisibilisation des souffrances et complexifie l'accompagnement des professionnels. Malinowski poursuit à propos des expressions de souffrance des jeunes et conclut sur ceux qui ont accepté d'être accompagnés face à leurs difficultés : *« Si la plupart des jeunes de notre corpus acceptent les prises en charge qui leur sont proposées, nous pouvons supposer qu'un nombre non négligeable d'adolescents qui pleurent, qui ont peur ou qui sont en colère, ne sont pas en demande d'une telle attention. »*

La souffrance psychologique est donc toute chose égale par ailleurs un phénomène sous-évalué à travers la parole des jeunes recueillie quantitativement. À ce propos et pour revenir plus précisément sur la question de l'expression de cette souffrance chez les garçons, les professionnels notent un tabou particulièrement important chez ces derniers.

*« Beaucoup de jeunes filles ont subi du harcèlement scolaire. Les garçons en parlent moins, ils parlent moins tout court en fait. »*

- Professionnel de Mission Locale

Le sociologue Germain Dulac dresse dans ses recherches des constats qui confirment cette hypothèse en discutant de la construction sociale de la masculinité<sup>44</sup> : *« Pour ma part, j'ai montré que la socialisation masculine implique la canalisation de l'expression des émotions les plus intimes dans l'action et que de tels comportements sont souvent difficiles à décoder. Il est indéniable que les hommes sont incités socialement à être stoïques, forts et durs et que cela participe à la perpétuation des rapports sociaux entre les sexes. Dans cette optique, pour sauver la face, pour sauvegarder une image factice de virilité, les hommes paient souvent un prix démesuré en solitude et dépression et vivent des difficultés croissantes dans leurs rapports affectifs, jusqu'à la crise. »*

#### 1.4 – En somme, des besoins qui demeurent eux aussi genrés

Il y a donc un effet trompe-l'œil dans la sous-représentation des jeunes garçons exprimant une souffrance psychologique et relationnelle. Cela n'est pas sans conséquence quant à l'accompagnement à formuler pour les uns et pour les autres :

- Filles comme garçons sont en attente de sens et de professionnalisation concrète, avec des apprentissages intéressants et utiles par rapport au modèle scolaire. Au niveau des

<sup>43</sup> Norbert Elias, *La Civilisation des Mœurs*, 1939.

<sup>44</sup> Germain Dulac, *Masculinité et intimité*, 2004.

compétences (informatiques, maîtrise des transports en commun), les différences garçons-filles ne sont pas significatives.

- Les jeunes filles manifestent moins d'antagonismes vis-à-vis des formes scolaires en soi, aussi, elles ont davantage tendance à rompre avec leur cursus *post-brevet* plutôt qu'avant. Elles expriment en revanche de fortes situations de stress en lien avec des relations complexes avec les autres jeunes, peu de relations amicales également. Aussi, le risque d'isolement est particulièrement important, et la fragilité de ce public en termes de santé mentale est d'autant plus importante. Ainsi, les besoins de ce public sont moins de l'ordre du rythme, de la concentration, que de l'ordre de la confiance en soi et en autrui, des relations sociales. Parmi les outils dégainés dans le cadre de l'obligation de formation correspondant à ces besoins, on peut citer les ateliers de confiance en soi, si possible favorisant l'ouverture culturelle souvent interrompue avec la rupture du cursus. Comme le précisait une professionnelle : *« Beaucoup de filles ne font plus rien, disparaissent de l'espace public, ont des difficultés à raccrocher, c'est plus complexe. Certaines Missions Locales font des tournois de foot spécial fille pour faire sortir. »* Un lien avec un psychologue / CMP est aussi à envisager pour les situations les plus complexes. Une fois l'ouverture assurée, la Promo 16-18 peut représenter un levier de socialisation intéressant. L'alternance et l'apprentissage sont en général plus aisément accessibles pour les jeunes filles dans la mesure où elles manifestent de plus grandes facilités avec les contenus scolaires.
- Les garçons éprouvent plus de difficultés avec l'institution scolaire en tant que vectrice de codes et de contraintes au niveau du comportement : se lever le matin, rester assis, être ponctuel. Ils manifestent ainsi un rejet plus fort des formes scolaires. Ils témoignent toutefois de difficultés à extérioriser leur ressenti et à manifester leurs besoins (45% considèrent que le moment où ils ne sont plus retournés à l'école n'a pas changé grand-chose contre 30% des filles). Ils nécessitent de fait un accompagnement très progressif dans cette direction : si le PACEA est un véritable couteau-suisse pour tous les profils, il est particulièrement indiqué chez les profils plus éloignés des codes scolaires pour travailler très progressivement le travail autour de la formulation de leurs besoins. Ce travail peut aboutir à une prépa-apprentissage qui peut représenter un intermédiaire plutôt fluide pour intégrer progressivement les codes du monde professionnel.

## **II – Les publics les plus précaires cumulent les freins périphériques favorisant des parcours difficiles**

Il est difficile de traiter de la question des profils de jeunes sortis du cursus scolaire sans aborder la question des conditions socio-économiques. Il convient ici tout d'abord de rappeler le constat selon lequel les publics les plus précaires sont statistiquement plus exposés à ce phénomène.

Rappelons ici Dubet<sup>45</sup> qui souligne que les familles aisées peuvent plus facilement mobiliser leurs capitaux socio-économiques pour soutenir leur enfant : maîtrise des codes scolaires et

---

<sup>45</sup> François Dubet, *École, familles : le malentendu*, 1997.

reproduction de ces derniers à la maison, cours particuliers, lien plus aisé avec l'institution, contacts en termes d'orientation scolaire et professionnelle... À l'inverse, les publics plus précaires présentent plus de « terrains à risque » : davantage de mal-logement comme vu précédemment, entre autres. Pourtant, considérer que l'ensemble des jeunes sortis du cursus scolaire sont socio-économiquement précaires serait une erreur de lecture. Aussi, il convient de s'attarder davantage sur les différences de parcours et de besoins selon ces différents profils.

## 2.1 – Les inégalités en termes de capitaux socio-culturels pénalisent les publics moins aisés

Tout d'abord, le rapport à l'école diffère entre les catégories socioprofessionnelles aisées et les autres, notamment concernant le comportement en classe : 60% des fils et filles de cadres interrogés se qualifiaient comme studieux et concentrés contre une moyenne générale de 43%. 69% des fils et filles de cadres ont obtenu le brevet des collèges, 59% des professions intermédiaires, contre 41% chez les inactifs et les ouvriers, 42% pour les jeunes dont les parents sont en recherche d'emploi. Enfin, 11% des fils et filles de cadres et 10% des fils de professions intermédiaires sont sortis de leur cursus au collège contre 38% des fils et filles d'ouvriers, et 30% des fils et filles d'inactifs, notamment.

S'il s'agit de procéder avec précaution puisque le nombre de fils et fille de cadres reste réduit au sein des répondants, on remarque tout de même avec une utilisation de PEM (pourcentage d'écart moyen)<sup>46</sup> que les tendances telles que présentées ci-dessus sont significatives statistiquement.

On retrouve ici le phénomène classique de reproduction des inégalités à l'école tel que le décrivaient Bourdieu et Passeron<sup>47</sup>. Bourdieu décrit également la notion de capital social<sup>48</sup> comme « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance », ce capital étant majoritairement détenu par les plus aisés. En 1998, l'étude de l'INSEE « d'où sont mes amis venus ?<sup>49</sup> » montrait notamment que les études sont la première source d'amitié et que les cadres ont en moyenne 9,3 amis, contre 5,9 chez les ouvriers. Une observation toujours d'actualité lorsque l'on s'intéresse aux relations amicales des jeunes de l'obligation de formation au regard des professions de leurs parents à partir de catégories significatives :

---

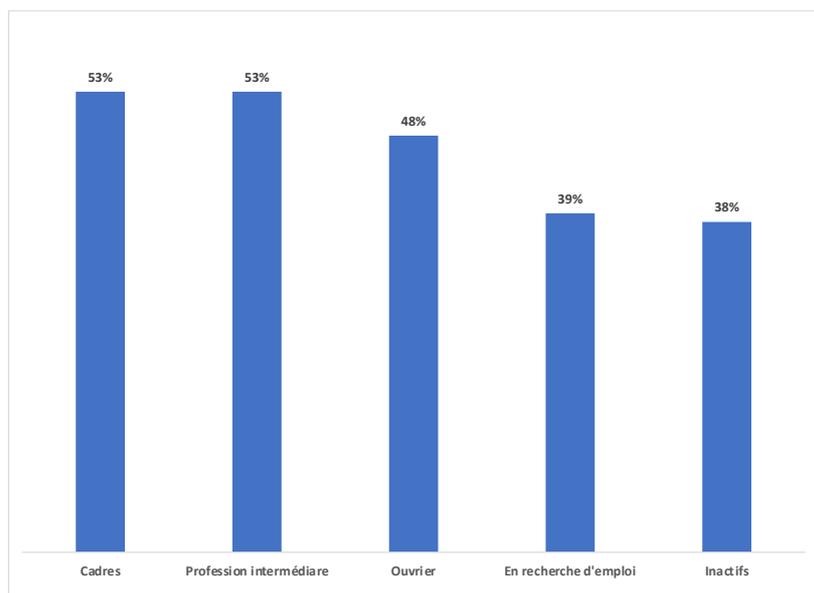
<sup>46</sup> Philippe Cibois, *Le pem, pourcentage de l'écart maximum : un indice de liaison entre modalités d'un tableau de contingence*, 1998 – Cet outil permet de mettre en valeur une pertinence statistique en mettant en regard un écart à la moyenne avec un volume d'effectif. Il est particulièrement utile sur des croisements basés sur des effectifs plus faibles.

<sup>47</sup> Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *La Reproduction*, 1970.

<sup>48</sup> Pierre Bourdieu, *Les formes du capital*, 1986.

<sup>49</sup> Jean-Louis Pan Ké Shon, INSEE, *D'où sont mes amis venus*, 1998.

### Part des jeunes témoignant avoir eu « beaucoup d'amis » à l'école selon la CSP des parents :



Le fait que les catégories socioprofessionnelles les plus aisées aient plus de facilité à se faire des amis n'est pas sans conséquence sur leur ouverture.

#### 2.2 – Les conditions socio-économiques bornent le champ des possibles

En termes de mobilité, on observe également de fortes disparités entre les jeunes fils et filles de catégories aisées et précaires.

Les fils et filles de cadres et de professions intermédiaires figurent parmi les jeunes qui prennent le plus les transports en commun (respectivement 75% et 68%), une part nettement plus importante que chez les ouvriers (46%) et les inactifs (61%). À l'inverse, les ouvriers sont ceux qui se déplacent le plus à pied au quotidien (61%), contre 41% pour les cadres et 40% pour les professions intermédiaires. Aussi, l'hyper-proximité est un besoin qui se manifeste davantage chez les fils et filles de familles moins aisées, un constat que l'on peut identifier aussi en termes de projection professionnelle. Parmi les CSP, ceux qui considèrent qu'il est très important de trouver un emploi proche de leur logement actuel représentent :

- 33% des cadres,
- 39% des professions intermédiaires,
- 38% des ouvriers,
- 44% des ménages en recherche d'emploi,
- 44% des autres inactifs.

Cette moindre mobilité est donc aussi en lien avec un ancrage territorial fort sur lequel nous reviendrons plus tard dans l'analyse. Pourtant, les jeunes les plus précaires sont nettement plus exposés au mal logement. D'ailleurs, lorsque l'on s'intéresse aux parcours des jeunes

selon la qualité de leur situation de logement, on observe en fin de compte les mêmes variations que selon les catégories socio-professionnelles des parents. L'exposition plus forte aux freins périphériques borne le champ des possibles chez les plus précaires, en particulier les fils et filles d'ouvriers :

- 64% d'entre eux pensent trouver un métier qui leur plaît (contre une moyenne de 72%)
- 59% d'entre eux pensent arriver à être heureux dans leur vie personnelle (contre une moyenne de 70%)

Cette limite dans la manière d'envisager le champ des possibles n'est finalement qu'une des manifestations d'une plus forte autodépréciation des fils et filles de catégories socio-professionnelles précaires.

Ce pessimisme à la fois le produit et résulte de freins périphériques. Le propre de la reproduction est de constituer comme « naturelle » une condition moins favorable qu'autrui et de borner concrètement comme symboliquement le champ des possibles. Ces difficultés persistent dans le temps et affectent durablement les capacités à se projeter :

*« Avant j'osais pas dire des choses, et maintenant depuis la Promo bah ouais si je dois dire à quelqu'un que c'est un connard je lui dis. Après je vois toujours le verre à moitié vide, c'est quelque chose qu'on me reproche beaucoup. Je n'arrive pas à voir le positif, je m'attarde toujours sur le négatif, je sais pas si je vais y arriver... »*

- *Parole de jeune sorti de cursus sans solution*

Les professionnels le constatent aussi sous une forme d'auto-censure :

*« Avant de travailler leur projet, je leur demande « c'est quoi ton rêve », je m'attends à astronaute, ils me disent « chef de rayon ». C'est très bien chef de rayon, mais quand on travaille avec eux on observe que ça ne correspond pas vraiment à ce dont ils ont envie. »*

- *Professionnel de l'AFPA*

La rupture du cursus associe déjà tacitement le parcours du jeune à un échec dans beaucoup de représentations collectives. Cette idée d'échec est d'autant plus intériorisée pour les publics les plus fragiles socio-économiquement.

### 2.3 – Les catégories plus aisées font face à moins de freins, mais sont confrontées à des problématiques plus spécifiques

Au regard des constats dressés, il semble évident que les publics plus précaires sont plus exposés à une rupture profonde, et même à une rupture tout court. Les classes dites moyennes et supérieures (profession intermédiaire et cadres) sont peu représentées chez les répondants du questionnaire en ligne (elles forment un total de 7% des répondants).

Pour autant nous avons également pu constater que la rupture avec un cursus scolaire n'est symboliquement pas anodine. Ainsi, si ces publics sont moins exposés, il serait erroné de considérer qu'ils ne sont pas confrontés à des problématiques qui leur sont propres.

Concernant les fils et filles de cadres par exemple, il est intéressant de questionner le rapport des parents à cette rupture de cursus. On remarque à ce titre que les fils et filles de cadre sont tout à la fois ceux qui témoignent le moins que leurs parents se sont énervés (13%) et le plus qu'ils ont eu peur (43%). Une peur qui « infuse » également chez les jeunes : parmi les difficultés rencontrées dans le parcours scolaire, outre la modalité « *Apprendre des choses qui ne m'intéressent pas ou qui me semblent inutile* », le stress et la pression arrivent presque en tête chez les fils et filles de cadres (48%) et les professions intermédiaires (51%) contre une moyenne de 33%.

Ce constat rappelle la pression sociale qui pèse sur les épaules des fils et filles de classes plus favorisées qui craignent de se voir « déclassés » en termes de position sociale. Cette peur est à mettre en lien avec les attentes des parents, mais fait également l'objet d'un apprentissage social et d'une forte intériorisation. Il s'agit de ne pas être un « transfuge de classe » ou « transclasse », plus neutre, tel que défini par la philosophe Chantal Jaquet, littéralement : « *Celui qui passe d'une classe sociale à l'autre*<sup>50</sup>. » Pourtant, au-delà de ce rapport de peur se cache parfois des besoins chez le jeune qui demeurent non exprimés parce que ce dernier n'ose pas nécessairement les verbaliser.

Ce mécanisme expliquerait donc la pression ressentie. Au lendemain de la rupture avec le cursus scolaire, les fils et filles de cadres sont ceux qui témoignent le plus s'être sentis nuls, inutiles (40% contre 23% en moyenne). Si nous n'avons pas échangé avec des fils et filles de cadres, les entretiens avec les professionnels témoignent de ces difficultés :

*« Les familles favorisées, ce sont des situations souvent plus faciles : on divise moins notre énergie entre logement, aide financière etc... les parents sont très derrière mais attention ça n'aide pas forcément : les jeunes ont une grosse pression et veulent parfois faire tout le contraire de ce que leurs parents disent. »*

- Professionnel de l'AFPA

*« Chez ces gamins-là, il y a une sensation de honte, on faillit par rapport aux parents, on le dit pas mais y a une culpabilité. Il faut déconstruire et reconstruire dans leurs têtes. »*

- Professionnel d'ARML

De fait, les conditions socio-économiques font tendre les parcours vers des enjeux différents, avec des besoins propres :

---

<sup>50</sup> Chantal Jaquet, *Les Transclasses ou la Non-Reproduction*, 2014.

- Pour les publics plus précaires : le PACEA permet de débloquent jusqu'à 200€ selon les besoins. Si les professionnels soulignent que cette aide n'est pas toujours suffisante, peu de jeunes interrogés en entretien n'ont pas pu survenir à leurs besoins financiers. Seuls 25 jeunes au sein du questionnaire en ligne affirment ne pas avoir aimé leur accompagnement parce qu'ils n'ont pas touché assez d'argent. Les ruptures des publics plus précaires sont plus profondes et nécessitent donc un accompagnement plus long et progressif avec un travail de fond autour des freins périphériques qui sont plus nombreux : financiers certes, mais aussi en termes de sociabilité, d'ouverture et de « codes ». Ici aussi, après un travail en amont concernant ces dimensions, la Promo 16-18 est un tremplin intéressant puisqu'elle travaille conjointement tous ces aspects. Il s'agit aussi d'ouvrir le champ des possibles en « donnant à voir » beaucoup de métiers. À terme, il semble pertinent si les problématiques financières persistent de faire déboucher les parcours sur un CEJ lorsque le jeune gagne en autonomie.
- Pour les publics plus aisés : le soutien parental est le bienvenu mais est parfois « invasif » et contreproductif en cela qu'il formule des attentes fortes parfois contraires aux besoins du jeune et à la raison d'être de son accompagnement. Les professionnels s'assurent dès lors d'assurer un travail pédagogique auprès de la famille, et de privilégier les temps d'échange avec le jeune en l'absence des parents. Les ateliers de confiance en soi peuvent être l'occasion de formuler des besoins et attentes propres au jeune, et de fonctionner par essai-erreur : en se donnant l'occasion de tester des expériences professionnelles, se tromper, puis re-tester... il s'agit par ce biais de « désacraliser » le choix d'orientation en se donnant l'occasion d'expérimenter sans pression. Les expériences type service civique, alternance sont plus souvent à privilégier dans la mesure où ce public est statistiquement davantage en mesure de mobiliser des codes scolaires, professionnels.

### III – Ville, campagne et mobilités : certains jeunes trouvent leur horizon restreint

Pour rappel, on note que 34% des répondants au questionnaire en ligne habitent à la campagne (dont 14% à plus de 5km d'une ville). Aussi, il convient d'étudier pour cette part non négligeable des répondants les caractéristiques de leurs parcours et de leurs besoins par rapport aux jeunes citadins.

#### 3.1 – Contrairement aux idées reçues, l'ancrage territorial n'est pas plus prononcé en campagne qu'en ville chez les jeunes sortis de cursus sans solution

L'une des principales prénotions<sup>51</sup> concernant les jeunes sans solution en milieu rural est le poids important de l'ancrage territorial et l'attachement au territoire qui borne notamment le choix en termes d'études, d'orientation, d'emploi...

Pourtant, au regard des retours tels que formulés dans le questionnaire en ligne et en entretien, force est de constater que ce n'est pas le cas de manière systématique, au contraire :

<sup>51</sup> Au sens durkheimien du terme, « concepts qui se sont formés en dehors de la recherche », voir Emile Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, 1901.

- Le choix d'une orientation par défaut parce que l'établissement est proche de chez soi concerne 24% des habitants de campagne et 22% des habitants de ville. L'écart n'est pas significatif.
- La proximité de l'emploi vis-à-vis du logement actuel est un paramètre très important pour 41% des habitants de campagne et 42% des habitants de ville.

Même en termes de transports en commun, 56% des jeunes de campagne se déclarent à l'aise avec les transports en commun contre 63% des jeunes de ville : un écart plus significatif mais qui reste tout de même plus que raisonnable quand on compare la densité des transports en ville par rapport à la campagne. Les jeunes expriment le même sentiment : certains jeunes de milieux ruraux soulignent en effet leur difficulté avec les transports et la plus-value de leur accompagnement de ce point de vue-là. D'autres au contraire expriment qu'ils n'ont pas de souci de mobilité, car ils étaient déjà contraints de fait par leur scolarité de se déplacer pour aller parfois au collège, lycée... Les professionnels soulignent à ce titre que les soucis de mobilités sont des réalités rurales mais aussi en ville.

*« La question de l'ambition pèse aussi dans la balance, le « ça ne vaut pas le coup » et ça oui le territoire joue beaucoup dans la balance. Ça existe à la campagne mais aussi beaucoup dans les quartiers. Puis les parents ne les lâchent pas dans la nature comme ça, si les enfants ont pas de moyen de transport. »*

- Acteur institutionnel

La bonne analyse serait dès lors de postuler que l'attachement territorial n'est pas plus prégnant en campagne qu'en ville, mais qu'il est fort partout avec près de 4 jeunes sur 10 témoignant de l'importance très forte de trouver en emploi à proximité de leur logement actuel. Un désir d'hyper proximité qui peut donc être pénalisant pour toutes et tous.

*« Ce que disent les jeunes c'est que c'est un repère. On peut leur donner le permis, transports en commun, mais c'est de la mobilité psychologique, qu'est-ce que ça dit pour eux de partir... »*

- Professionnel expert des phénomènes de rupture avec le cursus scolaire

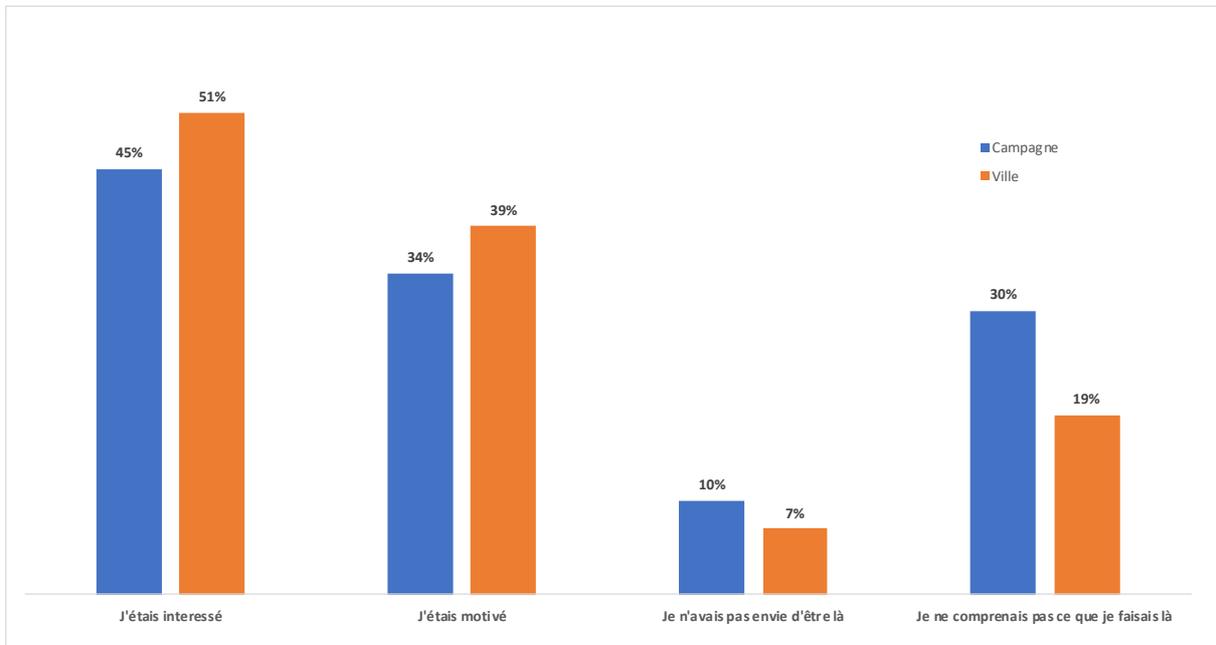
### 3.2 – La différence de parcours entre ville et campagne se fait donc plus concrètement en termes de ressources et de possibilités sur place

Si l'attachement des jeunes au territoire n'est pas plus conséquent en campagne qu'en ville, les ressources disponibles demeurent de fait moindres à la campagne :

- Moins de transports en commun de fait comme vu plus haut ;
- Une moindre proximité et diversité des solutions (scolaires, professionnelles...) ;
- Moins d'offre d'aide aux devoirs (29% des habitants de campagne souffraient de difficultés à travailler chez eux et à faire leurs devoirs contre 22% en ville ; 19% auraient voulu une aide pour faire leurs devoirs et réviser contre 14% en ville).

Des différences à chaque fois assez marginales mais tout de même significatives lorsque cumulées. De même, ces jeunes affichent une moins bonne connaissance de la Mission Locale et des autres structures d'accompagnement avant d'y être intégrés (45% de méconnaissance contre 37% en ville). Le premier contact avec la Mission Locale est aussi l'occasion d'un rapport plus négatif pour les habitants des campagnes qu'en ville :

**« Au début, qu'est-ce que tu ressentais par rapport à la Mission Locale ? »**



La contrainte économique, géographique et l'ancrage (qui rappelons-le touche près de la moitié de l'ensemble des jeunes) pèsent ainsi particulièrement dans la balance et bornent davantage en campagne ce qui est envisageable de ce qui ne l'est pas. Par exemple, la précarité des situations, en plus de la violence de quitter le territoire, peut empêcher les jeunes d'habiter hors de chez leurs parents.

*« Je vais intégrer une formation de l'AFPA. À la base je voulais faire plasturgie mais les écoles sont trop loin et j'ai pas les moyens de me loger, enfin c'est dur... je vais me rediriger vers le métier de soudeur. »*

- Parole de jeune habitant en milieu rural

*« Les problèmes de mobilité chez nous sont réels, les transports en commun ne desservent pas toutes les communes, les horaires c'est compliqué. Donc le logement je dirais que c'est pas forcément un problème auquel on est confronté, sauf pour ceux qui veulent partir et ne peuvent pas. »*

- Professionnel de Mission Locale d'un territoire rural

Le poids de ces contraintes a des conséquences visibles :

- En termes d'accompagnement : 95% des jeunes de villes qui ont accepté une proposition d'accompagnement de la part de la Mission Locale lui attribuent une note entre 6/10 et 10/10. Ils sont 90% en campagne.
- En termes de capacité de ces jeunes à se projeter vers l'avenir, aussi le comparatif montre un différentiel entre ville et campagne : 74% des jeunes de ville pensent trouver un emploi qui leur plaira (contre 69% en campagne), 71% des jeunes de ville pensent gagner assez leur vie pour subvenir à leurs besoins (contre 65% en campagne).

Ainsi, si les différences entre jeunes de villes et de campagnes dans leur parcours ne sont pas si évidentes d'un premier coup d'œil en termes d'ancrage territorial, on observe tout de même des freins plus nombreux du fait d'un plus grand isolement à la campagne, ce qui pénalise le rapport à l'accompagnement. En ville, les freins à la mobilité sont davantage de nature purement psychologique, tandis qu'en campagne ils sont à la fois psychologiques mais aussi matériels étant donné l'éloignement des ressources facilitantes pour un parcours dit de raccrochage, ce qui induit un différentiel en termes de solutions par rapport aux besoins :

- Pour tous : un travail sur les barrières psychologiques à la mobilité est à favoriser. Sont déployés des accompagnements pour réalisation d'une carte de transport, organisation de ramassage, accompagnement pour le code de la route et le permis. Les mises en application encadrées à l'occasion de sorties voire de déplacements en entreprise sont aussi de bonnes occasions de travailler cet enjeu dès lors que les freins psychologiques et sociaux tendent à être levés.
- Pour les jeunes de campagne : les freins sont plus nombreux et l'accompagnement plus difficile. Le questionnaire en ligne montre que les jeunes de campagne ont un rapport plus difficile de prime abord vis-à-vis de la Mission Locale. Les problématiques sont donc doubles puisqu'il y a d'abord un enjeu à « convaincre » le jeune de la plus-value de l'accompagnement, et ensuite à travailler sa capacité à pouvoir élargir ses horizons. Le levier financier peut être un axe concret pour amorcer un accompagnement via un PACEA ou un CEJ selon l'autonomie du jeune, dans la mesure où sa plus-value est concrète pour le jeune, et où cela peut débloquent certains freins (complément aux ressources familiales pour un logement, financement des transports...). Ensuite, un travail pas à pas est de mise, par exemple en s'appuyant sur des sorties loin du domicile et des visites de professionnels issus du monde rural qui se sont déplacés. L'objectif n'est pas d'encourager la mobilité à tout prix, mais de mobiliser le maximum d'expériences possibles à montrer au jeune, à proximité comme un peu plus loin.

#### **IV – Rapport à autrui : le rapport aux parents est décisif dans les parcours des jeunes de l'obligation de formation**

Comme souligné au cours de la première partie, la place du parent est centrale au sein des parcours des jeunes en cela qu'elle constitue un référentiel central, qui peut tout de même représenter un frein important sous certaines conditions.

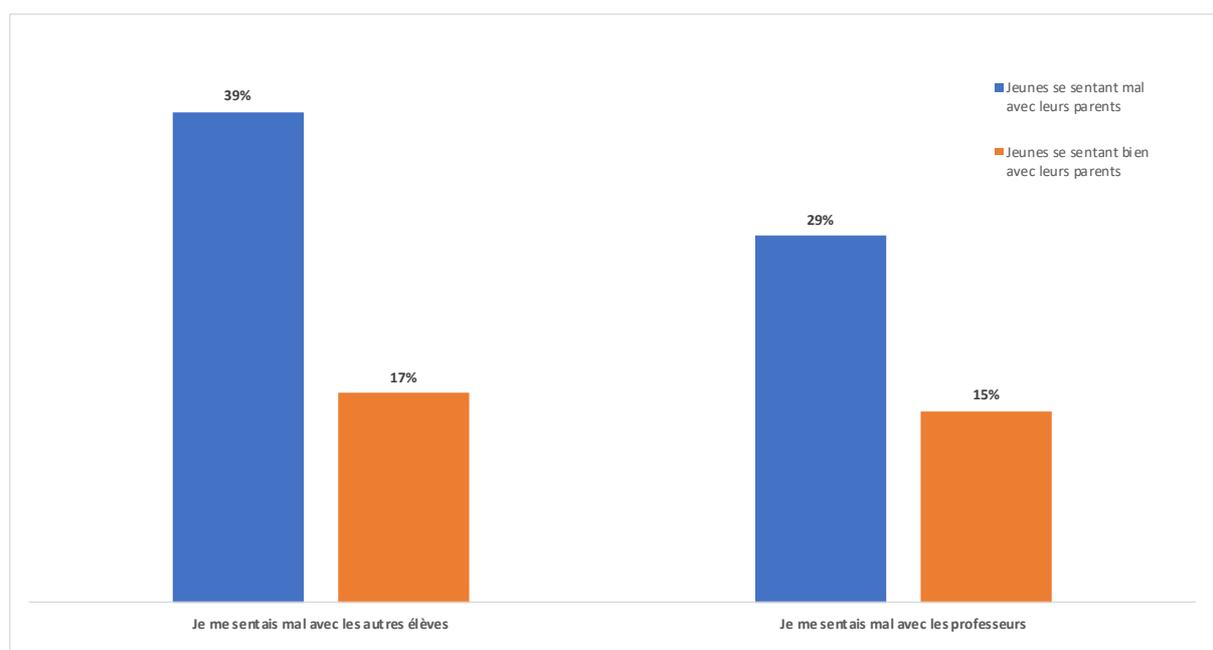
#### 4.1 – Un rapport conflictuel avec les parents a de lourdes conséquences sur les parcours

Dès lors il apparaît intéressant d'interroger l'influence du rapport aux parents sur les parcours de vie et les besoins de ces jeunes. On observe très rapidement que l'impact premièrement relationnel est très important. La famille étant le premier lieu de relations sociales après l'école, les élèves qui témoignent ne pas se sentir à l'aise avec leurs parents souffrent davantage de problématiques relationnelles :

- Chez les jeunes qui s'entendent bien avec leurs parents : 53% ont eu beaucoup d'amis à l'école, 6% n'ont pas d'amis.
- Chez les jeunes qui s'entendent mal avec leurs parents : 35% ont eu beaucoup d'amis à l'école, 16% n'ont pas d'amis.

Une différence importante qui a eu un vrai impact sur le vécu de la scolarité et sur les socialisations au sens large : les jeunes se sentant mal avec leurs parents témoignent nettement plus de difficultés avec les autres élèves et avec leurs professeurs que les autres :

##### « Qu'est-ce qui t'a fait quitter l'école / les études ? »



On observe à ce titre que près de 40% des jeunes qui s'entendent mal avec leurs parents développent également un mal être avec les autres élèves, une tendance qui se vérifie dans les entretiens, avec des jeunes qui souvent s'entendent mal avec leurs parents et rencontrent en parallèle des problématiques de sociabilité. On retrouve ces problématiques quand ces jeunes relatent les difficultés qu'ils rencontrent à l'école :

- 47% d'entre eux ont ressenti du stress à l'école, contre 30% chez ceux qui s'entendent bien avec leurs parents,
- 32% ont été victime de harcèlement contre 12% chez ceux qui s'entendent bien avec leurs parents.

« Les gens ont peur de la différence, donc je me faisais beaucoup harceler. Depuis que je suis petite, les gens m'embêtent. Au lycée, effet de groupe... Du coup je n'arrivais pas à me mobiliser dans mes études. »

- Parole d'un jeune dont le contexte familial est très difficile

Le rapport aux autres jeunes en général souffre donc de relations instables avec la famille : il est notamment édifiant que les jeunes se sentant mal avec leurs parents ne se sentent bien qu'à 38% avec les autres jeunes de leur âge en général contre 64% chez les autres.

Si au global les problèmes personnels et familiaux représentent 22% des motifs de rupture avec l'école tels que renseignés au sein du questionnaire en ligne, le contexte familial lorsqu'il est négatif pour le jeune représente donc un terreau de difficultés sociales importantes. Ce constat souligne la place cruciale de la socialisation dite « primaire » au sens de Berger et Luckmann<sup>52</sup>, c'est-à-dire celle qui correspond à la période de l'enfance et qui dépend principalement de l'instance familiale structurante de l'identité sociale. Dans le parcours de rattachement à une solution, le rapport aux parents est aussi particulièrement structurant. Dans la mesure où nous l'avons vu, un mauvais rapport aux parents est corrélé avec des difficultés de socialisation, le degré d'ouverture du jeune au sens large est nécessairement impacté. Aussi, le tableau ci-dessous rend compte de l'état d'esprit des jeunes la première fois qu'ils se sont rendus à la Mission Locale, selon s'ils s'entendent bien avec leurs parents ou non.

	Je suis mal à l'aise avec mes parents	Je suis à l'aise avec mes parents
Ça me faisait peur	15%	11%
Ça ne m'intéressait pas	17%	12%
J'étais intéressé par cet accompagnement	41%	53%
J'étais motivé	30%	40%
J'avais honte d'être là	17%	6%
Je n'avais pas envie d'être là	11%	7%
Je ne comprenais pas ce que je faisais là	31%	21%
Je me méfiais	22%	13%

Les couleurs vertes et bleues sont indexées sur le PEM (pourcentage d'écart à la moyenne), tel que présenté plus au-dessus. Aussi, elles traduisent des rapports significatifs sur le plan statistique : le nuancier de vert correspond à une congruence très forte de la mobilité avec le profil du jeune concerné, le nuancier de bleu exprime le phénomène inverse.

La répartition est très claire : si la manifestation d'un intérêt reste la modalité privilégiée pour chaque jeune, on note une part nettement plus élevée de rapports négatifs à la Mission Locale

<sup>52</sup> Peter Berger, Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, 1966.

chez les jeunes mal à l'aise avec leurs parents. Les professionnels sont conscients de ce phénomène et l'expriment d'ailleurs :

*« Les profils les plus complexes, c'est clairement lorsqu'ils ont un contexte familial difficile. »*

- Professionnel de l'AFPA

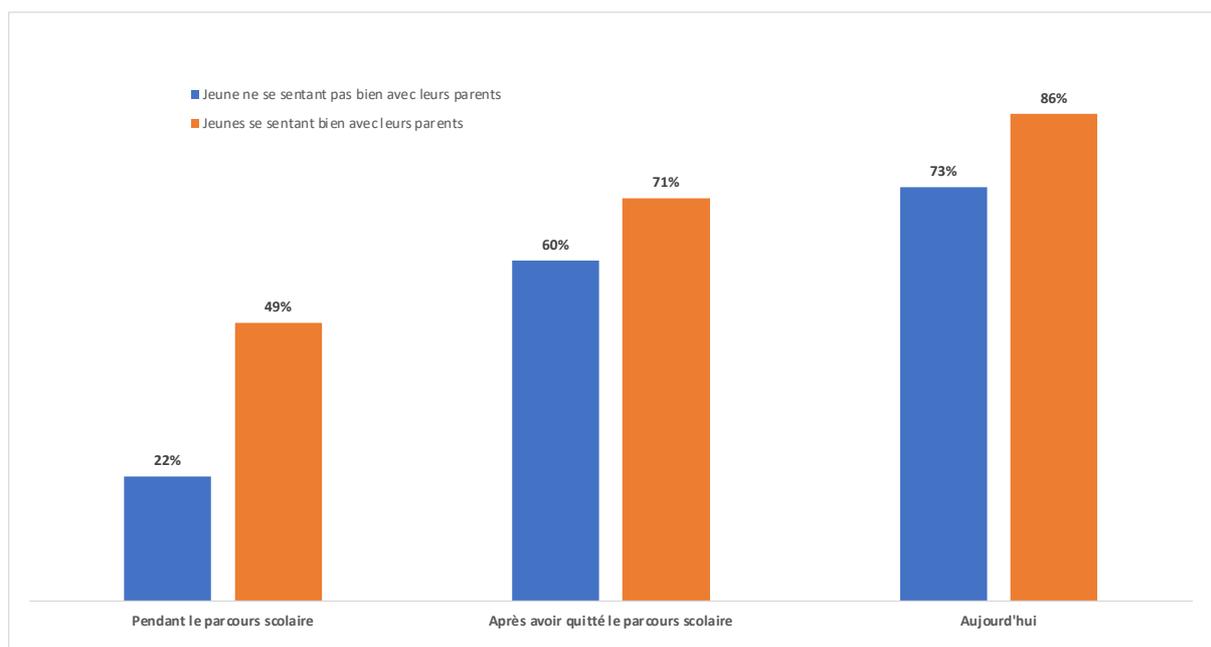
*« D'autres familles sont totalement absentes aussi, une jeune vivait chez son copain. On a tenté beaucoup de choses, mais aujourd'hui on n'a plus du tout de contact avec elle. On se sent seul du coup... »*

- Professionnel expert des phénomènes de décrochage et raccrochage

L'accompagnement des jeunes aux situations familiales difficiles est particulièrement complexe. Cela se traduit aussi dans le niveau de satisfaction des jeunes quant à leur accompagnement : 95% des jeunes à l'aise avec leurs parents donnent une note égale ou supérieure à 6/10 aux solutions proposées par la Mission Locale, contre 87% des jeunes qui sont mal à l'aise. L'écart n'est « que » de 7 points, ainsi l'accompagnement permet dans une certaine mesure d'endiguer l'impact de cette différence. Il subsiste tout de même un différentiel à ce niveau. 77% des jeunes se sentant à l'aise avec leurs parents se sentent aussi à l'aise avec les adultes de la Mission Locale contre 65% chez les autres. On observe le même différentiel avec le rapport aux autres adultes, et même en termes d'usage de l'ordinateur : chez les jeunes mal à l'aise avec leurs familles, 1 jeune sur 2 n'est pas à l'aise avec un ordinateur, contre 35% chez les autres. Le cadre familial est donc non seulement une matrice pour les liens sociaux mais aussi pour les compétences au sens large.

Enfin, le rapport aux parents influence lourdement la santé mentale et la capacité à se projeter, comme le montre la figure ci-dessous

### **« Part des jeunes déclarant avoir le moral selon la période de leur vie »**



On note ainsi en particulier que moins du quart des jeunes se sentant mal avec leurs parents avaient le moral à l'école soit proportionnellement deux fois moins que les autres. Si l'écart se résorbe par la suite dans les parcours, il demeure important.

Pendant le parcours scolaire en particulier, lorsqu'il leur est demandé la raison de leur malaise, en moyenne 3,1 réponses différentes sont données, contre 1,5 réponses chez les jeunes se sentant bien avec leurs parents. La première catégorie de jeunes est donc plus exposée à des problématiques plurielles. L'ennui et la sensation de ne pas savoir quoi faire de sa vie restent les principales raisons évoquées pour les deux profils. La différence se fait surtout de manière assez logique en termes de problèmes familiaux (36% contre 9%), mais aussi comme vu plutôt de harcèlement (24% contre 7%).

Enfin, le rapport aux parents conditionne également la capacité à se projeter vers l'avenir : on note notamment que 61% des jeunes se sentant mal avec leurs parents considèrent qu'ils vont trouver un emploi qui leur plaît, contre 75% chez les autres. On note également que 57% d'entre eux pensent qu'ils seront heureux dans leur vie personnelle (soit à peine plus d'un sur deux) contre 74% chez les autres jeunes.

#### 4.2 – Des rapports sociaux qui ancrent l'identité sociale dans la différence

Nous l'avons donc vu, le rapport aux parents influence les sociabilités amicales<sup>53</sup>. Quid dès lors de l'influence des relations amicales sur les parcours ?

Au niveau du parcours scolaire : les jeunes n'ayant que peu d'amis manifestent un stress plus important que les autres : 43% d'entre eux étaient stressés en cours contre 22% de ceux qui témoignaient avoir beaucoup d'amis. Lorsqu'on leur demande ce qui les aurait aidé à ne pas partir, les jeunes isolés identifient davantage le besoin d'une personne qui motive et donne confiance, évidemment le soutien d'amis, mais aussi des conditions de travail plus sereines à l'école.

Au moment de la rupture avec le cursus scolaire se produit alors un paradoxe sur le plan émotionnel :

- Ils témoignent de davantage d'anxiété (14% contre 10% chez ceux qui ont des amis)
- Ils témoignent davantage s'être sentis « nuls, inutiles » (28% contre 18%)
- Ils témoignent paradoxalement davantage avoir été soulagés (57% contre 48%)

Ici la fracture est majoritairement vécue comme un soulagement dans la mesure où elle induit que le jeune ne soit plus exposé quotidiennement à ses propres échecs de sociabilité, et plus précisément à la profonde dissonance qu'il ressent par rapport à ses pairs.

---

<sup>53</sup> Évidemment, les mauvaises relations familiales ne sont pas la seule cause de l'isolement amical, même si elles le favorisent.

*« Je me sentais en décalage par rapport aux autres, je sentais que les autres étaient trop petits, pas assez matures... »*

*« Je ne me sentais pas très à l'aise. Les autres ne m'aimaient pas à cause de mon style vestimentaire. »*

- *Parole de jeunes sortis de cursus sans solution*

Les jeunes à l'origine de ces deux témoignages ont plusieurs points communs : ils ont développé peu de relations amicales pendant leur scolarité, n'en ont gardé que peu voire pas de contacts, se sentaient profondément différents, et ont quitté leur scolarité malgré un certain engagement pour cette dernière (en termes de résultat ou le cas contraire de travail personnel *a minima*). Ils se définissaient comme « réservé mais suiveur » ou encore « bosseur surtout à la maison, tous les dimanches avec ma mère ». Un autre jeune le verbalise d'ailleurs clairement :

*« J'ai été en conseil de discipline, j'avais enfreint le règlement, je me suis battu contre des propos transphobes. Le directeur m'a laissé le choix : "si tu veux tu restes, tu as des bons résultats". Pour moi c'était trop. J'en pouvais plus de cette violence. »*

- *Parole de jeune sorti de cursus sans solution*

Le questionnaire en ligne l'atteste d'ailleurs : 47% d'entre eux déclarent qu'ils étaient studieux en cours contre 38% chez les autres jeunes. La principale raison de rupture pour les jeunes ayant beaucoup d'amis et ceux n'en ayant peu ou pas est toujours l'incompréhension du sens de rester en cours, l'absence de motivation, ainsi que la sensation d'apprendre des choses inutiles. C'est finalement cette sensation cumulée à un rapport fort de différence qui *in fine* pèse trop lourd dans la balance pour rester. « *C'était trop dur de rester* » expliquent-ils d'ailleurs. Le calcul coût-avantage leur étant trop défavorable à l'école. Le départ est un soulagement mais peut aussi pour certains être la concrétisation d'un échec social et personnel, d'où le paradoxe émotionnel expliqué plus haut.

*« Ce qui aurait pu me faire rester ? Rien je pense, à part ma fierté peut-être ? »*

- *Parole d'un jeune sorti de cursus sans solution*

Cette rupture acte également la différence comme intériorisée, ce qui correspond à la concrétisation d'une carrière déviante du système scolaire comme évoqué plus tôt dans l'étude<sup>54</sup>.

*« Je sais pas trop ce qui aurait pu me faire rester... Peut-être que si j'avais eu deux parents comme les autres, j'aurais eu moins de mal... »*

- *Parole d'un jeune sorti de cursus sans solution*

---

<sup>54</sup> Howard Becker, *Outsiders*, 1963.

Aussi, ces jeunes ayant peu d'amis s'adressent davantage à la Mission Locale pour gagner confiance en eux (23% contre 15% chez les autres) et pour trouver quoi faire dans la vie (41% contre 32%). De même que les difficultés familiales, les difficultés sociales se révèlent être de lourds freins au raccrochage : on constate les mêmes difficultés à se projeter, et les mêmes fragilités en termes de santé mentale. Ainsi, les professionnels notent que ces derniers développent davantage de phobies scolaires et sociales, et que ces profils de fait sont particulièrement repliés sur eux-mêmes, donc difficiles à accompagner. L'enjeu est alors de proposer une formule très progressive pour redonner confiance (en soi et en autrui) sans perdre le jeune en cours de route, car l'ouverture est douloureuse : nous l'avons vu, l'isolement est tout à la fois une souffrance mais aussi un confort.

*« Je me suis dit « cool je vais plus devoir me lever », j'avais plus cette pression de « comment les gens vont me regarder ».*

- *Parole d'un jeune sorti de cursus sans solution*

Ainsi, entreprendre le chemin inverse est un processus long et complexe notamment dans le cas où les problématiques sociales sont cumulées avec des problématiques financières, familiales...

#### 4.3 – Homophilie et rupture scolaire : les amis peuvent aussi être source de marginalisation

Si l'absence d'amis et les difficultés sociales sont un frein particulièrement fort, il convient tout de même de noter que tous les jeunes ne sont pas dans cette situation, même si elle concerne tout de même 51% des jeunes interrogés en ligne.

Concernant les autres jeunes, ces derniers témoignent avoir eu beaucoup d'amis au cours de leur scolarité. Comparativement, ces derniers se considéraient moins studieux et avaient davantage de problèmes de comportement (21% contre 13% chez les autres jeunes). De fait ces jeunes sortis de cursus scolaire avec beaucoup d'amis présentent un profil moins scolaire. Ils quittent le cursus scolaire en général plus tôt que les autres. De fait ils ont été à ce moment soutenus davantage que les autres par des amis, plus précisément, 45% d'entre eux ont été soutenus par des amis qui ne sont pas à l'école où qui ont quitté l'école (contre 37% chez ceux qui n'ont pas beaucoup d'amis).

Ainsi, avoir beaucoup d'amis suppose aussi dans près de 50% des cas avoir des soutiens issus d'un cercle amical extra-scolaire. Ce constat rappelle la théorie de l'homophilie de Bidart<sup>55</sup> qui la définit en ces termes : *« S'exerce entre des personnes qui sont assez semblables pour que les normes et les comportements soient comparables, c'est-à-dire pour que les individus soient interpellés par des modèles qui sont à leur portée, mais aussi des modèles qui s'adressent aux différentes facettes qu'ils portent en eux-mêmes, des modèles qui résonnent avec leurs propres paradoxes »*. Le concept d'homophilie est ici plutôt pertinent et constitue une grille de lecture intéressante dans la mesure où elle traduit une propension des jeunes sortis de cursus scolaire à tendre vers des interactions hors cadre scolaire. Il s'agit aussi d'une stratégie parfois

---

<sup>55</sup> Claire Bidart, *L'amitié, un lien social*, 1997.

nécessaire afin de « garder la face » pour limiter le risque de se faire juger, en tant que déviant de la norme.

On va de fait se raccrocher naturellement vers un cercle amical qui ne convoque par les normes desquelles nos stigmates sont la source. Ce phénomène est par ailleurs remarqué par les professionnels eux-mêmes à travers leur accompagnement :

« *On a pas mal de jeunes qui ne traînent qu'entre jeunes eux-mêmes en rupture* »

« *Les amis des décrocheurs sont souvent déscolarisés. J'ai l'impression que ce sont des jeunes qui traînent beaucoup avec des jeunes également en situation de rupture, si ce n'est école c'est familial. Les PJJ traînent avec les PJJ... Ils recherchent des gens à l'image de ce qu'ils vivent...* »

- Professionnels de l'AFPA

De fait, ces parcours se caractérisent par des cercles d'interactions sociales très fermés et assez imperméables. Ces cercles se caractérisent par un antagonisme fort avec les institutions et les codes de l'école : les professionnels notent les concernant des problématiques d'addictions, et davantage de délinquance que chez les autres jeunes. Ces codes alternatifs, déviant sociologiquement, représentent un référentiel qu'il n'est pas toujours aisé de casser.

Que conclure enfin en termes de besoins et d'accompagnement de ces jeunes selon leurs relations à autrui ? Il s'agit ici de raisonner de manière idéal-typique, c'est-à-dire d'observer les grandes tendances, les configurations les plus récurrentes. Ces dernières n'épuisent pas le réel mais proposent une grille de lecture.

- Les jeunes rencontrant des difficultés relationnelles sont souvent les mêmes qui rencontrent des difficultés avec leurs parents. Pour ces derniers, l'accompagnement est particulièrement difficile et passe par une phase de pré-accompagnement particulièrement longue, dans la mesure où beaucoup de choses sont à déconstruire pour le jeune : rapport à soi, rapport à l'institution, rapport aux autres. Si ces rapports sont souvent dégradés lors d'une rupture avec le cursus scolaire, les jeunes correspondant à ces profils font état de fragilités particulièrement fortes concernant ces dimensions. Par une relation évidente de cause à effet, les conséquences sont profondes : l'isolement social induit des problèmes de mobilité et d'isolement. Un contexte familial complexe peut aussi contraindre l'apprentissage de l'usage d'un ordinateur à la maison, un cadre familial important chez les jeunes : « *Même si les adolescents apprennent surtout par mimétisme, avec leurs pairs, les usages des parents [...] ne sont pas sans incidence sur le rapport des jeunes à l'informatique et sur le processus d'appropriation.*<sup>56</sup> » Il en favorise aussi chez certains un usage abusif, de type addictif, puisque les relations sociales numériques répondent à des codes très différents. C'est donc bien la confiance en soi et en autrui qu'il s'agit de travailler en premier lieu, avec une importance forte à accorder à la notion de temporalité : « *Si on va trop vite on n'a pas le temps d'évaluer, on tape à côté. Là on peut les perdre, on perd la confiance, donc on prend le temps de les connaître* » explique un professionnel. Un

---

<sup>56</sup> Cédric Fluckiger, *Les collégiens et la transmission familiale d'un capital informatique*, 2007.

autre acteur indiquait l'importance en amont d'un « *accompagnement au sens du travail social : si quelque chose est toxique pour le jeune mais que c'est aussi un repère, il faut y aller progressivement.* » C'est le cas par exemple d'un chez soi duquel on ne sort plus. Le PACEA est un outil à privilégier pour son caractère progressif, en particulier en lien avec des ateliers de confiance en soi et un rapport de proximité et de bienveillance tout au long du parcours : il s'agit de travailler la relation jeune-accompagnant en veillant à permettre au jeune de formuler ses besoins au-delà de l'influence éventuelle de ses parents. Un soutien psychologique ou *a minima* une vigilance sur cet aspect est à envisager, au vu de l'exposition particulière de ces publics à la souffrance mentale.

- Toutes choses égales par ailleurs, il est donc vrai que les jeunes ayant beaucoup de liens amicaux témoignent d'une ouverture plus grande et d'une plus grande motivation au premier contact avec la Mission Locale. Ils se projettent plus facilement en emploi et accèdent plus facilement à un CEJ qui témoigne d'un certain niveau d'engagement. Enfin ils témoignent moins de phobie sociale et ont davantage le moral. Toutefois, ces derniers sont moins à l'aise avec les codes scolaires : le travail personnel, le fait de se lever tôt, rester assis et se concentrer. Aussi ils manifestent davantage de problèmes de comportement et nécessitent de fait un cadre plus important. Ceux dont les relations familiales sont bonnes sont moins exposés à un cumul de ces difficultés et à des problèmes de santé mentale. La place de la famille pour ces derniers doit toutefois être rappelée : si c'est un référentiel important, il s'agit aussi de veiller à ce que les parents ne surinvestissent pas trop les parcours en mettant une pression qui encouragerait à l'inverse une démobilité du jeune. En termes d'accompagnement, la prépa-apprentissage est un outil intéressant pour ces profils afin d'acquérir les codes du monde professionnel préalablement à des solutions professionnalisantes type CEJ. Il convient toutefois de rappeler que l'importance d'un rythme progressif est ici à souligner une fois de plus : ces jeunes tendent à éprouver des difficultés en termes de ponctualité, de rythme et d'engagement. Il s'agit donc d'engager d'abord sur de courtes durées autour d'activités concrètes (plutôt que d'ateliers de confiance en soi, par exemple) et le moins scolaire possible : en évitant la position assise, l'assimilation trop scolaire de compétences... (numérique, transports...).

### À retenir : quelques points clés

- Les filles entretiennent un rapport moins antagoniste avec les formes scolaires. Elles ont toutefois plus de problèmes relationnels : moins d'amis, une exposition plus forte au harcèlement... En particulier, une fille sur deux interrogée était stressée à l'école. Elles font état d'une santé mentale plus fragile, et de plus fréquentes situations d'isolement et de phobies sociales.
- Les garçons entretiennent en moyenne plus de liens sociaux. Ils ont eu davantage des problèmes de comportement pendant leur scolarité et éprouvent plus de difficultés à se lever le matin, se concentrer, rester assis. Ils rencontrent également des difficultés à formuler leurs besoins, ce qui peut participer à pénaliser leur orientation.
- Les publics les plus précaires font face à des freins pluriels (financiers, logement, mobilité). Ils ont également moins d'amis comparativement. Ils sont davantage sujets à un phénomène d'autodépréciation qui borne leur champ des possibles et les rend plus pessimistes quant à leur avenir.
- Les publics plus aisés au contraire sont plus scolaires mais font face à davantage de pression à l'école : 1 jeune fils et fille de cadre sur 2 parmi ceux interrogés témoigne de ce stress. Ils intègrent notamment la peur de leurs parents, si bien que se joue psychologiquement un enjeu très fort autour de l'orientation. Le rapport à la famille peut dans ce cadre engendrer de fortes crispations.
- On ne constate pas davantage d'ancrage territorial à la campagne qu'en ville.
- De tous les facteurs étudiés, le rapport à la famille est le facteur le plus décisif : les jeunes se sentant mal avec leurs parents ont nettement plus de difficultés avec leurs pairs et les autres adultes. Ils sont surexposés au harcèlement, entretiennent un rapport plus dur avec la Mission Locale, ont une santé mentale plus fragile et des difficultés à se projeter. Ils figurent ainsi parmi les publics les plus durs à accompagner.
- Parmi les jeunes ayant beaucoup d'amis, la moitié d'entre eux mobilisent au moment de la rupture de cursus des soutiens amicaux extrascolaires : une recherche d'homophilie qui contribue à des sociabilités en circuit fermé et à la construction d'une carrière déviante autour de la marge.

## **PARTIE 3 – Quelles solutions pour quels jeunes ? Que retenir de l’obligation de formation**

### **I – La mise en œuvre de l’obligation de formation a mis en lumière des phénomènes pré et post-rupture avec l’école**

#### 1.1 – Lien avec l’Éducation Nationale, confinement : les conditions de mise en œuvre et ce que cela nous apprend en termes de rupture avec l’école

La mise en œuvre de l’obligation de formation comme dispositif national a supposé un travail de mise en place particulièrement important, notamment via la (ré)activation des PSAD<sup>57</sup>. Ce fut l’occasion de consolider un lien de partenariat entre les Missions Locales, les acteurs accompagnants dits de second cercle (E2C, EPIDE, AFPA...) mais aussi avec l’Éducation Nationale via les CIO notamment. Ce partenariat s’articule plus ou moins bien selon les territoires, toutefois il est utile de préciser que les partenaires interrogés dans le cadre de l’étude témoignent plutôt d’un bon fonctionnement. Les retours d’expérience côté partenaires comme jeunes montrent également la pertinence et la plus-value de ce déploiement comme réponse plurielle et systématisée.

Malgré tout, il semble que survivent tout de même sur certains territoires des formes de travail en silo plutôt qu’en complémentarité. Certains partenaires évoquent des difficultés pour les Missions Locales à faire le lien avec les établissements scolaires en direction des jeunes :

*« On l’a constaté, ils se disent « mon dieu si la Mission Locale vient présenter ses accompagnements, ça peut être la débandade » »*

- *Parole d’un professionnel de Mission Locale*

D’autres professionnels notent également pour certains territoires une logique de « rétention » des élèves en risque de rupture : les établissements sont notés, cette note diminuant avec le volume d’élèves ayant quitté leur scolarité précocement. Dans une démarche de préservation de leur notation, certains établissements sont donc tacitement incités à « retenir » certains élèves.

*« Le problème c’est qu’il y a un effet de rétention de certains établissements qui est difficile à quantifier, car qui dit davantage de décrochage dit moins bonne notation de leur établissement. Donc, ils préfèrent mobiliser des canaux internes type MLDS. »*

- *Professionnel de Mission Locale*

*« Il y a rétention pourquoi ? Car il y a évaluation. L’évaluation produit un effet pervers. »*

- *Professionnel spécialiste de la question du décrochage et du raccrochage*

---

<sup>57</sup> Plateformes de Suivi et d’Appui aux Décrocheurs.

Les témoignages de jeunes vont également dans ce sens :

*« Même les profs disaient que j'allais repartir à zéro, mais ça me dérange pas. Je vais pas me forcer à faire un truc qui m'intéresse pas. Mes amis et profs voulaient me faire revenir sur ma décision. Ma directrice et ma prof principale ils voulaient que je reste pour faire des stages dans un autre milieu. »*

- *Parole de jeune sorti du cursus scolaire sans solution*

Pourtant, de manière assez paradoxale, 43% des jeunes interrogés via le questionnaire en ligne n'ont jamais eu affaire aux différents dispositifs internes de l'Éducation Nationale à l'école (CIO, psychologue scolaire, conseiller d'orientation, MLDS). Le phénomène de rétention semble donc davantage se décliner de manière informelle, du corps enseignant à l'élève et aux parents.

Il ne s'agit pas ici de formuler un plaidoyer contre l'Éducation Nationale, avec qui le partenariat est plutôt bien déployé dans beaucoup de territoires. Toutefois, ce phénomène constatable à l'échelle de certains établissements est tout à fait symptomatique de la définition du « décrochage » comme problème public, tel que présenté en introduction. Cette définition du décrocheur comme problème en soi encourage l'évaluation comme instrument de mesure et de sanction : les établissements sont de fait (pour éviter la sanction d'une mauvaise note préjudiciable) incités à minimiser les phénomènes de rupture avec l'école, qui deviennent donc un problème en soi. Un paradoxe se joue alors quand certains profils inadaptés au contexte scolaire (à ses normes comme institution, au mode d'apprentissage, aux relations sociales qui y sont développées...) se voient comme retenus et poursuivent une scolarité plus « subie » qu'adaptée. Ce contexte n'est pas sans favoriser plusieurs phénomènes caractéristiques des ruptures les plus profondes chez les jeunes sortis de cursus : mauvaise orientation, dépression, marginalisation.

Si l'obligation de formation structure un partenariat essentiel autour de réponses concrètes aux besoins des jeunes en rupture avec leur cursus, elle demeure tout de même une autre expression symptomatique de l'équation « décrochage = problème. » En ce sens, l'obligation de formation est un instrument de politique publique tel que défini par Halpern, Lascoumes et Le Galès<sup>58</sup> : *« Un instrument d'action publique constitue un dispositif à la fois technique et social qui organise des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires en fonction des représentations et des significations dont il est porteur. »*

On constate bel et bien ici que l'obligation de formation traduit la volonté des pouvoirs publics de répondre à la problématique du « décrochage scolaire » en soumettant les publics de 16 à 18 ans sortis de cursus sans solution à une obligation légale d'accompagnement. L'utilisation du terme « obligation » n'est pas neutre et répond au champ lexical de la contrainte face à un problème identifié. Une réponse tout de même paradoxale dans sa formulation quand on considère que les jeunes qui ont quitté leur cursus scolaire ont pour parti voulu rompre avec les obligations et les contraintes inhérentes à la condition d'élève. Les professionnels

---

<sup>58</sup> Charlotte Halpern, Pierre Lascoumes, Patrick Le Galès, *dictionnaire des politiques publiques*, 2019.

soulignent à ce titre les nombreuses difficultés qu'ils rencontrent pour expliquer aux élèves et aux familles que l'obligation de formation est dans les faits une obligation d'accompagnement avant tout. Les retours à ce propos sont assez unanimes :

*« « Obligation d'un diplôme, d'une formation ? » mais non pas du tout, mais ça les fait paniquer. »*

*« « Obligation de formation » ça fait peur, les jeunes repartent très très vite. Obligation d'accompagnement pour désacraliser, puis dentelle. Actions, entreprise, santé, mobilité. »*

*« Je dois vendre cette obligation, ils sortent d'un système qui ne leur a pas convenu, ils peuvent parfois être très violents. Ils comprennent pas ce que c'est le dispositif... ils détestent l'obligation. Donc oui je dois vendre le truc. »*

- Professionnels de Mission Locale, AFPA...

En plus de cette difficulté structurelle s'est jouée une problématique conjoncturelle, à savoir la crise sanitaire. Si les jeunes interrogés ont eu un rapport très différent au confinement, il se dégage tout de même des situations de difficultés exacerbées par ces conditions exceptionnelles :

*« J'étais en 4<sup>e</sup> pendant le confinement. C'était une période très difficile. Les cours en ligne je n'y allais jamais. Je voulais pas afficher mon contexte familial à l'écran. Je faisais pas non plus les devoirs écrits. »*

*« Je restais trop chez moi enfermé, là ça me manque de sortir. Y avait beaucoup de visios avec la tablette c'était pas évident. Y en a une pour tout le monde à la maison. L'ordinateur, il a pas de caméra, pas possible de faire de visio, il est trop vieux. »*

- Paroles de jeunes sortis de cursus scolaire sans solution

Ainsi la majeure partie des jeunes témoignant de fortes difficultés pendant le confinement sont ceux ayant déjà des parcours scolaires complexes et des freins périphériques plus ou moins importants (matériel informatique, mal-logement).

Ainsi, en majorité ceux qui ont quitté l'école à ce moment avaient en réalité de gros risques de rupture par ailleurs. Le confinement n'a finalement été qu'un accélérateur. Si les professionnels s'accordent pour dire que la crise sanitaire a amené une nouvelle vague de jeunes en rupture, plusieurs d'entre eux soulignent que la majorité de ces profils sont des jeunes qui auraient de fait rompu avec l'école un jour ou l'autre.

## 1.2 – Les solutions de raccrochage les plus adaptées sont les plus souples et progressives

Comme vu tout au long de l'étude, les jeunes sortis de cursus scolaire sans solution sont en majorité en rupture : qu'elle soit amicale, familiale, ou souvent une rupture institutionnelle (codes scolaires, rapport aux adultes etc...).

Cette rupture aboutissant fréquemment à un phénomène de déviance comme présenté plus au-dessus, le jeune se voit contraint de formuler mentalement une image de lui-même qui soit tenable socialement : pour les uns, il s'agit de défendre le fait d'avoir quitté l'école parce l'école était injuste et ne comprenait pas leurs besoins, pour d'autres le fait de ne pas avoir eu de chance, d'erreurs de parcours... Prenons pour exemple cette dernière catégorie de jeunes pour illustrer cette thèse. Pour ces derniers, nombre d'entre eux souhaitent se distinguer des autres jeunes en accompagnement :

*« Les jeunes qui sont là-bas c'est des gens à problèmes, des situations pas top mentalement. Les ateliers méditation et tout contre le stress j'ai pas besoin de ça, tout ça je sais faire car j'ai pris en maturité, j'ai pris de l'avance sur ces jeunes. »*

- Parole de jeune sorti de cursus sans solution

Les professionnels remarquent le même phénomène, qui est ressorti particulièrement en entretien. La chercheuse Valérie Melin le note également dans son étude des micro-lycées. Un jeune lui explique : *« je parle jamais du micro lycée, je ne veux pas qu'on me prenne pour un cassos ou un boloss<sup>59</sup>. »* Le jeune cherche à se distinguer des autres jeunes « à problèmes », ne veut pas être mis dans le même panier. Cela répond à un désir social d'éviter les stigmates associés à l'image que l'on peut avoir du décrocheur délinquant, oisif : dire « moi je ne suis pas comme eux », c'est aussi un moyen de dire « je ne veux pas que l'on me voie comme cela. » C'est aussi un marqueur social, dans le sens où les décrochages les plus longs et les ruptures les plus fortes avec l'institution sont souvent associés aux catégories socio-professionnelles plus précaires. Il s'agit donc pour les jeunes en rupture qui sont les plus scolaires de se distinguer de ces derniers.

Ce besoin est encore une fois issu du mythe<sup>60</sup> du décrocheur oisif et précaire, duquel le jeune décrocheur plus scolaire et bourgeois cherche à se démarquer, comme s'il s'agissait de distinguer le mauvais décrocheur du bon. Cela n'est pas sans rappeler les écrits de Myriam Tsikounas<sup>61</sup> qui reprennent les travaux de Gusfield<sup>62</sup>. Ce dernier évoque la construction de l'alcool au volant comme problème public, et la stigmatisation des consommateurs précaires. Tsikounas le formule ainsi :

*« On peut parler de « mauvais buveurs. » Ces derniers, dont le statut socioprofessionnel est généralement très bas, cristallisent sur leur personne tous les défauts selon la société américaine : caractère compulsif, absence de contrôle de soi, refus de la frontière entre travail et loisir, immoralité, égoïsme et incivisme. Ces délinquants routiers sont des boucs émissaires idéaux, car ils sont faibles et isolés. Et comme, contrairement à d'autres déviants, ils ne se regroupent pas en associations, personne ne cherche à les défendre ou à les venger. »*

---

<sup>59</sup> Melin V, *L'expérience du raccrochage scolaire : apprendre à dire et à faire entendre l'événement du décrochage pour le penser, le dépasser et en faire son histoire*, 2020.

<sup>60</sup> Au sens barthésien, un mythe comme réalisation de croyances sociales, voir *Mythologies*, 1957.

<sup>61</sup> Myriam Tsikounas, *Joseph Gusfield, La Culture des problèmes publics...*, 2011.

<sup>62</sup> Joseph Gusfield, *La Culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, 1981.

Ici se forge le même rapport presque schizophrénique à soi-même, souvent source d'angoisse. Il s'agit donc de reconstruire un rapport apaisé à soi afin de travailler à une reconstruction sereine. En effet cette (re)construction passe nécessairement par l'ouverture à autrui, l'acceptation de soi. Cette (re)construction est naturelle pour les ruptures les moins profondes (tardives, et brèves). Elle est plus délicate pour les autres, mais suppose à chaque fois le développement d'une relation de confiance et d'écoute. Si ce postulat semble « enfoncer des portes ouvertes », il semble toutefois utile voire indispensable de rappeler l'importance de cette dimension qui apparaît comme centrale chez les professionnels et les jeunes. Rappelons ici que 40% des jeunes témoignent qu'ils auraient eu besoin de quelqu'un qui leur donne confiance en eux pendant leur parcours, soit le second manque le plus cité après la découverte de métiers.

*« La manière dont on parle c'est très différent d'avec un prof de lycée, tu peux leur parler de tout. Elles se mettent à ta place, elles ne sont pas strictes, y a de la confiance aussi. »*

- *Parole d'un jeune sorti de cursus scolaire sans solution*

Les jeunes évoquent aussi parfois une figure d'exception à l'école : celle du « tous sauf lui ». Un professeur qui écoutait, qui comprenait et qui aidait en conséquence. Les jeunes retrouvent ces 3 dimensions tant chez cette figure que chez leur accompagnant, traduisant de ce point de vue la bonne réussite de leur accompagnement. L'installation progressive d'un climat de confiance et de confiance entre accompagnant et accompagné permet de faciliter l'ouverture du jeune et sa capacité à s'investir davantage, en valorisant le travail fait par exemple.

De cette relation de confiance qui constitue la première étape de l'accompagnement découlent par la suite de nombreux échanges entre le jeune et l'accompagnant. Le point commun de ces parcours est leur caractère très progressif : après une rupture de cursus scolaire sans solution, chaque jeune n'est pas en mesure de s'investir dans une solution de rattachement au même rythme. Les jeunes en rupture de longue date, souvent issus de milieux plus précaires, nécessitent un accompagnement particulièrement progressif et aménagé : des rendez-vous beaucoup plus ponctuels, une moindre notion d'engagement ou sur du très court terme. Les raisons peuvent être plurielles :

- La perte de motivation, la perte d'habitude de se lever le matin, et l'incapacité à retrouver un rythme.
- La perte de confiance envers les adultes, les institutions, et l'association « insertion professionnelle = contrainte = école »
- La projection plus aisée des jeunes sur des temporalités réduites (de l'ordre du lendemain, de la semaine...)

Parmi ceux qui ont accepté, une part non négligeable a témoigné ne pas avoir aimé au début (service civique par exemple), avant de réaliser au bout de quelques jours que l'offre était adaptée. Aussi les solutions proposées doivent s'ancrer dans un format éloigné de notions d'engagement, au moins de manière transitoire.

C'est aussi l'occasion de travailler les freins périphériques, dans ce qui s'assimile pour beaucoup de parcours à un « *quasi travail social* » pour reprendre les termes d'un professionnel accompagnant. Comme nous avons pu le voir, il peut s'agir de questions de santé, de stabilité familiale, de logement, d'argent, de mobilité... Ces premières étapes sont autant de « pré-travail » qui occupent une place grandissante dans l'accompagnement des jeunes. À ce propos, un professionnel nous rapportait : « *On est amené de plus en plus à faire du travail en amont des solutions. C'est presque du travail social.* »

Ce « presque travail social » est d'autant plus fondamental que le processus de raccrochage va être amené à questionner des repères du jeune qui peuvent se révéler être aussi des barrières : un contexte familial, un ancrage territorial... Comme vu précédemment, ce sont souvent des points d'ancrage sur lequel un jeune sera amené à se reposer en l'absence du repère de l'école, et des modes de sociabilité associés. Aussi la posture du jeune par rapport à lui-même et vis-à-vis de l'accompagnant change pendant son accompagnement. En particulier, de nombreux jeunes se « réveillent » en cours de route :

*« Les jeunes se motivent souvent à la fin du parcours (peur de l'inconnu). Pendant le milieu, ils se laissent porter... »*

- *Professionnel expert des problématiques décrochage et de raccrochage*

Dans cette perspective, des dispositifs tels que le PACEA intègrent cette notion de rythme progressif avec une plus faible notion d'engagement. De ce point de vue, l'obligation de formation est une bonne occasion de constater l'efficacité de cette approche.

Le caractère progressif du parcours est donc l'occasion de travailler les compétences psychosociales du jeune : par une responsabilisation très progressive il s'agit de travailler la concentration, la rigueur... autant de paramètres cruciaux pour l'insertion professionnelle. Il s'agit également dans cette perspective de (re)travailler à la socialisation du jeune par l'action collective via des moyens détournés pour les plus réservés : des ateliers ludiques, des activités sportives... Les activités sportives sont d'ailleurs reconnues comme un levier particulièrement utile dans le cadre de parcours dits de raccrochage dans l'évaluation à un an de l'obligation de formation<sup>63</sup>. L'évaluation cite d'autres leviers de socialisation dont :

*« Assurer des permanences au sein des lieux de socialisation des jeunes (mairies, réseau Info Jeunes, centres sociaux, associations de quartiers, associations sportives, associations de protection de l'enfance, centres d'hébergement d'urgence, etc.) pour expliquer l'obligation de formation et l'accompagnement proposé par les partenaires (E2C, EPIDE, associations, etc.) et les faire connaître aux jeunes et aux professionnels intervenant auprès d'eux<sup>64</sup>. »*

L'importance de « faire connaître », de « donner à voir » est elle aussi essentielle au parcours. Philippe Meirieu<sup>65</sup> à travers son regard sur les limites du système scolaire pose déjà des pistes : il souligne l'absence de la notion de « découverte » comme recherche d'un intérêt pour l'élève. Les « découvertes » que peuvent faire les élèves sont conditionnées à un rapport très

<sup>63</sup> Conseil d'orientation des politiques de jeunesse, *Évaluation de l'obligation de formation*, 2021.

<sup>64</sup> Ibid.

<sup>65</sup> Philippe MEIRIEU *prévenir le décrochage, raccrocher les décrocheurs*, 2015.

productiviste de l'acquisition du savoir : on ne découvre pas par intérêt ni par curiosité mais par soucis de la norme scolaire. Aussi, Meirieu met l'accent sur l'importance de la découverte, des expérimentations sans engagement, autant en contexte scolaire qu'en contexte de raccrochage. Dans ce dernier contexte, ces éléments revêtent une importance d'autant plus cruciale que le jeune n'aura eu qu'une expérience scolaro-centrée de la découverte (de disciplines, de métiers, de connaissances), c'est-à-dire fondée sur un engagement, des attentes en termes de notation et un cadre rigide. Casser ces 3 dimensions représente un levier fondamental en termes de raccrochage. Ce levier est d'ailleurs constaté par les professionnels :

*« L'école peut être culpabilisante, nous pas du tout. Ils ont pas de honte, ils ont pas peur de passer de lubies en lubies, tout ça c'est dédramatisé. Le droit à tester, à se tromper c'est ça qui est fondamental. »*

- Professionnel d'ARML

Enfin, les partenaires soulignent de manière unanime leur impuissance face à certaines situations trop complexes sur le plan psychologique : le manque d'interlocuteurs, d'outils et la saturation des CMP rendent particulièrement difficile l'accompagnement de certains jeunes dont les freins sont de l'ordre de la santé mentale, notamment au lendemain de la crise sanitaire. Rappelons à ce titre que 7% des jeunes scolarisés de 11 à 19 ans déclarent avoir fait une tentative de suicide et que ce taux est multiplié par deux chez les jeunes qui ont quitté précocement le système scolaire<sup>66</sup>.

*« Les freins psy sont les plus durs à lever : plus largement, on a de vrais enjeux de santé mentale, avec de fortes incapacités à se projeter. »*

- Professionnel de Mission Locale

## **II – Une proposition de typologie des jeunes sortis de cursus scolaire sans solution, et des leviers de raccrochage**

### 2.1 – Les solutions de l'obligation de formation polarisent de fait certains profils

Avant de formaliser des profils de jeunes sortis de cursus scolaire sans solution, intéressons-nous au rapport de ces jeunes aux propositions d'accompagnement déployées dans le cadre de l'obligation de formation.

L'analyse « à plat » des notes attribuées à chaque type de solution nous permet de dresser plusieurs constats :

- Premièrement : la moyenne générale attribuée par les jeunes de l'obligation à leur accompagnement est de 8/10 pour les jeunes ayant accepté une solution proposée par la Mission Locale. Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer cette moyenne mais il convient ici de la rappeler pour souligner la pertinence du dispositif.

---

<sup>66</sup> Marie Choquet, *La santé des adolescents*, 2001.

- Secondement : les moyennes individuelles données aux différents dispositifs tels que sériés sur le questionnaire en ligne sont particulièrement homogènes, comprises entre 7,9/10 et 8,6/10<sup>67</sup>.

On peut donc faire le constat que les jeunes interrogés sont bien accompagnés et orientés en fonction de leurs besoins, ce qui est également attesté par les retours particulièrement positifs de ces derniers en entretien, toutes solutions confondues.

Intéressons-nous alors aux profils des jeunes qui ont suivi ces différents parcours. Puisque les jeunes correspondant témoignent d'une satisfaction dans des mesures égales, s'intéresser aux caractéristiques des jeunes selon les parcours nous donnera d'ores et déjà des indices quant aux parcours adaptés selon les besoins. Ainsi sont synthétisées les caractéristiques des profils congruents correspondant aux différents parcours tels que typologisés au sein du questionnaire en ligne à savoir :

- Promo 16-18
- Alternance / apprentissage
- Formation / prépa-apprentissage
- PACEA

Avaient été listées d'autres solutions dont les publics ne seront pas détaillés ici : le CEJ et le service civique réunissent des publics trop hétérogènes pour ce type de lecture. De plus, trop peu de jeunes ont témoigné avoir repris leurs études pour en produire une analyse.

Il est utile de noter ici que ces modalités d'accompagnement ne sont pas exclusives : à un jeune peuvent correspondre plusieurs solutions ci-dessus. Il est également à noter que les observations notées ci-dessous font état de récurrences statistiques correspondant à ces différentes solutions comparativement à d'autres : par exemple si les jeunes des Promo 16-18 sont comparativement plus précaires que pour certaines autres solutions, cela ne signifie pas qu'ils soient précaires en majorité. Cela signifie que la part de publics précaires ayant intégré cette solution est plus élevée en moyenne que pour les autres solutions. Cela donne tout de même à voir la manière avec laquelle certains profils de jeunes sont polarisés autour de certaines solutions. Les ponts à faire avec notre précédente analyse sont dès lors nombreux.

#### *A/ Promo 16-18*

Les jeunes ayant intégré les Promo 16-18 de l'AFPA sont davantage que les autres des jeunes aux ressources plutôt modestes. Ils manifestent un rapport plus difficile avec l'école, notamment à travers des résultats jugés mauvais et des problèmes de comportement. Il y a de fait chez ces profils davantage de rupture avec les codes de l'école : travailler chez soi, faire ses devoirs, se lever tôt. Ils manifestent des relations amicales plutôt nombreuses, et la part de jeunes se rendant à la Mission Locale pour apprendre un métier est comparativement plutôt élevée. De même, ils témoignent comparativement d'un bon état psychologique.

---

<sup>67</sup> Promo 16-18, alternance, CEJ, reprise d'étude, PACEA, formation / prépa apprentissage, service civique.

On peut donc observer chez le public de cette solution des similitudes avec certains profils tels qu'étudiés plus tôt : le rapport conflictuel à l'école rappelle les ruptures de jeunes garçons, et les relations amicales plus développées vont également dans ce sens. Les moindres difficultés en termes de sociabilité, de projection et de santé mentale laissent aussi à penser que ces jeunes rencontrent moins de problèmes personnels profonds (familiaux notamment). Les ressources comparativement moins élevées de ces publics mettent tout de même en jeu une exposition aux problèmes financiers, de logement.

### *B/ Alternance / apprentissage*

Les jeunes ayant accepté une alternance ou un apprentissage sont au contraire comparativement plus aisés, et comptent davantage de fils et filles de cadres que les autres solutions. On retrouve de fait les caractéristiques des ruptures au sein de familles plus aisées : la rupture du cursus scolaire est comparativement plus tardive avec une part plus élevée de jeunes ayant obtenu au moins le brevet. Ils témoignent également davantage avoir été concentrés à l'école, mais également avoir été stressés, en lien avec des fragilités amicales induisant une santé mentale plus fragile. Ils sont également plus à l'aise avec un ordinateur, comparativement aux jeunes d'autres solutions. Les caractéristiques de ces profils rappellent davantage celles des ruptures de jeunes filles.

On constate chez ces jeunes une meilleure maîtrise des codes scolaires, ce qui facilite en effet l'obtention d'une alternance, d'un apprentissage. Comparativement, la meilleure maîtrise de l'informatique facilite aussi ce type de parcours de fait. Ces profils font plus souvent état d'une rupture de courte durée (moins d'un an). Le parcours de rattrapage est donc souvent plus aisé et rapide. Il s'agit toutefois pour ces derniers de garder une vigilance forte quant à leur santé mentale plus fragile que d'autres. En effet l'alternance et l'apprentissage ne sont pas toujours une solution aisée en termes d'exigence quotidienne, de stress et de charge de travail<sup>68</sup>.

### *C/ Formation / Prépa apprentissage*

Les publics correspondant à cette solution rappellent partiellement ceux de l'alternance et de l'apprentissage dans la mesure où une majorité d'entre eux attestent avoir eu de bons résultats dans leur scolarité, et avoir été concentrés et sérieux. Ils témoignent toutefois davantage de problèmes d'ordre personnel. Un lien peut être à faire ici avec des rapports conflictuels au niveau familial qui a pénalisé le parcours scolaire ainsi que les sociabilités. La thématique de la confiance en soi est comparativement plus prégnante chez ces jeunes que chez les autres : ils sont plus nombreux à avoir refusé une offre de solution car cette dernière allait trop vite, et qu'ils n'avaient pas encore confiance en leur accompagnant.

Cette solution est un tremplin vers l'emploi ou l'apprentissage. Contrairement aux publics entrant directement en alternance ou en apprentissage, ils manifestent davantage de difficultés dans leur rapport à eux-mêmes : elles peuvent être causées par des rapports conflictuels avec la famille ou avec les autres jeunes. On peut souligner de fait une exposition

---

<sup>68</sup> Trajectoires-Reflex, AFEV, *Accompagner l'insertion professionnelle des jeunes via l'apprentissage*, 2022.

plus forte aux phobies sociales et scolaires. Ce parcours capacitant répond donc à un besoin de (re)construction de l'estime de soi.

#### *D/ PACEA*

Le PACEA est, pour reprendre l'expression de professionnels, une véritable « boîte à outils » : il peut être dégainé pour mettre en place des parcours progressifs, avec aide financière ou non, ateliers, stages, etc. Aussi ils peuvent correspondre à des profils variés. Toutefois le PACEA débouche souvent sur autre chose : Promo 16-18, CEJ, voire une solution type prépa apprentissage, alternance. Il n'est pas une fin en soi. À ce titre, on retrouve parmi les répondants ayant accepté un PACEA une part plus importante de publics fragiles qui n'ont pas encore accepté ces autres solutions plus engageantes. Ainsi en effet, le public du PACEA est comparativement le plus précaire et le plus éloigné de l'institution scolaire : de fait il cumule davantage de difficultés en termes de logement et de transports en commun notamment. Ces jeunes ont moins souvent un diplôme que d'autres, et sont ainsi en situation de rupture plus précoce. Ils témoignent davantage de mauvais résultats, avouent davantage avoir été dissipés à l'école et rapportent des problèmes de comportement. En termes de sociabilité, ils évoquent plus que d'autres des liens amicaux avec d'autres jeunes en situation de rupture. Comparativement, ils ont une propension plus forte à refuser certains accompagnements, en particulier la Promo 16-18 et le CEJ car trop engageants.

Ce public plus fragile socio-économiquement manifeste de fortes difficultés sur le plan comportemental. Ces jeunes tendent à entretenir des relations plutôt fermées avec d'autres décrocheurs et sont ainsi plus aisément pris dans une logique de marge. À ce titre, le PACEA est une solution logique en cela qu'elle apporte une réponse financière et permet un parcours particulièrement progressif pour faire comprendre au jeune l'intérêt de son investissement. Les freins de ce type de profil sont toutefois plus nombreux, peuvent être associés à des problématiques d'isolement rural du fait de problèmes de mobilité plus fréquents. Aussi l'accompagnement de ces profils est comparativement plutôt complexe et long.

Évidemment, ces constats font état de congruences statistiques. La réalité est moins tranchée, mais ces récurrences entrent toutefois en résonance avec les entretiens réalisés. Il convient dès lors sur cette base de formuler une proposition de typologies de jeunes décrocheurs, de besoins, et de leviers.

#### 2.2 – Différents types de leviers pour différents types de jeunes et de besoins

La proposition de typologie suivante est une formulation idéal-typique des constats relevés au cours de l'étude. Il ne s'agit donc pas de systématiser chaque profil de jeunes, mais de créer une grille de lecture basée sur de grandes catégories permettant de poser un regard plus détaillé sur les parcours individuels et les besoins selon le type de jeunes.

Pour se plier à cet exercice, les variables en jeu sont volontairement limitées : elles correspondent aux facteurs influençant le plus les parcours de rupture de cursus et d'accompagnement tels qu'envisagés au cours de l'étude.

Il convient également de distinguer cette typologie des essais de typologies de décrochages scolaires (qui citent le décrochage discret, désengagé...) qui interrogent avant tout un rapport à l'école. Ce qui est présenté ci-dessous n'est pas tant une typologie rendant compte de différentes ruptures possibles avec l'école, mais avant tout de différents parcours de jeunes qui se retrouvent en rupture, et donc de différentes formes de leviers pour les faire accéder à des solutions.

Si en effet cette catégorisation retrace différentes formes de rupture avec le cursus scolaire, ce n'est donc pas dans ces formes que réside la finalité de la typologie présentée.

### **Proposition d'une typologie de jeunes sortis de cursus scolaire sans solution**

		Ressources socio-économiques fragiles	Ressources socio-économiques moins fragiles
Filles	Filles avec difficulté sociale	Jeune phobique scolaire	Jeune en situation de stress social
	Filles sans difficulté sociale	Jeune en rupture périphérique	Jeune sous pression
Garçons	Garçons avec difficulté sociale	Jeune replié sur eux-mêmes	Jeune introverti
	Garçons sans difficulté sociale	Jeune en rupture institutionnelle	Jeune intériorisant

Il a été choisi ici de sérier cette typologie au regard de 3 facteurs qui se sont avérés les plus structurants : le genre, les difficultés sociales et les ressources socio-économiques. Cette grille est nourrie par l'ensemble de l'étude réalisée, et renforcée par les paroles complémentaires de professionnels et de jeunes.

Pour simplifier la lecture, le choix a été fait de ne pas intégrer dans cette grille la division campagne – ville. Toutefois, au regard des constats établis plus haut, la ruralité doit être comprise comme un facteur potentiellement aggravant des difficultés qui sont présentées.

Évidemment, comme toute typologie, certains profils ne rentrent pas dans le cadre de ces récurrences : on peut tout à fait retrouver par exemple des garçons en situation de phobie scolaire. Cette typologie fait état de récurrence de profils et permet de formuler des propositions en conséquence : il est donc possible de s'appuyer sur cette grille pour étudier des besoins et des leviers même si le profil (genre, ressources, difficultés sociales) ne correspond pas forcément.

Au regard du reste de l'étude, rentrons donc dans le détail de ces catégories :

## *A/ Les jeunes phobiques scolaires*

Réccurrence de profil : Ces profils de jeunes sont plus fréquemment des jeunes filles issues de familles socio-économiquement moins aisées, et présentent de fortes difficultés sociales.

Caractéristiques : Ces jeunes n'ont pas nécessairement de problèmes en termes de résultats scolaires ni même de comportement. Ils sont en revanche particulièrement exposés au harcèlement scolaire et ont peu de relations amicales. Ils entretiennent plus que les autres profils des relations difficiles avec leurs parents. De fait, ils se démarquent par un isolement important, des problématiques fortes de confiance en soi et en autrui qui se manifestent notamment par un stress important, et des enjeux forts de santé mentale

Type de solutions à envisager : ces parcours de rupture se caractérisent par une rupture du cursus plutôt précoce cumulée avec des problématiques financières plutôt fréquentes. Aussi l'accompagnement de ces publics est nécessairement plus long que d'autres compte-tenu de la pluralité des problématiques en jeu : psychologiques, familiales, souvent financières (qui convoquent aussi le registre du mal logement...). Ici le caractère progressif de l'accompagnement est essentiel. Il doit se faire dans un contexte bienveillant en prenant soin de laisser la parole libre du jeune s'exprimer sans le poids des parents.

Le PACEA est un premier pas étant donné la pluralité des leviers qu'il peut actionner. En premier lieu, une aide psychologique semble centrale pour aider le jeune à ouvrir son champ des possibles. Les ateliers de confiance en soi sont également une porte d'entrée intéressante. Puisque l'ouverture et les ressources socio-économiques de ces profils sont souvent limitées, il s'agit dans un second temps de travailler des compétences fondamentales : ordinateur, transports en commun. L'intégration dans une Promo 16-18 peut poser problème du fait de sa dimension très collective. Dans un premier temps, une prépa-apprentissage ou une formation peut représenter un tremplin intéressant pour les jeunes qui ont réussi à identifier des envies professionnelles.

## *B/ Les jeunes en situation de stress social*

Récurrence de profil : Ces profils de jeunes sont plus fréquemment des jeunes filles qui souffrent de problèmes relationnels. Contrairement aux jeunes phobiques scolaires, ces profils sont plus fréquemment issus de familles socio-économiquement moins fragiles.

Caractéristiques : ces jeunes se caractérisent par un rapport de stress à l'école, sans pour autant développer de phobie. Les difficultés sociales sont moins profondes mais génèrent tout de même de fortes difficultés dans la projection vers l'avenir qui est de fait source d'appréhension. Le comportement et les résultats scolaires sont souvent assez satisfaisants, mais une mauvaise orientation cumulée à des faibles liens d'amitié pèsent trop dans la balance pour rester à l'école, y trouver du sens, de l'intérêt. La place des parents est ici souvent problématique et culpabilisante. Elle nourrit aussi (souvent involontairement) un certain malaise. Les conditions socio-économiques que l'on retrouve souvent chez ces profils étant plus aisées, ils sont moins exposés au cumul de freins périphériques. Ils peuvent toutefois être exposés à des situations de harcèlement, n'aboutissant pas nécessairement au développement d'une phobie scolaire ou sociale.

Type de solutions à envisager : Contrairement aux phobiques scolaires, ces profils mettent en jeu des situations de rupture sociale moins profondes. Si les liens sociaux sont peu nombreux et objets de stress, le travail de ces thématiques est plus aisé. La rupture de cursus est d'ailleurs souvent plus tardive.

Si ici aussi les ateliers de confiance en soi et l'accompagnement psychologique peuvent être envisagés, leur usage doit plutôt se faire au cas par cas. Selon le degré de rupture, peut être proposé plus facilement une prépa-apprentissage, une formation, comme tremplin progressif vers l'alternance ou l'apprentissage. Cette étape intermédiaire semble importante de sorte à familiariser progressivement le jeune à un environnement professionnel, donc social.

### *C / Jeunes en rupture périphérique*

Récurrence de profil : on retrouve dans cette catégorie davantage de jeunes filles, aux conditions socio-économiques plutôt fragiles, sans nécessairement de difficultés sur le plan social.

Caractéristiques : sans pour autant présenter de résultats excellents, la forme scolaire ne pose pas tant de problème en soi pour ces profils, excepté chez certains en termes de comportement : en effet on peut trouver chez ce type de profils des jeunes dissipés, peu studieux. Ce sont des jeunes plutôt bien entourés, sociables et moins exposés à la souffrance psychologique. Leur scolarité a toutefois été marquée par des conditions socio-économiques défavorables qui induisent des freins périphériques pluriels : ils peuvent se jouer au niveau financier, du logement, du matériel informatique, de la capacité des parents à aider dans le travail personnel... ils peuvent également être de l'ordre du problème de santé par exemple. Ces profils peuvent aussi correspondre à un contexte rural qui borne le champ des possibles. Ces contraintes périphériques peuvent peser sur les parcours scolaires, contraindre l'orientation et aboutir à une perte de sens de la scolarité. Ces jeunes semblent également se caractériser par une durée de rupture moins longue.

Type de solutions à envisager : Le travail doit ici d'abord se focaliser sur les freins périphériques du jeune qui peuvent être nombreux. Le PACEA peut-être une solution pertinente dans un premier temps et déboucher sur une Promo 16-18, en particulier pour les jeunes qui présentent des difficultés avec les codes scolaires, en termes de comportement, d'assiduité...

Pour les jeunes ayant moins de difficultés en termes de comportement et de codes du monde professionnel, un CEJ peut représenter une réponse d'autant plus concrète et adaptée. Ces jeunes étant moins en rupture avec l'institution scolaire, l'accompagnement peut se permettre d'être plus rapide dans son évolution et son rythme. Les profils que l'on retrouve dans cette catégorie ont plutôt une bonne capacité à se projeter, il s'agit donc de limiter au maximum le poids de freins extérieurs pour permettre à terme la construction d'un projet correspondant aux besoins et la formulation de solutions.

#### *D/ Jeunes sous pression*

Réurrence de profil : on observe davantage de filles de catégories socio-professionnelles plutôt moyennes ou aisées, avec peu de difficultés sociales.

Caractéristiques : il s'agit d'un profil peu récurrent dans la mesure où l'on retrouve peu de filles sans fragilités socio-économiques ni de problèmes relationnels parmi les jeunes en rupture avec un cursus scolaire. Ces profils entretiennent plutôt de bonnes relations amicales, au contraire. On peut toutefois observer chez certains jeunes des situations fortes de stress à l'école, parfois en lien avec des résultats plus faibles, du fait d'une grande pression (personnelle ou familiale). Ces profils ont davantage tendance à décrocher tardivement après avoir réalisé qu'un choix d'orientation ne répondait pas à leurs envies (par exemple en lycée général...). Aussi, étant donné leur situation familiale et leur parcours de vie, leur champ des possibles est mentalement restreint avec une auto-censure relative aux filières professionnelles et technologiques. Cela peut dès lors induire une rupture plutôt discrète du fait d'une absence de sens des études, et de situations d'anxiété.

Type de solutions à envisager : ces profils ont un horizon restreint du fait de leur parcours de vie et de leur contexte familial. On retrouve toutefois davantage de jeunes à l'aise avec les codes scolaires (assiduité, comportement...). Après avoir travaillé ses besoins avec le jeune, il s'agit de casser le sentiment de fatalité ressenti en proposant assez rapidement des expériences professionnelles assez concrètes et multiples : via des visites d'entreprises, mini-stages etc... L'objectif est ici de dédramatiser l'orientation et de dédramatiser l'essai et l'erreur pour limiter la pression sur les épaules du jeune. La multiplication d'expériences semble bénéfique dans la mesure où on retrouve dans cette catégorie de publics des jeunes plutôt adaptés au monde professionnel, sociables, et en capacité de se projeter.

Ceci fait, il est possible d'orienter vers un service civique, une alternance ou un apprentissage à condition que les freins périphériques potentiels soient réglés (numérique, transports etc...). Un micro-lycée ou une reprise d'études peuvent également être envisagés selon les besoins et envies qui émergent. Ces profils de jeunes ont toutefois davantage tendance que les autres à se rendre à la Mission Locale à reculons : elle est symptôme d'un échec et fait coexister le jeune avec des pairs en rupture plus profonde. Il s'agit donc également de dédramatiser cet aspect-là du rapport du jeune à l'accompagnement, mais surtout à soi.

### *E/ Jeunes repliés sur eux-mêmes*

Réurrence de profil : ces profils sont davantage associés à des garçons socio-économiquement précaires avec de fortes difficultés sociales.

Caractéristiques : les jeunes correspondant à ce profil sont particulièrement fragiles car leur rupture est profonde. Elle est souvent précoce et peut résulter à la fois de mauvais résultats, de problèmes relationnels et de problèmes de comportement. Ces mauvais résultats et les problèmes de comportement associés aux jeunes correspondant à ce profil les distinguent d'ailleurs des phobiques scolaires, par une posture de défiance. Pour ces jeunes, le cumul de problématiques est particulièrement préoccupant d'autant plus que leurs ressources financières sont peu élevées, et que le cadre familial est souvent difficile également. Ils présentent plus que les autres des problématiques personnelles. Ces jeunes sont caractérisés par un fort repli sur soi et un rejet institutionnel important. Ces jeunes ont peu d'amis, des difficultés à se projeter notamment pour ceux qui habitent à la campagne. Ils peuvent pour certains avoir également développé des phobies en lien avec la sociabilisation ou les transports en commun du fait de leur isolement. La maison est à ce titre souvent le référentiel de proximité dans lequel ils se réfugient. Les difficultés de mal logement et de rapport avec la famille peuvent encourager ces jeunes à quitter leur domicile : pour aller habiter chez un ami, un copain ou une copine, à droite à gauche... Ces jeunes sont plus exposés aux risques d'addictions aux jeux-vidéo, faute d'autre référentiel de confiance.

Type de solutions à envisager : tout comme les jeunes phobiques scolaires, ce profil de jeunes est particulièrement difficile à accompagner dans la mesure où ils cumulent plusieurs ruptures : scolaire, institutionnelle, sociale, souvent familiale voire amicale. On retrouve des jeunes dont le degré d'ouverture est donc particulièrement faible et qui n'ont pas confiance en les adultes. Aussi, le « pré-travail » tel qu'évoqué par les professionnels peut être long et s'envisager avec un PACEA qui débloque une aide financière et travaille sur certains freins. Un soutien psychologique n'est également pas à exclure selon les cas. Le CEJ ne semble pas être une bonne idée car trop engageant. Puisque ces ruptures sont comparativement plus précoces et longues, il s'agit d'intégrer que ces jeunes n'ont plus l'habitude de se lever, d'être concentrés, d'être à l'heure etc... Pour ne pas perdre le jeune, il s'agit donc d'aller à son rythme selon ses besoins, et de manière extrêmement progressive. Peut être proposé aussi un soutien dans l'accès aux transports, au numérique. Ces parcours peuvent aboutir à une Promo 16-18 lorsque le jeune s'est assez ouvert, socialement parlant. Pour travailler l'ouverture, le lien avec l'accompagnant reste fondamental, dans la mesure où les ateliers de confiance en soi, et les activités collectives (sorties, sport) peuvent être l'objet de lassitude et de désintérêt pour ce jeune. Ces activités, si elles ont leur sens, doivent donc arriver a posteriori d'une construction d'un lien de confiance avec l'accompagnant, pour que le jeune trouve du sens dans ce qui lui est proposé. Il s'agit en premier lieu donc de s'appuyer sur le réflexe du « tous sauf lui ».

*F/ Jeunes introvertis*

Récurrence de profil : on retrouve pour ce profil davantage de jeunes garçons, aux ressources socio-économiques plus aisées, mais qui souffrent de problèmes relationnels.

Caractéristiques : parmi ces profils on trouve des jeunes dont les résultats scolaires sont moyens voire bons. Ils présentent toutefois des difficultés dans le lien avec autrui et l'ouverture en général. Les jeunes correspondant à ce profil peuvent être exposés au harcèlement, ils développent peu d'attaches et de liens d'amitié et se distinguent par des comportements de discrétion et de réserve.

Contrairement aux jeunes en stress social dont le malaise se manifeste sous forme de pression qui peut être extériorisée, les jeunes de ce profil se caractérisent par des difficultés à formuler leurs besoins et leurs soucis. Ils sont donc particulièrement sujets à une orientation par défaut, faute de savoir quoi faire, faute de filières à proximité pour les habitants de campagne, etc... De mauvaises relations avec les parents peuvent aussi alimenter ce champ des possibles réduit chez certains jeunes de cette catégorie, et la propension de ces derniers à intérioriser leurs difficultés. Ils sont donc amenés à se désengager de l'école de manière progressive, ce qui peut brusquement perturber les résultats scolaires et provoquer des réactions de panique et/ou de colère chez les parents. Ces réactions peuvent dégrader la santé mentale des jeunes de ce profil.

Solutions à envisager : les jeunes de cette catégorie présentent comparativement moins de freins périphériques, quittent l'école plus tard. Aussi le travail à déployer dans l'accompagnement répond à une rupture moins profonde. Le principal besoin des jeunes correspondant à ce profil est la formulation de leurs besoins. Cet exercice est particulièrement peu naturel pour ces derniers et peut supposer l'intervention d'un soutien psychologique, notamment pour celles et ceux présentant les situations familiales les plus compliquées. L'instauration d'un accompagnement de confiance et d'un lien fort entre accompagnant et accompagné paraît particulièrement essentielle pour les jeunes correspondant à ce profil. Sur le plan relationnel, des solutions très progressives peuvent être déployées telles que des activités collectives à petit volume. Il s'agit ensuite d'accompagner la capacité à se projeter et l'ouverture en testant plusieurs orientations possibles, à la manière des *jeunes sous pression*. Enfin, l'aboutissement pourra être une alternance, un apprentissage, une formation ou bien même un micro-lycée ou un retour en études pour certains jeunes remobilisés.

### *G/ Jeunes en rupture institutionnelle*

Récurrence de profil : au sein de cette catégorie, on retrouve davantage de garçons aux catégories socio-professionnelles précaires, sans difficultés sociales particulières.

Caractéristiques : Ces jeunes se caractérisent par une rupture avec l'école comme institution, c'est-à-dire comme un ensemble de codes et de normes : les jeunes de cette catégorie entretiennent davantage de liens amicaux que les autres. Toutefois on retrouve chez ce profil davantage qu'ailleurs des jeunes avec des problèmes de comportement, des problèmes d'attention, d'assiduité. Le travail à la maison peut être complexifié par des situations de mal logement, induites par des ressources économiques fragiles au sein de la famille. On retrouve davantage une posture de défiance comme chez les *jeunes repliés sur eux-mêmes*. Ils sont plus que les autres dans une posture de rejet et peuvent pour certains être exposés à des économies parallèles pour subvenir à leurs besoins.

Solutions à envisager : les jeunes correspondant à cette catégorie figurent parmi les profils de jeunes les plus complexes et longs à accompagner : la rupture de ces jeunes avec leur cursus est précoce et ancienne. L'accompagnement est d'autant plus difficile que le jeune est dans la construction d'une carrière déviante assumée. La famille peut contribuer à stigmatiser le jeune dans son discours, ce qui encourage paradoxalement son éloignement. Il y a donc un enjeu à travailler d'accompagnant à accompagné principalement. Il s'agit d'abord de souligner le statut particulier de l'accompagnant par rapport aux autres adultes.

Le levier financier peut dans un premier temps représenter une opportunité de travailler avec le jeune par le biais d'un PACEA qui répondra à certains enjeux financiers. Selon le degré de rupture, une Promo 16-18 ou des dispositifs tels que l'école de la deuxième chance peuvent être proposés pour acquérir les codes attendus en milieu professionnel. Il s'agira aussi de proposer des ateliers numériques, CV, recherche d'emploi, transports en commun pour pérenniser cette professionnalisation. Enfin, la reprise d'études paraissant complexe, il s'agira de privilégier des formations professionnalisantes notamment, à l'issue de ces parcours d'accompagnement comparativement longs.

## *H/ Jeunes intériorisant*

Réccurrence de profil : les jeunes correspondant à son profil sont plus souvent des garçons par rapport à d'autres catégories. Ils entretiennent des relations amicales plutôt bonnes, et sont issus de milieux socio-économiques moins précaires que d'autres.

Caractéristiques : tout comme les jeunes sous pression, il ne s'agit pas de la catégorie de jeune la plus réccurrente : ils cumulent peu de freins périphériques dans la mesure où ils ont des facilités sur le plan social, ont comparativement moins de problèmes de comportement, la rupture est plutôt tardive et la santé mentale plutôt satisfaisante.

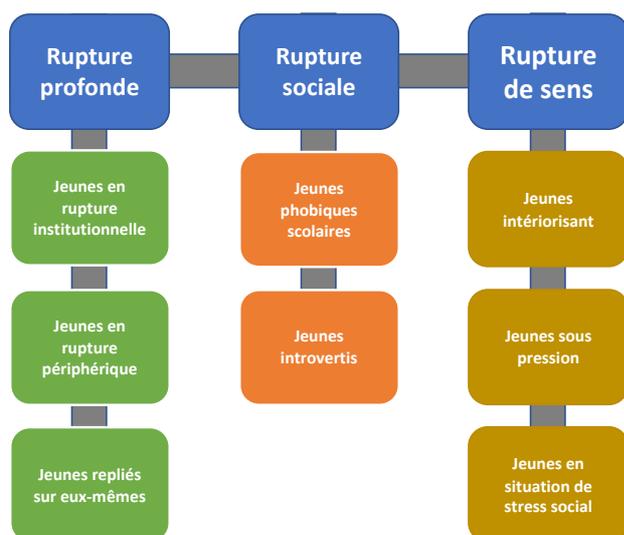
On retrouve donc ici des jeunes aux résultats moyens mais fragiles, en situation de perte de sens à l'école, des suites d'une mauvaise orientation. Chez ces derniers comme chez les jeunes sous pression, le poids des attentes de la famille pèse sur le parcours. Contrairement aux jeunes sous pression où ce poids se manifeste sous forme de stress, cette catégorie de jeune exprime plutôt une forme de désintérêt et de détachement voire de défiance avec le cadre familial. Ces jeunes ont un rapport plus complexe avec eux-mêmes dans la mesure où ils ont des représentations très négatives du phénomène de rupture du cursus scolaire sans solution, en lien avec celles véhiculées par la famille. Pourtant cette rupture pourra être provoquée par un évènement marquant : problème de santé, incident familial (divorce, décès), mauvaise orientation (par défaut, en contexte rural par exemple...). De fait ils intériorisent la stigmatisation qu'ils se représentent et s'identifient plus aisément comme « transclasse », déviants malgré eux.

### Solutions à envisager :

Ces jeunes comme certains autres cherchent donc à se distinguer des « *jeunes à problèmes* », des « *cassos de l'accompagnement* », et envisagent leur situation personnelle avec une certaine honte qui se traduit en indifférence.

Comme les jeunes sous pression, il s'agit de détricoter ce sentiment en travaillant autour des envies, hobbies, besoins du jeune. Il s'agit aussi de particulièrement valoriser les travaux de ces publics et de faire comprendre que si un parcours de rupture avec l'école ne correspond pas aux attentes de ses parents et aux siennes, il existe d'autres solutions professionnalisantes. Ces dernières peuvent correspondre à ses besoins et ses envies et valoir tout à fait celles issues d'un cursus scolaire. Puisqu'en général les jeunes correspondant à cette catégorie font état de peu de freins périphériques, il est possible d'envisager rapidement des solutions concrètes sur lesquelles appuyer l'utilité de l'accompagnement : service civique, alternance, apprentissage, formation ou même reprise d'études après avoir travaillé l'orientation et les envies du jeune.

## En bref : une synthèse des profils repérés



- **Rupture profonde** : on trouve dans ces catégories des jeunes plus souvent issus de milieux moins favorisés. Ils se distinguent par des résultats scolaires plutôt fragiles et des problèmes avec les codes de l'école. Si certains n'ont pas de difficultés sociales (*rupture périphérique*), les autres ont moins d'amis, et présentent plus souvent des contextes familiaux difficiles. On retrouve ici les profils de jeunes les plus éloignés de l'école, présentant souvent de nombreux freins périphériques (logement, isolement, exposition plus fréquente aux addictions...). Aussi la rupture est plus précoce et favorise un certain antagonisme avec les institutions, parfois aussi avec les adultes en

général. L'accompagnement de ces profils nécessite une approche très progressive, le PACEA peut permettre de lever certains freins, et peut déboucher à une Promo 16-18 voire à un CEJ a posteriori, une fois que la confiance en la Mission Locale et l'accompagnement est établie.

- **Rupture sociale** : parmi les profils que l'on retrouve le plus dans ces catégories, on peut citer des jeunes entretenant un rapport difficile avec leurs pairs, souvent aussi avec leur famille. Aussi, ils sont plus exposés que les autres au harcèlement scolaire. Ils ne présentent pas forcément de difficultés scolaires ni de problèmes de comportement, aussi le décrochage peut être précoce ou tardif. Pourtant le rapport aux autres cumulé à des problèmes de précarité (plus souvent chez les phobiques scolaires) et des difficultés à formuler des besoins (plus souvent chez les introvertis) entraîne parfois des chutes brutales de résultats et une désaffection de l'école. Ces jeunes sont particulièrement exposés en termes de santé mentale et leur accompagnement peut nécessiter un soutien psychologique. Selon le degré d'appropriation des codes institutionnels, il est possible d'envisager une prépa-apprentissage, menant à une alternance ou un apprentissage. Il s'agit avant cela de favoriser leur ouverture progressive.

- **Rupture de sens** : on trouve dans ces catégories de jeunes des profils dont la rupture avec le cursus résulte d'une mauvaise orientation, et/ou de problèmes d'ordre personnel (de santé / familiaux). Ces situations aboutissent à une perte de sens et de motivation dans le parcours scolaire. Ces parcours peuvent aboutir à des situations complexes car elles sont plus souvent en rupture avec des attentes : familiales ici aussi, mais aussi personnelles. L'orientation est alors particulièrement dramatisée, et la rupture est vécue comme une certaine honte car difficile à accepter. Dès lors le rapport entretenu avec la Mission Locale est davantage marqué par la défiance avec les accompagnants et les autres jeunes accompagnés. Il s'agit en premier lieu de dédramatiser l'orientation scolaire comme professionnelle, et de désamorcer les éventuelles pressions familiales en favorisant le rapport direct jeune-accompagnant. Puisque la rupture est plus tardive, que les jeunes correspondant sont plus aisés que d'autres profils et souvent moins éloignés des institutions, l'accompagnement peut être moins complexe. Il pourra être structuré autour de la formulation des besoins du jeune, de la confiance en soi, et de la dédramatisation de l'orientation en multipliant les expériences, sans enjeu. Selon les cas, l'accompagnement peut déboucher plus rapidement sur une reprise d'études, une entrée en micro-lycée, une formation voire un service civique, etc...

### III – D'autres profils particuliers qu'il convient de souligner : ASE, PJJ, jeunes neuro-atypiques

La typologie telle que présentée ci-dessus donne des clés de compréhension quant aux profils les plus récurrents de jeunes sortis de cursus scolaire sans solution. Évidemment, tous les parcours ne rentrent pas dans ces cases et certains cas particulièrement différents se dessinent. Les jeunes correspondant sont pour la plupart très éloignés, voire « invisibles », c'est-à-dire qu'ils passent sous les radars des accompagnements post-rupture.

De fait, la matière consolidée concernant ces profils est nettement moins conséquente. Il convient toutefois d'en dresser quelques caractéristiques à titre exploratoire, de sorte à dessiner des premières pistes de réflexion et faire état notamment des observations des professionnels à leur sujet.

#### 3.1 – Les jeunes de l'ASE

L'ASE ou aide sociale à l'enfance est un dispositif de politique publique chargé de soutenir les enfants et leur famille par des actions de prévention individuelle ou collective, de protection et de lutte contre la maltraitance. Les jeunes de l'ASE sont souvent placés en familles d'accueil. Il existe des référents ASE dans de nombreuses Missions Locales, car les jeunes de l'ASE présentent des difficultés fortes étant donné leur contexte familial difficile.

Les difficultés face au logement sont à ce titre particulièrement fortes : parmi les jeunes de l'ASE interrogés en ligne la moitié témoignent que leur logement n'est pas confortable, pas assez grand et mal situé.

*« Pour les jeunes en foyer, les éducateurs sont en sous-effectif. Un jeune de l'ASE vivait entre son copain et ses parents. C'est un jeune avec qui on a établi un lien de confiance, c'est super important, mais c'est dur de mettre en œuvre des solutions tout de suite... »*

*« Le logement c'est quelque chose de très compliqué pour les jeunes de l'ASE. L'ASE tarde à donner des solutions et c'est l'un des freins les plus compliqués : on a un jeune qui a eu un hébergement chez le copain mais sinon on ne sait pas comment il aurait fait. »*

- Parole de professionnels d'ARML

Ici on retrouve les caractéristiques du profil des jeunes cumulant de forts problèmes familiaux induisant des difficultés sociales, ainsi que des difficultés financières. Ces situations provoquent des isolements importants : 6 jeunes de l'ASE sur 10 parmi les répondants au questionnaire en ligne précisent qu'ils n'avaient pas beaucoup d'amis. Un quart d'entre eux ont été victime de harcèlement.

*« Je n'avais pas envie de travailler, j'étais démotivé, je voulais rien faire. Les éducateurs m'ont poussé, je me suis dit si je le fais pas je le ferai jamais. »*

*« Aujourd’hui je vis dans un appartement, à côté des éducateurs, depuis mars. Dans mon appartement je me sens seule, c’est tout petit et j’ai pas d’amis. Je vis une rupture, je reçois personne, c’est trop dur... Je me sens plus indépendante, mais la solitude ça me bouffe. »*

- *Jeunes de l’ASE sorti de cursus scolaire sans solution*

Ces jeunes sont en situation de rupture précoce et longue, ont peu de diplômes. Parmi ceux qui ont répondu au questionnaire en ligne, ils attendent en plus que les autres de la Mission Locale une aide financière (pour financer un permis par exemple), et sont davantage en attente de métiers simples et peu « prise de tête ».

### 3.2 – Les jeunes de la PJJ

La PJJ désigne la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Les jeunes dits « de la PJJ » désignent des jeunes qui ont rencontré des problèmes avec la justice, impliquant parfois des peines d’emprisonnement.

Ces jeunes se distinguent des autres par des profils particulièrement éloignés des institutions (accompagnement et autres). Les professionnels les désignent parfois comme les jeunes les plus durs à accompagner et ne formulent pas vraiment de réponse explicite sur la manière avec lesquelles il faudrait répondre à leurs besoins :

*« Les jeunes de la PJJ c’est dur, ils ne dépassent pas le « j’ai fait des conneries, je suis comme ça ». Certains ils arrivent trop tôt, il y a un manque de maturité, d’expériences personnelles souvent... »*

*« L’accompagnement le plus dur, je dirais les PJJ, on arrive rarement à les mobiliser. Ils sont décrochés depuis longtemps, y en a qui sont sur du trafic, ils n’ont pas de diplôme, ils sont payés au SMIC alors que le trafic les paye nettement mieux. À l’heure actuelle je n’ai rien trouvé pour eux, ils ne viennent pas au rdv... »*

- *Paroles de professionnels de Mission Locale et de Promo 16-18*

Évidemment, cela ne signifie pas qu’aucun levier n’existe concernant les jeunes de la PJJ. Cependant l’étude n’a pas permis à l’heure actuelle de les identifier.

### 3.3 – Les jeunes neuro-atypiques

Parmi les entretiens réalisés, l’enjeu des jeunes neuro-atypiques est remonté comme de plus en plus fréquent. On désigne par cela l’ensemble des troubles du fonctionnement neurologique : troubles de l’attention (TDAH), haut potentiel (HPI), troubles du spectre autistique, troubles dys, etc...

Il est difficile d’identifier ce genre de problématiques à travers l’étude, de nombreux jeunes n’étant pas diagnostiqués. Les jeunes rencontrés en entretien n’ont pas exprimé ce type de troubles. On remarque tout de même concernant les troubles de l’attention que 45% des jeunes mentionnent ces difficultés à l’école. Cet enjeu est aussi remonté particulièrement en

entretien tant chez les jeunes que chez les professionnels, et la recherche en la matière atteste de ce phénomène : « *Le trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH) est l'un des troubles neurodéveloppementaux les plus fréquemment diagnostiqués chez les enfants et adolescents, avec une prévalence annuelle oscillant entre 2 % et 7 %<sup>69</sup>.* » La majorité de ces troubles sont diagnostiqués en CM2, ce qui est par ailleurs assez tard dans le parcours scolaire. Les professionnels évoquent la recrudescence de ces troubles au sens large :

*« Il y en a énormément avec des profils cognitifs particuliers (dys, trouble de l'attention, haut potentiel, hypersensibilité). Diagnostiqués ou pas et pris en charge ou pas. »*

- Professionnel d'ARML

Ils soulignent aussi leur impuissance pour certains jeunes où peut subsister une suspicion de troubles non diagnostiqués. « *Pas de prise en charge, on n'a pas assez d'outils sur le côté psychique, il faudrait plus de formation de ce côté-là.* » Ce sentiment d'impuissance et la saturation des structures spécialisées rendent particulièrement complexe l'accompagnement de ce type de profil. C'est ainsi un frein périphérique sur lesquels les accompagnants n'ont pas toujours d'emprise.

---

<sup>69</sup> Institut National de Santé Publique au Québec, *Surveillance du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH) chez les enfants et jeunes adultes au Québec : usage des médicaments*, 2022.

## Conclusion

Cette étude de la parole des jeunes de l'obligation de formation et de leur accompagnants fut une démarche ambitieuse : le recueil de 2000 paroles de jeunes, la construction d'une analyse qualitative et l'implication des professionnels du dispositif marquent d'ailleurs sa singularité.

L'étude n'est pas une évaluation de politique publique certes. Il faut bien noter toutefois que l'obligation de formation est un dispositif qui fonctionne bien au regard des paroles des jeunes interrogés, pour les jeunes que ce dispositif arrive à toucher. En 2022, on estime à environ 60 à 65% la part de jeunes soumis à l'obligation de formation qui la respectent. Il demeure de fait une part importante de jeunes qui passent sous les radars, les fameux invisibles, à qui l'étude - comme de nombreuses autres - n'a pas pu donner la parole. Toujours est-il que pour les 2000 jeunes de l'obligation interrogés, les plus-values sont fortes : motivation, optimisme, confiance... Si la terminologie du dispositif tant à entretenir les stigmates associés à ces jeunes, force est de constater que dans les faits, les jeunes touchés se voient proposer des réponses sur-mesure. C'est d'ailleurs bel et bien l'atout principal de ce mode d'accompagnement : la panoplie d'outils à disposition des professionnels est large et le travail quasi social déployé par les accompagnants permet le développement de parcours très progressifs et adaptés. Les marges d'amélioration toucheraient alors à l'augmentation du nombre de jeunes touchés. Augmentation qui se heurte aux invisibles, ainsi qu'aux profils les plus complexes : jeunes de l'ASE, PJJ, jeunes neurodivergents, également gens du voyage. Il convient de souligner aussi les difficultés quant aux leviers relatifs aux difficultés d'ordre mentale et psychologique (manque d'outils, saturation des structures...) face à des besoins croissants au lendemain des confinements successifs.

Rappelons tout de même ici ces chiffres marquants : les  $\frac{3}{4}$  des jeunes interrogés ont développé des liens de confiance avec les adultes de la Mission Locale, et ceux qui ont accepté un accompagnement expriment une satisfaction importante. Aussi, plus de 3 jeunes sur 4 interrogés pensent qu'ils trouveront un métier plus tard.

À travers la parole de ces derniers, l'étude traite en profondeur des mécanismes de rupture de cursus sans solution et de l'accompagnement des jeunes par la lunette bien particulière de ce dispositif de politiques publiques. C'est bel et bien à travers cette double entrée, ainsi qu'à travers le volume de jeunes interrogés que l'étude trouve toute sa singularité. Comme souligné en introduction, il s'agit de fait de rappeler qu'elle rend compte de configurations bien particulières mais ne peut décemment pas systématiser les parcours de jeunes en rupture dans toutes leurs singularités.

Il n'empêche que cette étude des parcours des jeunes de l'obligation a mis en lumière des observations particulièrement fortes :

L'étude confirme premièrement que ces ruptures ne sont souvent pas le fait de mauvais résultats contrairement aux idées reçues : comme le souligne la recherche en la matière, elles sont plus souvent liées à une perte de sens, de motivation, nourrie par une distance avec les pairs, avec les codes de l'école, à une mauvaise orientation (les jeunes en rupture de sens), ainsi qu'à d'éventuels freins périphériques.

Les publics précaires sont plus exposés aux ruptures de parcours scolaire, notamment précoces : c'est souvent le cas chez les jeunes phobiques scolaires, les jeunes en rupture institutionnelle, périphérique, et les jeunes repliés sur eux-mêmes, pour reprendre les termes de la typologie proposée plus au-dessus. Ils ont souvent moins d'amis et font face à des freins périphériques nombreux. Les publics plus aisés rencontrent des freins moins nombreux, mais subissent davantage de pression (personnelle, familiale...) et dramatisent davantage l'orientation et leur rupture avec l'école. L'accompagnement s'emploie ainsi à « détricoter » ces représentations et à favoriser les « essais-erreurs », pour introduire dans le champ des possible le droit de se tromper.

L'étude souligne avec beaucoup de force le rôle central du parent tant en amont qu'en aval : les profils particulièrement difficiles des jeunes ayant des problématiques parentales sont assez édifiants pour être soulignés. Cet aspect est d'autant plus important qu'il concerne le quart des jeunes interrogés. On ne peut donc que supposer que parmi les jeunes trop éloignés pour être touchés par l'étude, cette proportion soit encore supérieure. Les conséquences de ce malaise sont sociales et psychologiques, créant un terreau important à l'isolement social et à la fragilité mentale. Les accompagnants s'emploient à déployer des réponses sur mesure face à la multiplicité de ces conséquences. Aussi, l'étude montre que le rapport aux parents est le facteur le plus déterminant dans les parcours de rupture et d'accompagnement des jeunes de l'obligation de formation.

Elle met également en lumière la surexposition des jeunes filles à la pression, au harcèlement et à l'isolement. Elles sont de fait plus exposées à des enjeux de santé mentale. Un constat important qui ne doit pas effacer certaines souffrances invisibilisées chez les jeunes garçons les plus repliés sur eux-mêmes et qui peinent à exprimer leurs besoins. Ces derniers rompent plus tôt avec l'école, ont plus de difficultés à se lever le matin, à rester assis, et à respecter les codes de l'institution scolaire.

La typologie proposée apparaît comme une synthèse de ces observations fortes, bien que non exhaustive. Elle éclaire tant les causes profondes de décrochage que les leviers les plus forts selon les profils. Ces profils se basent ainsi sur les 3 paramètres ayant l'impact le plus fort sur ces trajectoires tel que le montre l'étude : le rapport aux parents en premier lieu, le milieu socio-économique, et enfin le genre. La combinaison de ces facteurs et la formulation de la typologie correspondante ouvrent des pistes de réflexion fortes :

- Elles donnent des clés pour identifier des jeunes qui tendent à rompre avec leur cursus en mettant en exergue des caractéristiques congruentes.
- Elles déclinent aussi les besoins les plus récurrents, correspondant aux problématiques les plus fréquemment constatées pour ces catégories de jeunes.
- Elles dressent enfin, à partir des outils de l'obligation de formation, des leviers potentiels à actionner correspondant à ces besoins, ce qui forme leur originalité.

Évidemment, catégoriser l'ensemble des profils de jeunes n'a jamais été l'objectif de l'étude, qui souhaite avant tout produire une grille de lecture concourant aux objectifs ci-dessus. Elle donne ainsi matière à réfléchir et pourra servir d'outil de compréhension et aussi d'accompagnement. L'étude, dans la lignée des travaux sur le phénomène dit de

« décrochage » en France, montre enfin les stigmates forts associés à ces publics. Si tous ne sont pas socialement marginalisés, ils entretiennent de fait un rapport à la marge véhiculant nombre de stigmates.

L'étude est aussi, pourquoi pas, l'occasion de discuter de la sémantique à mobiliser en politiques publiques lorsque l'on désigne ces jeunes. Au regard des observations mises en lumière, les termes de « décrochage » et de « décrocheur » semblent désormais assez archaïques et péjoratifs en cela qu'ils incarnent une posture culpabilisante des politiques publiques dont il s'agit de sortir. La notion de « décrocheur » porte également en elle la représentation du « décrochage » comme évènement. Nous avons pu constater au contraire son caractère profondément progressif, de même que le « raccrochage » n'est ni un évènement, ni un instant T figé dans le temps. Ces deux phénomènes de rupture et d'accès à une solution sont des évolutions complexes intrinsèquement multifactorielles. La rupture d'un cursus scolaire sans solution est d'ailleurs bien souvent la manifestation de causes extérieures à ce dit-cursus. L'étude montre dès lors le travail minutieux à entreprendre pour diriger un jeune vers une solution. L'accompagnement pèse fort dans la balance, mais le travail personnel à entreprendre de la part de ces jeunes reste également central. L'étude insistant sur les leviers d'accompagnement, elle n'a d'ailleurs pas nécessairement eu l'occasion de souligner l'étendue de l'effort personnel que les jeunes de l'obligation de formation doivent engager pour déboucher sur une reprise d'études, une formation, une alternance, ou quelque solution que ce soit. L'accompagnement proposé dans le cadre de l'obligation de formation n'est finalement qu'un moyen déployé pour favoriser le déploiement de ces capacités, ce qui est fondamental à remarquer, notamment de sorte à discuter la question dite du « décrochage » comme celle du « raccrochage. »

L'étude montre *in fine* que ces jeunes sont bien plus souvent des « décrochés » que des « décrocheurs », mais sont toujours des « raccrocheurs » plutôt que des « raccrochés ».

